

CURRICULUM POUR LES ANIMATEURS EUROPEENS JEUNESSE

AGREEMENT NUMBER: 2018-3-FR02-KA205-015158
COOPERATION FOR INNOVATION AND THE EXCHANGE OF GOOD PRACTICES

TABLE DES MATIERES

DESCRIPTION DU PROJET.....	P.01
INTRODUCTION AU PROFIL ANIMATEUR EUROPEEN JEUNESSE	P.03
ANIMATEUR JEUNESSE - CADRE PAR PAYS.....	P.06
ANIMATEUR JEUNESSE - MATRICE D'ANALYSE PAR PAYS	P.75
ANIMATEUR EUROPEEN JEUNESSE - CURRICULUM DE BASE.....	P.82
CONCLUSIONS	P.85
REFERENCES	P.86

DESCRIPTION DU PROJET

Le projet European Youth Animators vise à renforcer les connaissances, aptitudes et compétences des animateurs pour la jeunesse au niveau européen. Financé par le programme Erasmus +, le projet est réalisé par des partenaires français, belges, allemands et italiens. Selon la politique européenne de reconnaissance des compétences, dans ce domaine il n'y a pas d'harmonisation entre les pays membres de l'UE et les animateurs d'un pays ne sont pas qualifiés dans les autres états membres.

De plus, ce manque ne soutient pas la mobilité des animateurs au niveau européen. En outre, le projet vise à proposer un programme européen pour les animateurs européens adapté à tous les pays de l'UE. Il a l'intention de concevoir et de dispenser un cours de formation en ligne au niveau de l'UE comprenant les racines essentielles (KSC - connaissances, aptitudes et compétences), les compétences transversales et personnelles qui sont fondamentales pour gérer des groupes de jeunes.

À la fin du projet, le cadre européen sera livré, permettant à tous les pays de le mettre en œuvre dans leur cadre national de compétences. Les animateurs européens pour la jeunesse mettront ensuite en place une formation modulaire où les objectifs d'apprentissage seront fixés pour répondre aux exigences des différents diplômes nationaux.

Les objets de formation seront conçus pour soutenir le développement des KSC nécessaires, et les apprenants seront évalués selon les outils européens: EQF; un certificat délivré et signé par les partenaires des animateurs européens sera délivré.

La méthodologie d'évaluation des cours sera basée sur des expériences pratiques, telles que des ateliers de groupe, des études de cas et des présentations personnelles. La formation se fera en ligne ainsi que localement sur base d'activités pratiques.

Principaux résultats du projet EAFY

- Programme d'études pour l'animateur européen jeunesse (présenté dans cette publication);
- Cadre européen de qualification (CEC / CEC) faisant référence à l'animateur européen pour la jeunesse;
- Cours eLearning pour les jeunes animateurs européens.

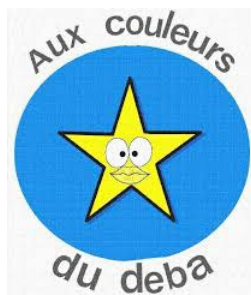
Partenaires impliqués dans la mise en œuvre du projet

- Commune de Carbon-Blanc (France)
- Aux Couleurs du Deba (France)
- CIAPE Centro Italiano per l'Apprendimento Permanente (Italie)
- Business Training SA (Belgique)
- Stadt Bochum (Allemagne)



This work is licensed under the Creative Commons Attribution 4.0 International License.

To view a copy of this license, visit <http://creativecommons.org/licenses/by/4.0/> or send a letter to Creative Commons, PO Box 1866, Mountain View, CA 94042, USA.



Les informations et opinions présentées dans ce document ont été développées par les auteurs / partenaires énumérés ci-dessus dans le cadre du projet European Animators for Youth, financé par la Commission européenne ERASMUS Plus, Coopération pour l'innovation et l'échange de bonnes pratiques, Action - Partenariat stratégique. Le soutien de la Commission européenne à la production de cette publication n'inclut pas une approbation du contenu qui reflète uniquement les opinions des auteurs, et la Commission ne peut être tenue responsable de l'utilisation qui pourrait être faite des informations contenues.

INTRODUCTION AU PROFIL D'ANIMATEUR EUROPÉEN JEUNESSE

Lors de l'analyse de l'environnement de la politique de la jeunesse dans une perspective européenne, il est nécessaire de se référer tout d'abord à la stratégie de la jeunesse de l'UE récemment révisée, représentant le cadre de la coopération de la politique de la jeunesse de l'UE pour 2019-2027.

Basée sur la résolution du Conseil du 26 novembre 2018 (2018 / C 456/01), elle encourage la participation des jeunes à la vie démocratique, soutient l'engagement social et civique et vise à garantir que tous les jeunes disposent des ressources nécessaires pour participer à la société. Parmi les principales nouveautés, la stratégie prévoit un programme pour le travail des jeunes afin d'améliorer encore sa qualité, son innovation et sa reconnaissance et de permettre à d'autres secteurs de tirer parti du potentiel de l'apprentissage non formel.

L'initiative des animateurs européens jeunesse représente donc une contribution précieuse en ce sens, le principal objectif du projet étant de façonner et de diffuser une compréhension commune des connaissances, des aptitudes et des compétences des animateurs jeunesse au niveau européen, à travers la collecte des formations disponibles parmi les États membres et la définition ultérieure d'un profil professionnel d'animateur européen jeunesse, dont le programme sera décrit dans le cadre européen des certifications. «Travail pour la jeunesse» est un terme large couvrant un large éventail d'activités de nature sociale, culturelle, éducative ou politique par, avec et pour les jeunes. De plus en plus, ces activités incluent également des sports et des services pour les jeunes.

Tous les pays n'ont pas de définition formelle du travail de jeunesse et parmi ceux qui en ont il existe une variété de définitions.

Préparé sur la base d'une revue ou d'un certain nombre d'études pertinentes, entre autres, par la Commission européenne, l'Agence exécutive pour l'éducation, l'audiovisuel et la culture (EACEA) et le Conseil de l'Europe, il est possible d'énumérer certaines caractéristiques essentielles, fréquemment citées pour décrire le travail de jeunesse; ce sont:

- un focus sur les jeunes,
- développement personnel, et
- une participation volontaire.

Il est également possible de saisir les types d'activités et l'orientation de l'activité des jeunes animateurs, en distinguant les objectifs (d'un objectif large ou d'un développement personnel à des problèmes très spécifiques) et le groupe cible (universel - ciblant ainsi tous les jeunes - ciblés sur des groupes cibles spécifiques ou des jeunes).

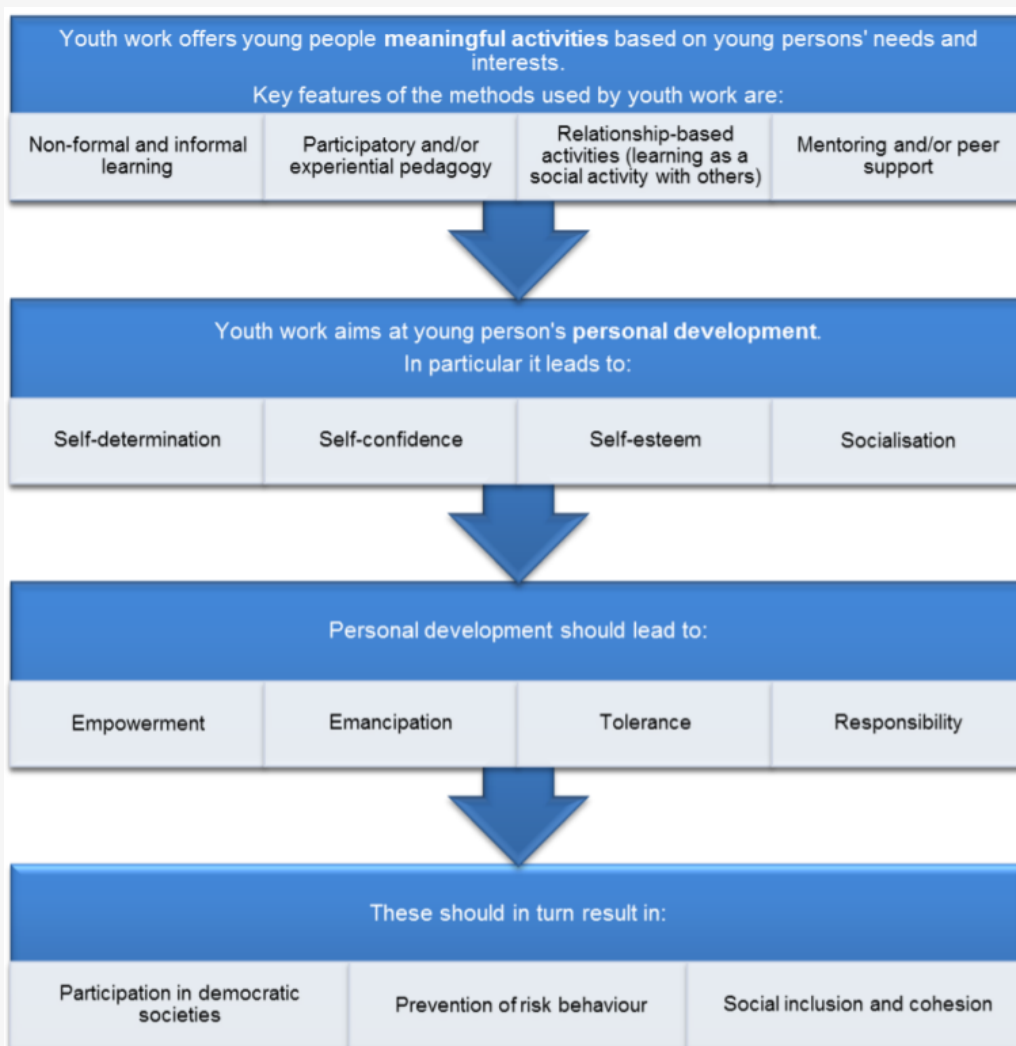
Une pratique réussie d'animateur jeunesse peut se traduire par une série de résultats positifs (voir également le tableau ci-dessous) pour les jeunes qui leur permettent de:

- Développer des aptitudes et des compétences dans un large éventail de domaines (leur capital humain);
- Renforcer leur réseau et leur capital social;
- Changer des comportements particuliers (tels que les comportements à risque);-

Bien que, comme mentionné précédemment, ces professionnels (animateurs pour la jeunesse, travailleurs sociaux, etc.) jouissent aujourd'hui d'une plus grande reconnaissance et visibilité par rapport au passé, il reste encore beaucoup à faire car il est urgent de reconnaître les jeunes professionnels pour leur contribution et valeur qu'ils ont dans la vie des jeunes européens. De plus, il est vrai que le statut des jeunes animateurs est de plus en plus compris comme un profession distincte,

il est également important de rappeler que le professionnalisme ne concerne pas uniquement les qualifications formelles. Les animateurs bénévoles intègrent également une approche professionnelle dans leur travail avec les jeunes. Les animateurs de jeunesse sont souvent qualifiés et / ou spécifiquement formés pour mener à bien les activités auxquelles ils participent. Comme nous le verrons dans le paragraphe suivant, bien qu'il existe des preuves d'un certain soutien du gouvernement par le biais d'opportunités de formation, de reconnaissance et de validation de l'apprentissage pour les animateurs jeunesse, ce sont le plus souvent les organisations de travail de jeunesse elles-mêmes qui offrent activement des opportunités de formation ou de développement aux jeunes.

En conséquence, compte tenu de la prévalence de la formation interne, il est nécessaire de mieux reconnaître les aptitudes et compétences des animateurs jeunesse, sur la base de critères de qualité par rapport auxquels les connaissances, aptitudes et compétences peuvent être reconnues. En ce sens, passer d'une approche totalement nationale à une dimension européenne est absolument essentiel à un moment où la plupart des jeunes franchissent les frontières pour se lancer dans des activités. Le but de cette élaboration est précisément de distiller la formation disponible de l'animateur jeunesse à travers les 28 pays de l'UE, afin de rassembler les connaissances, les compétences et les aptitudes communément nécessaires permettant de guider un groupe de jeunes et de l'intégrer - si nécessaire - vers la définition d'un programme innovant et complet "European Youth Animator".



Source: European Commission | Youth (2014)

ANIMATEUR JEUNESSE – CADRES NATIONAUX

NOTE: LA LISTE DES PAYS ANALYSÉS CORRESPOND À LA VERSION ORIGINALE DU PRODUIT, RÉALISÉE EN ANGLAIS.

AUTRICHE



Informations générales et définitions

L'animation jeunesse en Autriche est divisé en animation jeunesse ouverte, associations de jeunesse, animation jeunesse institutionnel et animation jeunesse commercial. Il existe également ce que l'on appelle les "initiatives pour les jeunes", c'est-à-dire les services pour les jeunes offerts par les jeunes aux jeunes. Ce travail relativement nouveau sur les enfants ou les jeunes peut être défini comme une éducation par les pairs, et il est répandu dans le domaine de la prévention en Autriche. L'animation jeunesse ouverte en Autriche comprend des centres de jeunesse, une animation jeunesse mobile et des services régionaux d'information pour la jeunesse ainsi que des initiatives régionales et locales. L'animation jeunesse ouverte est généralement pour tous les jeunes - d'où son nom - et aucune adhésion n'est requise ou une participation régulière est attendue.

Les associations de jeunes en Autriche sont assez diverses. Il existe des associations de jeunes d'horizons politiques ou religieux différents. Dans le passé, une distinction était opérée sur le plan idéologique, ce qui signifiait qu'il y avait deux camps politiques différents avec des cultures et des idéologies distinctes: l'un associé aux syndicats et au Parti socialiste (SPÖ), l'autre à l'Église catholique et au Parti populaire (ÖVP). Les jeunes ont grandi dans l'un ou l'autre des "camps" et ont également rejoint des organisations affiliées à leurs "camps". En raison du changement socio-structurel en Autriche, ce système a quelque peu changé au cours des dix dernières années, mais il existe encore un certain nombre d'organisations qui peuvent être considérées comme faisant partie du "système de camp". Le groupe cible de la plupart des organisations de jeunesse autrichiennes est assez diversifié et souvent non limité à un groupe d'âge spécifique. Selon le quatrième rapport sur la jeunesse commandé par le gouvernement autrichien, 93% de tous les groupes de jeunes et organisations de jeunesse considèrent les écoliers comme leur principal groupe cible, 88% s'adressent principalement aux apprentis et 80% aux étudiants universitaires. 72% de tous les prestataires ou jeunes travaillent pour les jeunes adultes qui travaillent ou sont au chômage. En Autriche, l'animation jeunesse institutionnelle est un travail de jeunesse effectué par les services de jeunesse de l'État ou des municipalités. Chacun des neuf États de la fédération autrichienne possède son propre service jeunesse, qui coordonne l'animation jeunesse dans l'État, propose des services et organise des activités pour les jeunes.

En ce qui concerne l'information des jeunes, il existe des portails Internet affiliés au gouvernement fédéral qui fournissent des informations sur divers sujets liés aux jeunes. La mise à disposition d'informations pertinentes pour les jeunes est un concept encouragé par le Livre blanc de la Commission européenne sur la jeunesse. L'objectif est de fournir aux jeunes ainsi qu'aux animateurs jeunesse et aux parents des informations utiles sur différentes questions.

Contexte législatif et gouvernance

En raison de la structure fédérale de l'Autriche, les affaires de la jeunesse relèvent dans une large mesure de la compétence des provinces fédérales (Bundesländer). Dans chacun des neuf gouvernements fédéraux, il existe un département des affaires de la jeunesse et un département de la protection de la jeunesse.

Les départements de la jeunesse sont chargés du travail parascolaire des jeunes et de la politique fédérale de la jeunesse. Leurs principaux domaines de responsabilité sont:

- Initiatives de lobbying dans le domaine du travail des enfants et des jeunes
- Promotion et soutien des institutions pour les enfants et les jeunes, en particulier celles de l'animation jeunesse ouverte. Ces derniers comprennent les centres de jeunesse, l'animation jeunesse mobile et les services régionaux d'information pour la jeunesse ainsi que les initiatives régionales et communales;
- Services pour les enfants et les jeunes et pour le travail des enfants et des jeunes;
- Cours de formation et de perfectionnement pour les animateurs jeunesse;
- Relations publiques;

Les services de la protection de la jeunesse sont chargés de la protection de l'enfance, de la garde des enfants, de l'accueil, des adoptions et des soins fixes et dusoutien des familles dans l'accomplissement de leurs tâches de soins et d'éducation. Malgré leurs différents domaines de compétence, le gouvernement fédéral et les provinces fédérales (Bundesländer) cherchent à coordonner leurs mesures et activités, qui sont votées lors de la LandesjugendreferentInnenkonferenz (conférence des départements provinciaux de la jeunesse) et qui produisent des initiatives conjointes.

La mise en œuvre de la politique fait l'objet d'un suivi annuel et à la fin de la période 2015-2020 une évaluation indépendante sera réalisée sur l'impact global de la politique et les avantages en résultant pour les jeunes, le secteur bénévole de la jeunesse et la société au sens large.

EN SAVOIR PLUS...

Les centres d'information pour la jeunesse autrichiens (www.jugendinfo.at) sont spécialisés dans la préparation et la médiation d'information non commerciale adaptée aux jeunes. Les services d'information pour la jeunesse soutiennent les jeunes dans leur développement et fournissent des informations gratuites, à jour, pertinentes et compréhensibles sur tous les sujets intéressant les jeunes, y compris le travail, l'éducation et la formation.

BELGIQUE



Informations générales et définitions

La Belgique est un pays fédéral et la politique de la jeunesse est du ressort des trois régions: Flandre, Bruxelles et Wallonie. Cependant, le statut du travail de jeunesse est presque équivalent dans les trois régions. L'animation jeunesse en Belgique est définie par décret comme un travail socioculturel volontaire et non commercial organisé dans le domaine des loisirs pour ou par des jeunes âgés de trois à trente ans et sous orientation scolaire.

Il favorise l'avancement du plein épanouissement des jeunes. La définition susmentionnée s'applique aux aspects formels et non formels et, de manière générale, il existe deux secteurs: l'offre universelle d'animation jeunesse et l'offre de d'animation jeunesse ciblée. L'offre universelle de travail de jeunesse fait référence aux activités qui ne font pas de distinction entre les groupes cibles.

Cela comprend les mouvements de jeunesse et un grand nombre d'autres types d'animation jeunesse (par exemple, les associations de terrains de jeux, les associations politiques de jeunesse, les centres ou clubs de jeunesse, les associations d'art amateur pour les jeunes, les ateliers pour les jeunes).L'animation jeunesse ciblée comprend des activités destinées à des groupes difficiles à atteindre tels que les jeunes handicapés, les jeunes issus de l'immigration ou issus de minorités ethniques et les jeunes socialement vulnérables.

Contexte législatif et gouvernance

L'animation jeunesse est réglementée par décret. Le décret contient des définitions d' "animation jeunesse", "animateur jeunesse" et "organisation de jeunesse" et il stipule que le gouvernement régional doit élaborer un plan de politique de la jeunesse avec un accent particulier sur l'animation jeunesse. En Belgique, le financement des organisations locales de jeunesse est principalement organisé au niveau local.

L'animation jeunesse est régie par le ministère flamand / wallon / bruxellois de la culture, de la jeunesse, des sports et des médias. Le ministère est responsable de la définition du cadre juridique, de l'identification des priorités sectorielles et du financement du secteur de l'animation jeunesse.

De plus, la politique d'animation jeunesse est décentralisée vers les entités locales, ce qui permet un degré élevé d'autonomie et de flexibilité au niveau municipal, ce qui est considéré par beaucoup comme une évolution positive afin de s'adapter aux besoins des jeunes et des organisations de jeunesse dans chaque municipalité. L'animation jeunesse en tant que telle n'est pas officiellement reconnue dans les régions mais la notion d'"animateur pour la jeunesse" est définie par la loi.

Formation et profil

L'animateur jeunesse en tant que tel n'est pas officiellement reconnu en Belgique et il n'existe donc pas de programmes de formation et de qualifications ciblés sur le travail de jeunesse. Les animateurs jeunesse ne sont pas obligés de participer à des programmes de formation, bien que cela soit encouragé par les gouvernements locaux à travers l'allocation ou un financement supplémentaire à ces organisations de jeunesse.

EN SAVOIR PLUS...

Brevets non professionnels

La plupart des animateurs socio-éducatifs sont formés dans d'autres professions telles que l'animation socioculturelle (dans le cadre du programme plus large de baccalauréat en travail social). Les animateurs jeunesse ont également d'autres antécédents scolaires, principalement en raison de l'inexistence d'une qualification spécifique.

Certificats professionnels de travail de jeunesse Région flamande

La «formation cadre» est une formation certifiée se composant d'une partie théorique, d'un stage et d'une évaluation. La formation peut déboucher sur un certificat délivré le ministère flamand de la jeunesse.

- Animateur - le programme de formation d'animateurs vise à former des candidats à l'accompagnement des jeunes dans l'animation jeunesse.
- Animateur senior - le programme de formation d'animateur senior vise à former davantage les candidats à l'accompagnement des jeunes dans l'animation jeunesse et à assumer des responsabilités au sein d'une équipe de coaching
- Instructeur - le programme de formation d'instructeur vise à développer les participants à prendre des responsabilités dans les organisations de jeunesse.
- Instructeur principal - le programme de formation d'instructeur vise à aider les participants à assumer le niveau de gestion ou les responsabilités finales dans les organisation de jeunesse.

Bruxelles et la région wallonne

Les formations professionnelles à la jeunesse sont dispensées par des associations de jeunesse accréditées et ces formations peuvent conduire à l'obtention d'un certificat délivré par les ministères bruxellois / wallons de la jeunesse et des sports:

- BAGIC: certificat d'aptitude aux institutions culturelles,
- BCCV: coordinateur des centres de vacances,
- BACV: certification d'animateur de centres de vacances,
- Certificat d'animateur d'école des devoirs

Il est également possible de demander un certificat d'adhésion (BACV / BAFA); donnant l'opportunité de travailler soit en Belgique (partie francophone) soit en France.

BULGARIE



Informations générales et définitions

La politique nationale bulgare de la jeunesse est une activité ciblée et cohérente de l'État, des municipalités, des organisations de jeunesse et de la société.

Les grands principes de la politique nationale de la jeunesse sont les suivants:

1. légitimité, transparence, réactivité, égalité, politiques ciblées et cohérentes de l'État, des municipalités et de la société pour le développement des jeunes;
2. la coordination de la politique de la jeunesse avec la politique éducative, sociale, sanitaire, culturelle et sportive ainsi que leur coordination avec la justice, les affaires intérieures et la politique de défense;
3. la coordination de la politique nationale de jeunesse avec les politiques de jeunesse menées par et au sein de l'Union européenne, du Conseil de l'Europe et des Nations Unies;
4. intégration des politiques de l'enfance et de la jeunesse;
5. assurer la participation des jeunes au processus décisionnel politique;
6. la liberté d'association des jeunes, les initiatives de jeunesse ainsi que l'autonomie gouvernementale des associations de jeunesse;
7. décentralisation des politiques de jeunesse.

La Stratégie nationale pour la jeunesse 2010-2020 s'adresse aux jeunes de 15 à 29 ans et est élaborée conformément aux normes internationales et européennes de l'animation jeunesse. La Stratégie nationale pour la jeunesse 2010-2020 a été préparée après une étude approfondie et une analyse des besoins et des intérêts des jeunes dans le pays.

La Stratégie nationale jeunesse est composée de 9 objectifs stratégiques:

1. Promotion de l'activité économique et évolution de carrière des jeunes;
2. Améliorer l'accès et la qualité des informations;
3. Promotion du mode de vie sain;
4. Prévention de l'exclusion sociale des jeunes défavorisés;
5. Développement du volontariat des jeunes
6. Sensibilisation du public;
7. Développement des jeunes dans les petites villes et les zones rurales;
8. Développement du dialogue interculturel et international;
9. Accroître le rôle des jeunes dans la prévention du crime.

Contexte législatif et gouvernance

A partir d'octobre 2009, l'administration des programmes nationaux pour la jeunesse a été transférée au Centre national pour les programmes et initiatives européens de jeunesse. La Direction générale de la politique de la jeunesse de l'Agence nationale pour la jeunesse et le sport a été transformée en Direction de la jeunesse du ministère de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sciences, chargée de surveiller et de contrôler les programmes pour la jeunesse, ainsi que de planifier et d'élaborer la politique de la jeunesse.

Les maires des communes sont chargés de conduire la politique municipale de la jeunesse conformément à la stratégie nationale de la jeunesse 2010-2020; ils:

1. travaillent en étroite collaboration avec le ministère de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sciences, les gouverneurs régionaux et les jeunes sur les questions liées à la politique nationale de la jeunesse;
2. analysent la situation des jeunes dans les municipalités et formulent des priorités et objectifs spécifiques de mesures du développement de la politique de la municipalité en matière de jeunesse.

L'État promeut et facilite la prestation d'activités et de services pour les jeunes tels que:

1. services d'information et de conseil pour soutenir le développement personnel, social et professionnel des jeunes;
2. activités de loisir;
3. promotion de l'éducation non formelle pour élargir les connaissances, l'expérience et les compétences des jeunes en vue de leur intégration dans la société civile,
4. soutient des activités de volontariat des jeunes.

Formation et profil

L'«animateur jeunesse» professionnel ne figure pas sur la liste officielle des professions de l'EFP et ne peut pas être dispensé en tant que formation professionnelle dans le cadre du système éducatif formel. Il n'existe qu'en tant que poste (profession) inclus dans la Classification nationale des professions.

Actuellement, une formation spéciale pour les animateurs jeunesse peut être organisée dans le cadre du système de formation informel.

EN SAVOIR PLUS...

La liste bulgare des professions de l'EFPP comprend «artiste du tourisme» (4-5 NQF / EQF) avec deux spécialités - divertissement touristique (4 NQF-EQF) et organisateur d'activités de divertissement (niveau 5 NQF-EQF). L'enseignement et la formation professionnels peuvent être dispensés par des établissements d'enseignement formels (écoles professionnelles, écoles professionnelles, etc.).

Il existe des centres d'EFPP qui dispensent une telle formation uniquement aux adultes (4 NQF-EQF).

Afin d'acquérir une qualification EFPP, les apprenants adultes étudient

- 960 heures pour le niveau EQF 4;
- 260 heures pour le niveau 5 du CEC.

Pour plus d'informations: Forum national des jeunes. <https://nmf.bg/contacts>

CROATIE



Informations générales et définitions

Malgré un cadre de politique de la jeunesse relativement bien développé en Croatie, il est intéressant de noter que le travail d'animateur jeunesse lui-même n'est pas aussi bien développé. La Croatie n'a actuellement pas de définition officielle de l'animateur jeunesse car il n'est pas officiellement reconnu au niveau gouvernemental.

Contexte législatif et gouvernance

Même si le gouvernement commente souvent l'importance de l'animation jeunesse, il n'a publié aucun document normatif et / ou stratégique visant à la protéger, à la développer ou à déclarer son importance pour les jeunes. D'un autre côté, le gouvernement est clairement orienté vers le financement des organisations de jeunesse par le biais de régimes de financement spéciaux.

Même si l'animation jeunesse en soi n'a pas été mentionnée dans ces appels à propositions, il est évident qu'en soutenant les organisations de jeunesse, le gouvernement soutient de facto le travail de jeunesse et donc les animateurs de jeunesse;

En 2015, un groupe d'experts sur l'animation jeunesse a été créé au sein du ministère de la démographie, de la famille, de la jeunesse et de la politique sociale, composé d'experts et de professionnels des secteurs public et civil dans le but de définir et d'analyser le travail de jeunesse ainsi que les travaux d'animateurs de jeunes. L'Institut de recherche sociale de Zagreb (www.idi.hr) est un point focal pour la collecte et l'analyse des données sur les jeunes car il s'agit du point de contact Wiki pour les jeunes en Croatie.

Training et profile

La Croatie ne dispose d'aucun type de norme de qualité en matière d'animation jeunesse. L'animation jeunesse n'est pas reconnue en tant que profession en Croatie, ce qui signifie que ni le registre national des professions ni le cadre croate des qualifications (CROQF) ne font référence à l'animateur pour la jeunesse en tant que profession.

Les compétences clés nécessaires aux jeunes animateurs sont: la communication et l'organisation, l'analyse des données, le conseil individuel et de groupe, la gestion des ressources humaines, les compétences informatiques, les compétences pédagogiques de base.

EN SAVOIR PLUS...

Les clubs de jeunes en Croatie sont considérés comme des entités au niveau local, où les jeunes créent ensemble leurs activités en fonction des besoins de la communauté. Passer du temps tout en discutant avec un intervenant auprès des jeunes pourrait être une précieuse source d'information. En dehors de ces entités, une forme très bien établie et développée d'animation jeunesse est les centres d'information pour les jeunes. Leur objectif est de fournir aux jeunes des informations adaptées aux jeunes et de les conseiller sur leur carrière, leur mobilité ou leurs loisirs et leurs choix. La plupart des centres d'information (locaux et régionaux) travaillent au sein du réseau de l'Association des centres d'information pour la jeunesse en Croatie, qui suit la proposition de l'Agence européenne d'information et de conseil pour la jeunesse (ERYCA) en ce qui concerne ce type spécifique d'animation jeunesse.

Pour les jeunes ciblant spécifiquement les jeunes ayant moins d'opportunités, il est important de souligner qu'il existe des organisations de jeunesse fournissant des services dans ce domaine.

L'État soutient financièrement ces organisations et le ministère de la Démographie, de la Famille, de la Jeunesse et de la Politique sociale est en charge de ce type de financement. Les animateurs jeunesse sont encouragés à profiter des opportunités offertes par Erasmus + et le corps européen de solidarité. En dehors de cela, il n'y a presque pas d'autres options en ce qui concerne la dimension européenne et internationale de l'animation jeunesse dans le pays.

CHYPRE



Informations générales et définitions

il n'y a pas de définition du travail d'animateur jeunesse à Chypre; il n'y a pas seulement un terme couramment utilisé dans la langue nationale (le grec) pour décrire le travail d'animateur jeunesse. Les termes utilisés pour les jeunes sont descriptifs «travailler avec les jeunes» (ergasia me tin neolaia) et «personnes occupées par les jeunes» (anthropoi pou asholountai me ti neolaia) pour les animateurs jeunesse. Selon la littérature, l'animation jeunesse est considérée comme un moyen de promouvoir l'apprentissage non formel, mais comme l'apprentissage non formel n'est lui-même pas bien développé à Chypre, il existe une très faible prise de conscience de la valeur de l'animation jeunesse.

Des éléments d'"animation jeunesse" sont menés à Chypre depuis environ 20 ans, depuis le début des années 90. Le travail d'animateur jeunesse a des tâches principalement axées sur une base volontaire, généralement par des enseignants du primaire qui travaillent pendant leurs loisirs ou pendant leurs vacances d'été. Il n'y a pas de tradition d'animation jeunesse formelle / professionnelle à Chypre. L'animation jeunesse formelle / professionnelle / statutaire n'existe pas actuellement à Chypre.

La profession la plus proche d'un animateur jeunesse serait un travailleur social. En revanche, l'animateur pour la jeunesse non formel / non professionnel / dirigé par le troisième secteur est assuré par:

- Les individus qui choisissent ou décident d'organiser des activités avec des jeunes en dehors d'une structure jeunesse.
- Volontaires au sein des ONG de jeunesse qui travaillent ou sont impliqués avec des jeunes.
- Un pool de volontaires du Conseil de la jeunesse de Chypre. Cependant, ce pool de volontaires n'existe pas explicitement ou exclusivement pour le travail de jeunesse.

Contexte législatif et gouvernance

Le travail d'animateur n'est pas réglementé par la loi à Chypre. Les principales raisons en sont: l'absence d'une tradition de travail d'animateur de jeunes et le manque de reconnaissance de la valeur de l'animation jeunesse et du potentiel qu'elle offre pour soutenir les jeunes.

Le Conseil de la jeunesse de Chypre (Organismos Neolaias Kyprou) est l'organe responsable de l'animation jeunesse dans le pays, bien qu'il n'ait pas de responsabilité explicite pour l'animation jeunesse et le travail d'animateur jeunesse spécifique. La responsabilité est implicite puisque le Conseil de la jeunesse de Chypre (YBC) supervise toutes les questions de politique de jeunesse à Chypre. Le YBC fonctionne sous l'égide du ministère de l'Éducation.

Education et profil

Il n'y a pas de normes minimales de qualification formellement définies pour les jeunes animateurs à Chypre et aucun cours pertinent n'est proposé dans les établissements universitaires. Cependant, il existe des normes tacitement convenues pour les jeunes animateurs qui sont utilisées dans la pratique dans le cadre du programme Jeunesse en action par la communauté des organisations de jeunesse à Chypre. Ce sont: une connaissance de base de l'anglais; Expérience des ONG; être âgé de 35 à 38 ans. Au dessus de cet âge, les individus changent de rôle et deviennent de jeunes entraîneurs, coordinateurs, etc.

EN SAVOIR PLUS...

Le profil commun d'un animateur jeunesse à Chypre serait un enseignant du primaire, féminin, 28+, diplômé de l'enseignement supérieur. La plupart de ceux qui proposent des activités de jeunesse le font pendant leurs loisirs en tant que bénévoles et ont été formés par d'autres voies professionnelles (la voie la plus courante est l'enseignement). Il existe également un manque notable de possibilités de formation et de qualification non formelles à Chypre.

Jusqu'en 2013, les seules possibilités de formation disponibles étaient offertes par le programme Jeunesse en action pour des stages à l'étranger. Depuis 2014, Erasmus +, le programme de l'UE pour l'éducation, la formation, la jeunesse et le sport, continue d'offrir des opportunités similaires dans les domaines de la jeunesse et de l'apprentissage non formel.

REPUBLIQUE TCHEQUE



Informations générales et définitions

Voici une situation particulière en République tchèque: l'animation jeunesse basée sur une éducation dite de loisirs est assuré par le réseau des centres de loisirs (Střediska volného času, SVČ), les clubs scolaires (školní kluby, ŠK) et après - garderies scolaires (školní družina, ŠD). Ces établissements dispensant un enseignement basé sur les loisirs ne sont pas obligatoires mais ils sont inscrits dans le système éducatif formel. Ils sont créés par l'État, les régions ou les municipalités et, dans une moindre mesure, par des entités privées. Ils sont financés par des sources publiques en fonction du nombre d'enfants participant régulièrement à des activités de loisirs.

Les participants individuels aux activités d'apprentissage (enfants et jeunes) couvrent également une partie du coût financier des frais généraux. Outre l'éducation basée sur les loisirs considérée comme une forme d'animation jeunesse, l'animation jeunesse basé sur l'éducation non formelle et est fournie par des organisations non gouvernementales (ONG), dont l'organisation faïtière s'appelle le Conseil tchèque pour les enfants et les jeunes (Česká rada dětí a mládeže, ČRDM), avec 98 organisations membres.

Contexte législatif et gouvernance

Dans le contexte national, l'animation jeunesse est couverte par le Ministère de l'éducation, de la jeunesse et des sports tandis que le travail social est couvert par le Ministère du travail et des questions sociales. Afin d'examiner les possibilités d'une coopération étroite entre l'animation jeunesse et le travail social et de faciliter la reconnaissance des résultats des deux travaux, le ministère de l'éducation, de la jeunesse et des sports de la République tchèque a créé en mai 2015 le groupe d'experts reflétant l'interconnexion entre l'animation jeunesse et le travail social.

Le Département de la jeunesse du Ministère de l'éducation, de la jeunesse et des sports de la République tchèque est responsable de l'élaboration, de la mise en œuvre et de l'évaluation de la politique nationale de la jeunesse, qui couvre également le soutien général à l'animation jeunesse.

Le Département de la jeunesse est responsable de la coordination intersectorielle de la politique et de l'animation jeunesse, des documents stratégiques nationaux soumis et de leurs rapports d'évaluation à mi-parcours et finaux pour approbation gouvernementale.

Formation et profil

il n'y a pas de loi sur la jeunesse en République tchèque. La loi établit des normes de qualification, et de formation pour les «éducateurs de loisirs» qui dispensent une éducation dite de loisirs, qui fait partie l'éducation non formelle en République tchèque.

EN SAVOIR PLUS...

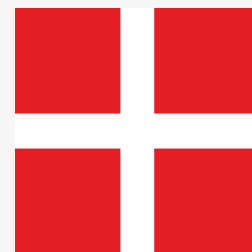
Le Registre national des certifications - Reconnaissance et validation des résultats d'apprentissage (Národní soustava kvalifikací, NSK) <https://www.narodnikvalifikace.cz/en-us/> est un registre accessible au public.

Le NSK fournit une collection de normes (<http://www.narodnikvalifikace.cz/>), permettant la vérification et la reconnaissance des capacités. Les qualifications professionnelles sont délivrées par des organismes autorisés qui doivent être une agence du gouvernement tchèque, soit un ministère, soit la Banque nationale tchèque conformément à la loi 179/2006. Ils sont répertoriés dans la NSK conformément aux normes d'évaluation pertinentes. Les conditions d'octroi ou d'autorisation sont régies par la loi 179/2006. Une liste des organismes autorisés, y compris les coordonnées, figure sur la page Web de la NSK (www.narodnikvalifikace.cz) ainsi que chaque qualification professionnelle de la NSK, où l'autorisation a été accordée. Lors des examens, les candidats doivent démontrer toutes les compétences énumérées dans la norme de qualification selon les critères de la norme d'évaluation.

Les candidats retenus reçoivent le certificat de qualification professionnelle, qui est un certificat valide au niveau national qui contient des données personnelles du candidat, le rapport d'examen et une liste de compétences vérifiées et validées. Le certificat et le rapport d'examen sont conservés conformément à la loi sur l'archivage.

Il existe:

- Coordinateur ou Volontaires <https://www.narodnikvalifikace.cz/en-us/qualification-752>
- Responsable d'activités visant à améliorer l'état de santé des enfants et des jeunes (hlavní vedoucí zotavovacích akcí dětí a mládeže) <https://www.narodnikvalifikace.cz/en-us/qualification-749>
- Animateur pour la jeunesse autonome pour les activités de loisir (samostatný vedoucí volnočasových aktivit dětí a mládeže) <https://www.narodnikvalifikace.cz/en-us/qualification-750>
- Responsable jeunesse pour les activités de loisirs pour les enfants et les jeunes (vedoucí volnočasových aktivit dětí a mládeže) <https://www.narodnikvalifikace.cz/en-us/qualification-751>
- Expert dans le domaine de la coopération internationale avec les enfants et les jeunes <https://www.narodnikvalifikace.cz/en-us/qualification-1291>
- Garant de la sécurité des enfants et des jeunes dans l'éducation non formelle et les loisirs.



DANEMARK

Informations générales et définitions

Il n'y a pas de définition formelle de l'animation jeunesse au Danemark et le terme «animation jeunesse» n'est pas largement utilisé. Cependant, l'animation jeunesse est un concept très bien établi au Danemark. L'animation jeunesse est réalisée par des organismes du secteur public (diverses autorités nationales, régionales et locales) ainsi qu'un troisième secteur actif (ONG de jeunesse). Il n'y a pas de ministère spécifique chargé des affaires de la jeunesse ni un seul texte législatif / politique traitant des affaires de la jeunesse. Au lieu de cela, l'animation jeunesse et d'autres domaines de la politique de jeunesse sont gérés par différents ministères, lois, politiques et programmes.

En termes génériques, les principales notions qui sous-tendent l'animation jeunesse au Danemark sont les suivantes:

- L'objectif de l'animation jeunesse est d'accroître la participation de tous les jeunes à la société démocratique, la citoyenneté active est au cœur du concept danois de travail de jeunesse.
- L'animation jeunesse est inclusive et cherche à soutenir et à enrichir la vie de tous les jeunes, pas seulement la vie ou des groupes spécifiques de jeunes - même s'il y a eu une tendance ces dernières années à investir davantage dans des activités ciblées, par exemple, visant à soutenir les groupes à risque tels que les jeunes migrants ou les jeunes sans éducation.
- Les bénévoles et les organisations de jeunesse du troisième secteur sont très importants en matière d'animation jeunesse.

Contexte législatif et gouvernance

Il n'y a pas de loi spécifique au Danemark sur la jeunesse. Au lieu de cela, les questions liées à l'animation jeunesse sont régies par une série de lois différentes, par exemple dans les domaines de l'éducation, de la formation, de l'emploi, de l'intégration et des affaires sociales. La politique de jeunesse relève de la responsabilité des différentes autorités nationales, régionales et locales et les organisations de jeunesse qui reçoivent un financement du gouvernement.

Un conseil interministériel de la jeunesse coordonne le travail d'élaboration des politiques dans le domaine de la jeunesse.

Les principaux ministères impliqués dans l'animation jeunesse sont:

- Ministère de l'enfance et de l'éducation,
- Ministère des affaires sociales et de l'intégration,
- Ministère de l'emploi,
- Ministère des sciences, de l'innovation et de l'enseignement supérieur.

Comme mentionné ci-dessus, il n'y a pas de politique ou de stratégie spécifique pour la jeunesse au Danemark. Cependant, le gouvernement danois reconnaît et est conscient du rôle de l'animation jeunesse dans la société et l'a exprimé par le biais d'un soutien politique, structurel et financier depuis de nombreuses années.

Formation et profil

il n'y a pas de qualification dédiée aux animateurs jeunesse couvrant tous les types d'animation jeunesse. Il n'y a qu'un seul critère qui s'applique à toutes les personnes - aussi bien les agents publics que les bénévoles - en contact avec des enfants et des jeunes de moins de 15 ans: ils ne peuvent pas avoir été condamnés pour infraction sexuelle.

La mise en œuvre de l'animation jeunesse du secteur public effectuée par les centres, les services sociaux et les clubs de jeunesse relèvent de la compétence des communes qui précisent les exigences de qualification des animateurs jeunesse qu'ils emploient. Pour les conseillers des centres d'orientation jeunesse, la législation régissant les spécifications de travail des qualifications minimales sous la forme d'un éducation d'orientation. Il n'y a pas de normes minimales de formation / qualification pour les jeunes bénévoles.

EN SAVOIR PLUS...

brevets non professionnels

L'organisation danoise des clubs de jeunes, qui est une organisation faîtière pour les différents types de clubs de jeunes, a un aperçu des défis actuels de la culture des jeunes d'aujourd'hui - et une expérience de nombreuses années dans l'offre d'un développement de compétences pertinent et personnalisé pour les dirigeants et les employés. dans l'espace jeunesse. L'Église du Danemark forme chaque année une centaine de travailleurs sociaux ("diaconesses") qui travaillent avec des jeunes, mais travaillent principalement avec des membres vulnérables de la société.

La coopération SSP dans les municipalités (S = école, S = département des services sociaux, P = police) offre aux animateurs des clubs de jeunesse une éducation sur la manière d'influencer l'état d'esprit des jeunes sur des sujets tels que la toxicomanie, la manipulation de feux d'artifice, etc.

Certificats professionnels de travail de jeunesse

De nombreux animateurs jeunesse sont des travailleurs sociaux et des pédagogues qui possèdent des formations généralistes et qui sont tous deux qualifiés pour poursuivre des programmes éducatifs et se spécialiser ainsi dans l'animation jeunesse. Au niveau universitaire, le programme d'enseignement d'un baccalauréat en éducation sociale est orienté vers l'ensemble du domaine professionnel de l'éducation, avec une spécialisation dans un domaine professionnel, fonctionnel ou académique spécifique.

Le programme fournit aux étudiants les bases d'une éducation et d'une formation complémentaires, par exemple dans une gamme de programmes d'études dans les domaines de la psychologie, du travail éducatif, de la psychiatrie sociale, du travail social, des besoins spéciaux et de l'éducation des jeunes. Le programme dure 3 ans et demi, soit 210 crédits ECTS, et se compose de deux parties: une partie commune sur les compétences professionnelles de base et une partie sur la spécialisation.

Le programme de formation des éducateurs sociaux est un programme de baccalauréat professionnel,

ESTONIE



Informations générales et définitions

L'animation jeunesse en Estonie a une longue tradition, qui remonte à l'éveil national au XIXe siècle, lorsque l'Estonie faisait partie de l'Empire russe tsariste et des premiers mouvements et organisations de jeunesse (tels que les organisations nationales d'étudiants et les jeunes de la classe ouvrière). Les mouvements ont commencé à se former. Des programmes de formation des animateurs jeunesse ont été lancés en 1992.

Le tournant du millénaire marque le début de l'animation jeunesse ouverte en Estonie: le tout premier centre de jeunesse ouvert a été créé à Narva en 1998. L'importance de l'animation jeunesse en Estonie a considérablement augmenté et on peut maintenant affirmer que l'animation jeunesse moderne en Estonie a été créée en tant que secteur indépendant (différent du travail social ou de l'éducation) au cours des 15 à 20 dernières années.

La plupart des infrastructures modernes ont été développées pendant cette période. Dans les années 2000, il y a eu un boom de l'ouverture de centres de jeunesse ouverts dans toute l'Estonie (un centre de jeunesse ouvert en 1998 et environ 263 centres de jeunesse ouverts en 2016).

Contexte législatif et gouvernance

Le travail est réglementé par la loi au niveau national en Estonie. Un certain nombre d'actes législatifs régulièrement adoptés dans le domaine de l'animation jeunesse depuis le début des années 90, dont la loi sur les écoles de loisirs (1995, nouvelle version en 2007), les sanctions pour mineurs.

Formation et profil

Le signe clair de la professionnalisation de l'animation jeunesse en Estonie est le fait qu'il existe une norme professionnelle pour les animateurs jeunesse. Une norme professionnelle s'applique à toute une gamme de spécialistes qui travaillent avec des jeunes (par exemple, animateur jeunesse, conseiller d'orientation, spécialiste de l'information pour les jeunes, directeur de camp de jeunes-enseignant). La norme professionnelle pour les animateurs jeunesse a été approuvée en 2006.

Une nouvelle norme professionnelle pour les animateurs jeunesse a été approuvée en 2012 et modifiée en novembre 2017. Elle définit les exigences de qualification pour les animateurs jeunesse aux niveaux IV, VI et VII. Cependant, la réalisation de la norme de qualification n'est pas obligatoire et seulement 106 animateurs jeunesse figuraient sur les listes de l'Autorité estonienne des qualifications en juin 2017.

Près de 4 000 personnes ont obtenu une qualification partielle des équipes du camp de jeunes, ce qui est obligatoire pour travailler dans les camps de jeunes. Certains experts de l'animation jeunesse soutiennent que presque tout le monde peut être un animateur jeunesse en Estonie. Une qualification professionnelle n'est pas toujours requise (notamment dans les petites communes de la périphérie).

Cependant, il est important de mentionner qu'en dépit du fait que très peu de jeunes travailleurs ont postulé pour obtenir la norme de qualification professionnelle, beaucoup d'autres sont diplômés d'établissements d'enseignement supérieur.

EN SAVOIR PLUS...

Le premier programme de formation des animateurs jeunesse a été lancé en 1992. Aujourd'hui, l'animation jeunesse est enseigné dans différentes institutions en Estonie. Depuis 2004, il y a des programmes de travail pour les jeunes au niveau BA à l'Université de Tartu, Narva College (enseignement supérieur appliqué, quatre ans), des programmes de niveau BA en gestion-enseignant de loisirs (enseignement supérieur appliqué) à la Viljandi Culture Academy of the University of Tartu, et des programmes de travail des jeunes de niveau BA à l'Université de Tallinn (enseignement supérieur appliqué, trois ans) depuis 1994.

En outre, il existe des programmes de gestion de l'animation jeunesse de niveau MA à l'Université de Tallinn depuis 2015, mais le programme n'est pas donné toutes les années. Il existe également des possibilités de formation non formelle pour les jeunes travailleurs débutants et expérimentés. Néanmoins, de nombreux animateurs jeunesse apprennent sur le tas. L'éducation non formelle et les expériences professionnelles acquises sont également reconnues dans la norme professionnelle.

Il n'y a pas de normes minimales de qualification pour les jeunes bénévoles. Habituellement, les animateurs bénévoles sont formés sur place par des organisations de jeunesse. Cependant, ils ont également la possibilité de participer à une formation non formelle pour les animateurs jeunesse dispensée par le Centre estonien pour le travail des jeunes ou une autre agence compétente.

FINLANDE



Informations générales et définitions

Selon la loi finlandaise sur la jeunesse 1285/2016 (Nuorisolaki, §3):

- les jeunes sont les moins de 29 ans;
- le travail de jeunesse vise à soutenir la croissance des jeunes et à les aider à devenir indépendants et à encourager la participation des jeunes à la société;- la politique de la jeunesse vise à améliorer les conditions de croissance et les conditions de vie des jeunes et l'interaction entre les générations.

Contexte législatif et gouvernance

Les structures de l'animation jeunesse en Finlande sont plutôt solides. Il existe une législation en Finlande pour l'animation jeunesse, qui existe depuis 1972. La nouvelle loi sur la jeunesse a été adoptée le 21 décembre 2016 et fixera les normes pendant environ 10 ans.

La loi sur la jeunesse est un type de loi-cadre et laisse relativement peu de décisions concernant l'organisation de l'animation jeunesse aux organisateurs. Selon la loi, les municipalités sont tenues d'offrir des possibilités à la fois l'animation jeunesse et d'activités de jeunesse. Le ministère de l'Éducation et de la Culture subventionne l'animation jeunesse réalisée par les municipalités et les ONG et son développement par le biais de transferts du gouvernement central ou de transferts discrétionnaires, et pilote et soutient l'animation jeunesse régionale par le biais de l'orientation des performances. Au niveau du gouvernement régional, les tâches du secteur jeunesse sont gérées par les agences administratives régionales de l'État. Les conseils locaux de jeunesse sont obligatoires en Finlande.

Formation et profil

Il existe une formation pour les jeunes dans l'enseignement professionnel et universitaire. Le travail des jeunes est mentionné dans le National Core Curriculum comme l'un des partenaires de coopération pour les écoles. Il existe de nombreux programmes politiques à différents niveaux intégrant les services d'animation jeunesse aux systèmes de services.

Les animateurs jeunesse sont regroupés en associations. Il existe un réseau de centres d'excellence parrainé par l'État pour la promotion de l'animation jeunesse et des œuvres d'animation pour les jeunes. Il n'y a pas de description des compétences nationales ni d'exigences légales pour les animateurs jeunesse. Cela est dû à l'accent mis sur l'autonomie professionnelle et les politiques de décentralisation, qui ensemble signifient que les décisions de base sont prises au niveau local.

Le code éthique de l'animation jeunesse a été élaboré en coopération avec les associations d'animation jeunesse et les organisations de jeunesse, la formation et la recherche sur l'animation jeunesse. Des normes de qualité ont été élaborées et le modèle de qualité pour l'animation jeunesse a d'abord été développé dans la région de la capitale. Ce modèle a été mis en œuvre au cours de la dernière décennie dans l'animation jeunesse municipale dans toute la Finlande. Cependant, il est important de souligner que cela est dû aux décisions indépendantes prises par les professionnels locaux de l'animation jeunesse, et non aux décisions descendantes de l'État.

EN SAVOIR PLUS...

En Finlande, le niveau Bachelor est appelé Activités civiques et la formation dure 3 ans et demi, pour un nombre de crédits correspondant à 210 ECTS. Les étudiants diplômés doivent ensuite travailler dans le domaine concerné pendant un minimum de 3 ans avant de pouvoir suivre une maîtrise.

Ils effectuent également des stages à l'étranger pendant la période de licence, se concentrant par exemple sur les compétences interculturelles et numériques,

Le Master est appelé ONG and Youth Work et est géré par des universités de sciences appliquées (Helsinki, par exemple, est le siège de l'Université des sciences appliquées HUMAK). Il existe même un programme de doctorat à l'Université de Tampere.

FRANCE



Informations générales et définitions

En France, l'animation jeunesse n'a pas de définition unique et n'est pas régie par une seule loi. Elle fait référence à des réalités et pratiques professionnelles différentes. Cependant, elle est le plus souvent associée au domaine des activités socioculturelles / éducatives. Les activités socioculturelles peuvent s'adresser à tous les publics: adultes, personnes âgées et jeunes.

Cependant, la plupart des coordinateurs de telles activités travaillent avec les enfants, en particulier dans les activités extrascolaires pour les mineurs (Accueil Collectif de Mineurs / ACM), organisées en dehors du temps scolaire (vacances, loisirs) et réglementées par l'État. Dans ce cas, ces activités sont à la fois le travail social et éducatif, elles s'inscrivent dans la politique de l'enfance et de la jeunesse, qui renvoie au concept européen d'"animation jeunesse". En France, en outre, les activités socioculturelles, en particulier pour les jeunes, sont étroitement associées à l'éducation populaire.

Contexte législatif et gouvernance

Les activités socioculturelles n'ont pas de définition législative unique, la fonction et l'activité des coordinateurs des activités socioculturelles s'appuient sur un arsenal législatif important (décrets, circulaires, etc.). L'Etat impose également des normes et des réglementations législatives concernant les activités de loisirs extrascolaires pour les mineurs (centres de loisirs, camps de vacances) où se déroule l'animation jeunesse. Ces lois incluent la protection des mineurs et l'imposition de normes de surveillance. Le Ministère en charge de la jeunesse et plus précisément sa Direction de la jeunesse, de l'éducation non formelle et des organisations bénévoles sont chargés d'élaborer les lois concernant les diplômes liés à ces activités et les règles de surveillance des mineurs.

Le Ministère en charge de la jeunesse, à travers sa Direction de la jeunesse, de l'éducation non formelle et des organisations bénévoles, impose un cadre réglementaire dans le domaine de l'animation jeunesse. Il fixe les conditions d'accès aux fonctions d'animation socio-éducative et d'animation, élabore le cadre réglementaire des activités extrascolaires pour les mineurs et assure sa mise en œuvre, notamment par la réalisation de contrôles et d'évaluations.

La mission du ministère en charge de la jeunesse est d'assurer la protection des mineurs hébergés dans des structures (centres de loisirs sans hébergement ou avec hébergement, également appelés camps d'été) et de promouvoir un travail de jeunesse de qualité. Ce sont les directions du ministère en charge de la jeunesse présentes sur les territoires qui peuvent à tout moment effectuer des contrôles dans ces centres d'accueil. Ils ont également un rôle de conseil auprès des organisateurs et de l'équipe de direction ou de l'accueil collectif des mineurs.

Formation et profil

Le travail de jeunesse est un secteur professionnel mais il n'est pas unifié, réunissant des statuts professionnels différents et inégalement reconnus. Différentes formations préparent les gens à l'animation jeunesse et à ses différentes professions. Certains se forment à des diplômes non professionnels qui permettent aux personnes de travailler de courtes périodes (vacances) et d'acquérir une initiation professionnelle.

EN SAVOIR PLUS...

Brevets non professionnels

Le certificat de qualification du formateur: Aucun diplôme n'est requis pour préparer le BAFA. Les formations sont autorisées à partir de 17 ans et sont mises en œuvre par des associations. Il s'agit d'un diplôme non professionnel qui permet l'encadrement des jeunes dans les centres de vacances et de loisirs. Le Certificat de Qualification du Directeur (Certification d'aptitude aux fonctions du directeur - BAFD). Ce certificat est destiné aux titulaires du BAFA. Il permet l'encadrement d'enfants et d'adolescents et fournit les compétences pour gérer un centre de vacances et de loisirs avec une équipe. Il est accessible à partir de 21 ans pour les titulaires de BAFA.

Certificats professionnels de travail de jeunesse

Il y a tout d'abord le certificat professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport (CPJEPS). Ce certificat est le premier niveau de qualification pour l'animation jeunesse et l'encadrement d'activités sportives et socio-culturelles. Il est accessible à partir de 16 ans sans condition ni diplôme. Le candidat doit avoir une expérience et une pratique professionnelle dans le domaine de l'animation jeunesse. Un autre certificat est le Certificat professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport (BPJEPS). Le BPJEPS est un diplôme professionnel de niveau IV accessible à partir de 18 ans et ceux qui le portent peuvent ensuite exercer une activité éducative ou sociale dans le domaine sportif, socio-éducatif ou culturel.

Le BPJEPS a deux spécialités: l'animateur jeunesse et l'entraîneur sportif. Un autre est le Diplôme d'État supérieur de la jeunesse, de l'éducation populaire (DEJEPS). Celui-ci, qui souhaite gérer des centres socioculturels ou coordonner des projets, peut suivre des cours de formation pour devenir directeur, notamment le Diplôme d'État supérieur de la jeunesse et de l'éducation populaire.

La préparation à ce diplôme est assurée par des centres de formation publics ou privés agréés par les directions régionales de la jeunesse, ce sont en partie les diplômes d'animation socio-éducative élaborés par l'État qui définissent les compétences et les attentes d'un animateur. Selon l'arrêté du 15 juillet 2015 relatif aux certificats d'aptitude aux fonctions d'animateur et de directeur d'activités extrascolaires pour mineurs, l'animateur doit concevoir, proposer et mettre en œuvre des activités personnalisées après avoir défini les besoins et les attentes des jeunes avec qui ils travaillent.

Plus précisément, l'animateur est censé savoir: assurer la sécurité physique et morale des mineurs, et notamment les sensibiliser, dans le cadre de la mise en œuvre d'un projet éducatif, aux risques liés aux conduites addictives; encourager et animer la vie et les activités quotidiennes; participer à l'accueil, à la communication et au développement des relations entre les différents acteurs; participer, au sein d'une équipe, à la mise en œuvre d'un projet pédagogique en cohérence avec le projet éducatif dans le respect du cadre réglementaire ou des activités extrascolaires pour les mineurs; accompagner les mineurs dans la réalisation de leurs projets

ALLEMAGNE



Informations générales et définitions

Après la réunification des deux États allemands en 1990, la loi sur la protection de la jeunesse du Reich a été remplacée par une nouvelle base juridique pour la protection de l'enfance et de la jeunesse: le Code social, livre VIII - Services à l'enfance et à la jeunesse. Il est entré en vigueur le 1er janvier 1991 dans les nouveaux États fédéraux allemands après la réunification du 3 octobre 1990.

L'animation jeunesse, en particulier l'animation jeunesse ouverte, est basée sur les principes du volontariat, de la participation, de l'ouverture et de la flexibilité. Différentes approches sont appliquées en termes de concepts du travail de jeunesse: sexospécifiques, antiracistes, interculturels, liés aux médias ou à la culture, orientés sujet ou orientés groupe. Il y a l'éducation par les pairs, la pédagogie de l'aventure et l'éducation à la démocratie. Les problèmes actuels qui affectent les jeunes et la politique de la jeunesse sont également pris en compte, par exemple, changement démographique, numérisation, migration / jeunes réfugiés, droits et protection des enfants, radicalisation / extrémisme, développements mondiaux.

Contexte législatif et gouvernance

Le cadre législatif de l'animation jeunesse en Allemagne est le livre de code social huit - Services à l'enfance et à la jeunesse (Sozialgesetzbuch - Achtes Buch - Kinder- und Jugendhilfe, SGB VIII). On l'appelle également la loi sur les services à l'enfance et à la jeunesse (Kinder- und Jugendhilfegesetz (KJHG)).

Plusieurs sections du SGB VIII sont importantes en ce qui concerne l'animation jeunesse:

- La section 11 définit la portée, les aspects clés et les prestataires ou l'animation jeunesse. Il s'agit d'un domaine ou d'un travail propre dans le domaine des services à l'enfance et à la jeunesse. C'est un domaine d'apprentissage social. L'animation jeunesse est basée sur le principe du "caractère volontaire" et se concentre sur les besoins et les intérêts des jeunes.
- La section 12 couvre le soutien aux associations de jeunesse conformément aux dispositions de l'article 74 (Soutien aux prestataires de services de jeunesse volontaires). L'animation jeunesse, réalisée par des jeunes, dans des associations et des groupes de jeunes est basée sur l'auto-organisation, la coopération et la responsabilité commune.
- La section 13 traite du travail social des jeunes. Il s'agit de fournir un soutien et une aide aux jeunes issus de milieux sociaux défavorisés ou souffrant de handicaps individuels. Voir aussi Infosystem "Services à l'enfance et à la jeunesse en Allemagne".

En Allemagne, les initiatives plus générales de soutien aux jeunes sont considérées comme de l'animation jeunesse. Les services qui comprennent une aide à l'éducation sociale pour la promotion de la formation scolaire et professionnelle relèvent du travail social des jeunes. Selon Christoph Honish, l'animation jeunesse est un champ d'action axé sur la pratique.

Il n'y a pas de définition légale de la profession d'animation jeunesse. Les animateurs jeunesse ont principalement étudié des matières telles que le travail social, la pédagogie (sociale) ou les sciences de l'éducation. Le portail des spécialistes des services à l'enfance et à la jeunesse (Fachkräfteportal der Kinder- und Jugendhilfe) offre un espace de réseautage et une plateforme de communication pour les experts et les spécialistes des services à l'enfance et à la jeunesse.

Formation et profil

L'animation jeunesse et le travail des animateurs jeunesse manquent dans une certaine mesure de reconnaissance sociale et politique. D'autres domaines tels que les services de soutien socio-éducatif et les garderies d'enfants ont gagné en reconnaissance. L'animation jeunesse est souvent effectuée par des bénévoles ou des animateurs jeunesse qui ont souvent des contrats temporaires. Par rapport aux diplômés en médecine, psychologie, sciences sociales ou enseignants, les diplômés en sciences de l'éducation et en pédagogie sociale gagnent beaucoup moins.

Fondamentalement, les travailleurs sociaux gagnent plus que les enseignants maternels ou les pédagogues sociaux, Par exemple l'État fédéral dans lequel vous travaillez et vivez, l'institution avec laquelle vous travaillez, l'expérience professionnelle que vous avez. Il n'y a pas de système général de validation formelle ni d'éducation et d'apprentissage non formel dans l'animation jeunesse mis en œuvre en Allemagne.

Il existe plusieurs concepts et procédures pour reconnaître l'éducation et l'apprentissage non formels dans l'animation jeunesse. Il s'agit, par exemple, des certificats de participation, d'engagement et des compétences obtenus, de la réflexion dans les processus de dialogue, des tests ou des évaluations. Il n'y a pas de définition légale ou de description complète pour la profession d'animateur jeunesse. L'animation jeunesse en tant que cours d'étude est principalement reprise dans les programmes de travail social ou de pédagogie sociale.

EN SAVOIR PLUS...

L'Allemagne est impliquée dans de nombreuses initiatives européennes en faveur de l'animation jeunesse. Il met en œuvre le programme Erasmus +, y compris le Youthpass en tant qu'instrument de reconnaissance de l'apprentissage non formel et informel au sein de la section Jeunesse en action du programme Erasmus +. Le Portfolio du travail de jeunesse du Conseil de l'Europe est ouvert aux animateurs jeunesse allemands. En 2009, la conférence des ministres de la jeunesse ou des États fédéraux a adopté un catalogue recensant les exigences minimales concernant la formation dans toute l'Allemagne. Les États fédéraux ont également fixé des normes de qualité supplémentaires sur des aspects tels que la durée de la formation (au niveau national: au moins 30 heures, dans certains États jusqu'à 50 heures).

Toute personne ayant suivi une formation conforme aux normes applicables peut demander la carte d'animateur jeunesse (Jugendleiter / In-Card, Juleica qui est une carte nationale normalisée pour les animateurs jeunesse bénévoles); il sert de preuve de qualification pour le porteur. De plus, Juleica exprime la reconnaissance sociale du travail bénévole. C'est un document reconnu par les offices de la jeunesse. Les titulaires de la carte Juleica sont ainsi certifiés conformes aux exigences de qualité et de qualification pour le travail bénévole auprès des jeunes. La carte peut également être utilisée comme authentification auprès d'organismes publics tels que les centres d'information et de conseil, les institutions de jeunesse, la police et les consulats.

GRECE



Informations générales et définitions

L'animation jeunesse existe en tant que pratique sociale; elle fait partie intégrante du travail éducatif et social et joue un rôle important dans le soutien de la transition sûre et saine des jeunes vers la vie adulte. L'éventail des activités décrites dans l'animation jeunesse est vaste, et comprend la santé et le soutien social, le conseil, l'éducation, la formation, le développement personnel, etc. Cependant, il semble que l'animation jeunesse soit principalement liée aux activités de loisirs - c'est-à-dire aux programmes artistiques et culturels, aux loisirs de plein air, aux sports, etc. - offrant un espace pour l'expérimentation des jeunes et le développement culturel. La politique de la jeunesse en Grèce cible les jeunes de 15 à 35 ans, dans certains cas prolongée jusqu'à 40 ans.

Le "Cadre stratégique 2017-2027 pour l'autonomisation des jeunes" est:

: Le texte qui spécifie les principes et objectifs de la politique de la jeunesse en Grèce compte tenu des transformations actuelles de la jeunesse et de leurs dimensions sociales, économiques et culturelles.

- Les processus qui assurent la participation active ou la jeunesse dans l'élaboration des politiques.
- Tous les outils et programmes disponibles (et potentiels) qui pourraient être utilisés pour atteindre les objectifs, ainsi que la planification pour la prochaine décennie.
- Les indicateurs, mécanismes et processus de suivi qui seront adoptés par la République hellénique afin de développer la capacité à (i) évaluer la performance et l'efficacité des actions, outils et programmes; et (ii) ajuster les politiques mises en œuvre en conséquence, afin d'obtenir des résultats optimaux.
- La particularisation et l'ajustement des décisions européennes générales, des orientations et des priorités pour les jeunes en fonction des circonstances dans notre pays. Il comprend également les orientations qui ciblent les besoins des jeunes au niveau local.

Contexte législatif et gouvernance

Malgré l'existence de dispositions légales concernant les questions de jeunesse, il n'y a pas de définition officielle spéciale ni de cadre juridique pour l'animation jeunesse en Grèce. Le Secrétariat général de la jeunesse est l'organisme gouvernemental responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique de la jeunesse. Néanmoins, la politique de la jeunesse est une politique horizontale, car elle atteint de nombreux domaines qui relèvent de la responsabilité des différents ministères et, par conséquent, est exercée par tous les ministères en fonction de leurs responsabilités thématiques. C'est la raison pour laquelle il existe un Comité Ministériel dirigé par le Secrétariat Général de la Jeunesse dont le rôle est de coordonner les actions en direction des jeunes.

Le secrétariat général de la jeunesse du ministère de l'éducation, de l'éducation et de la formation est responsable de la planification et de la mise en œuvre de la politique nationale de la jeunesse.

Le Secrétariat général de la jeunesse, étant la seule organisation étatique responsable de la planification, de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique de la jeunesse, travaille à l'intégration de la dimension de la jeunesse dans d'autres politiques gouvernementales. À cet égard, le Secrétariat général de la jeunesse comprend des départements couvrant l'emploi et le développement, la culture et les loisirs, l'éducation et la participation sociale, la coopération internationale et l'information. Son rôle principal est de promouvoir une politique de la jeunesse intersectorielle prenant également en considération tous les développements pertinents dans le secteur de la jeunesse au niveau européen et international.

Formation et profil

L'animation jeunesse en Grèce implique un réseau complexe de prestataires, de groupes communautaires, d'organisations non gouvernementales et d'autorités locales soutenus par un grand nombre d'adultes travaillant comme personnel rémunéré à temps plein ou à temps partiel ou comme bénévoles non rémunérés. Toutes ces différentes organisations partagent un ensemble plus ou moins commun des valeurs de l'animation jeunesse. Il s'agit notamment de: travailler avec les jeunes parce qu'ils sont jeunes et non parce qu'ils ont été étiquetés ou considérés comme déviants; en commençant par la vision du monde des jeunes; aider les jeunes à développer des relations et des identités collectives plus fortes; respecter et valoriser la différence; et promouvoir la voix des jeunes.

L'animation jeunesse est d'une grande valeur sociale.. Elle se connecte aux loisirs et aux intérêts récréatifs des jeunes, complète les processus éducatifs formels, aborde les problèmes sociaux contemporains tels que le chômage, et reflète les besoins et les tâches particuliers des jeunes qui traversent les transitions de l'adolescence et du jeune âge adulte.

D'autres types d'animation jeunesse, formels et informels, abordent des questions pertinentes pour les jeunes telles que la drogue, la santé sexuelle ou la discrimination. Dans de nombreux cas, les animateurs jeunesse aident les jeunes à acquérir les compétences nécessaires pour développer et animer des sessions pour d'autres jeunes, une approche connue sous le nom d'éducation par les pairs. Une liste non exhaustive des services à la jeunesse en Grèce comprend, par exemple, les services d'orientation professionnelle, l'information des jeunes, les associations de jeunes et l'éducation à la participation pour les jeunes moins favorisés, l'éducation / les programmes culturels et les services de protection sociale.

HONGRIE



Informations générales et définitions

L'acceptation de la Stratégie nationale pour la jeunesse, en 2009, est une étape importante vers une approche globale et transparente de la politique de la jeunesse. Cela va bien au-delà de la définition d'un agenda, mais il n'existe toujours pas de définition officielle et sans ambiguïté de la politique de la jeunesse en Hongrie, de sorte que les priorités peuvent changer facilement (bien que la stratégie équilibre cela). L'harmonisation des politiques de l'État avec les institutions et les ONG est toujours en cours. La répartition des tâches entre les niveaux local et régional n'est pas clairement définie, ce qui peut entraîner des difficultés d'interprétation.

Contexte législatif et gouvernance

Au niveau gouvernemental, la politique de la jeunesse appartient au Ministère des ressources nationales, qui s'occupe de l'éducation, la culture, la santé, les sports et les affaires sociales, familiales et de la jeunesse. Le fait que tous ces domaines appartiennent à un seul ministère montre que la politique de la jeunesse fait partie d'une politique sociale globale. Les observateurs optimistes espèrent que cette structure pourra remplacer les processus de décision intersectoriels lents et moins efficaces dans les domaines mentionnés ci-dessus.

IRLANDE



Information générale et définition

Les plans ou politiques nationaux les plus importants concernant spécifiquement les jeunes comprennent:- Plan national de développement de l'animation jeunesse, dont les objectifs sont de permettre aux jeunes et aux adultes de participer plus pleinement et de tirer le meilleur parti des programmes et services du travail de jeunesse et d'améliorer la contribution de l'animation jeunesse à l'inclusion sociale, à la cohésion sociale et à la participation active. la citoyenneté dans un contexte national et mondial en évolution rapide;- Politique nationale de loisirs pour les jeunes.

La politique nationale de loisirs pour les jeunes a sept objectifs:

1. Donner aux jeunes une voix dans la conception, la mise en œuvre et le suivi des politiques et des installations de loisirs.
2. Promouvoir des activités organisées pour les jeunes et examiner les moyens de les motiver à s'impliquer.
3. Veiller à ce que les besoins récréatifs des jeunes soient liés au développement d'environnements sûrs et adaptés aux jeunes.
4. Maximiser l'éventail des possibilités de loisirs disponibles pour les jeunes marginalisés, défavorisés ou handicapés.
5. Promouvoir les qualifications / normes pertinentes dans l'offre d'activités récréatives.
6. Élaborer une approche de partenariat pour développer et financer des possibilités de loisirs dans les secteurs statutaire, communautaire et bénévole.
7. Améliorer l'information, l'évaluation et le suivi ou l'offre de loisirs pour les jeunes en Irlande.

Contexte législatif et gouvernance

Le Cabinet du Ministre de l'enfance et de la jeunesse fait partie du Département de la santé et de l'enfance.

Les objectifs de l'animation jeunesse de l'OMCYA sont les suivants:

1. Développer des politiques et stratégies de l'animation jeunesse qui développent et améliorent le développement personnel et social des jeunes (Youth Work Act, 2001);
2. Aider le secteur de l'animation jeunesse à offrir des possibilités efficaces d'animation jeunesse aux jeunes et à consolider l'offre existante de services et d'initiatives d'animation jeunesse pour garantir à la fois la qualité du service et l'optimisation des ressources;
3. Soutenir l'alignement des politiques et des services d'animation socio-éducative sur les autres politiques et services de l'OMCYA et sur le domaine plus large des politiques et des services afin de garantir une approche intégrée et coordonnée des besoins des jeunes;
4. Assurer la liaison avec l'UE / le Conseil de l'Europe sur la politique de jeunesse et la mise en œuvre des programmes de l'UE pour la jeunesse.

Les autorités régionales n'ont pas de compétences spécifiques dans le domaine de la jeunesse. Les autorités locales ont le rôle clé de nommer les membres des comités de formation professionnelle (VEC), qui sont les organes locaux ayant la responsabilité statutaire et législative la plus explicite concernant la jeunesse en Irlande.

L'organisme représentatif collectif des CVE est l'Association irlandaise de l'enseignement professionnel. Les VEC ont la responsabilité, en vertu de la loi de 2001 sur l'animation jeunesse, d'assurer la fourniture et la coordination des programmes et des services d'animation jeunesse au niveau local en fournissant (entre autres) une assistance aux organisations de jeunesse bénévoles dans leurs domaines d'activité. Aux termes de la loi, les CEV seront assistés dans leur travail par des comités de travail pour les jeunes et par des conseils locaux de jeunes bénévoles.

Le Conseil national de la jeunesse d'Irlande est l'organe représentatif des organisations nationales bénévoles de jeunesse (ONG de jeunesse) en Irlande. Il représente et soutient les intérêts de 50 organisations de jeunesse bénévoles et utilise son expérience collective pour agir sur des questions qui ont un impact sur les jeunes. Il vise à garantir que tous les jeunes soient en mesure de développer les compétences et la confiance nécessaires pour participer pleinement en tant que citoyens actifs à une société inclusive. NYCI est l'organisation représentative nationale prescrite par la loi de 2001 sur le travail des jeunes et est reconnue comme partenaire social dans le cadre de partenariat pour l'élaboration des accords nationaux (y compris l'accord actuel Vers 2016).

Formation et profil

Le Comité des normes d'éducation et de formation Nord-Sud pour l'animation jeunesse (NSETS - <https://www.youth.ie/programmes/projects-initiatives/nsets/>) a été créé sur une base transfrontalière en 2006 par le ministère de l'Éducation du Nord, Irlande et l'Unité des affaires de la jeunesse du Département de l'éducation et des sciences (aujourd'hui le Département des affaires de l'enfance et de la jeunesse). Le NSETS travaille à assurer et à promouvoir des normes de qualité dans l'éducation et la formation des animateurs de jeunesse à travers un processus d'approbation basé sur une évaluation rigoureuse de tous les aspects du contenu et de la prestation du programme.

L'approbation professionnelle du NSETS représente une reconnaissance formelle par le secteur de l'animation jeunesse que les programmes ou les études dans l'animation jeunesse répondent à des critères prescrits et sont adaptés à l'objectif. Les diplômés qui détiennent une qualification professionnelle d'animation jeunesse approuvée par l'un des membres de Joint ETS verront automatiquement leur qualification reconnue au Royaume-Uni et en Irlande via un protocole de reconnaissance mutuelle convenu par Joint ETS.

Il est important de faire la distinction entre l'approbation professionnelle, traitée dans ce contexte, et la validation académique. «Approbation» dans ce contexte signifie que les programmes d'éducation spécifiques ont les normes minimales et les critères prescrits tels que définis par le secteur de l'animation jeunesse à travers NSETS. Ce n'est pas la même chose que la validation académique qui est effectuée par les institutions et autorités d'enseignement supérieur appropriées. Les diplômes obtenus par les diplômés ou les programmes validés professionnellement en Irlande du Nord, en République d'Irlande et au Pays de Galles sont tous reconnus par le JNC et permettent aux diplômés de travailler en Angleterre.

EN SAVOIR PLUS...

La plupart des gens entrent dans l'animation jeunesse en tant que bénévoles ou travailleurs / apprentis rémunérés et sont généralement appelés travailleurs de soutien aux jeunes. Le travailleur de soutien à la jeunesse est un animateur jeunesse qui a obtenu une qualification de niveau 2 ou 3 ou un diplôme pratique d'animation jeunesse. Le niveau 2 est destiné aux 16 ans et plus et le niveau 3 s'adresse aux 18 ans et plus.

Si vous avez obtenu une qualification qui permet d'accéder à un diplôme de niveau universitaire, vous pouvez passer à une qualification d'animation jeunesse de niveau professionnel, telle que:

- BA (Hons): trois ans à temps plein (et équivalent temps partiel)
- niveau 6
- PG Dip: un an à temps plein (et équivalent temps partiel)
- niveau 7
- MA: un an (et équivalent temps partiel) - niveau 7
- Diplôme d'études supérieures: deux ans à temps plein - niveau 6

Ces cours sont offerts par des universités ou des collèges d'enseignement supérieur. Votre cours devra être "reconnu JNC" et validé par l'Agence Nationale de la Jeunesse pour vous permettre d'acquérir le statut d'animateur de jeunesse qualifié. La reconnaissance JNC garantit que votre diplôme reflète les exigences actuelles du poste et le cours offre également un niveau d'expérience de travail approprié. Vous ne pouvez pas changer le statut ou votre diplôme plus tard, alors réfléchissez bien avant de vous lancer dans un cours ou une étude qui n'est pas reconnu par JNC.

Les cours reflètent différents besoins professionnels et ont une gamme de titres, notamment: les jeunes et la communauté, études sur la communauté et les jeunes, jeunesse et théologie, éducation informelle et communautaire. Alors que la plupart des universités auront des conditions d'admission, toutes les institutions offrant des cours pour les jeunes et la communauté accueilleront les candidatures de ceux qui n'ont pas de qualifications académiques, à condition d'avoir une expérience pertinente et un intérêt à travailler avec les jeunes.

ITALIE



Informations générales et définitions

Il n'y a pas ici une définition de l'animation jeunesse ni une définition claire des «jeunes». Selon la situation décrite dans le rapport sur la valeur socio-économique de l'animation jeunesse (2006), en Italie, les politiques de jeunesse ont un objectif fixe, car les lois traitant de ces questions ont des conceptions différentes de ce que sont les jeunes.

En ce qui concerne leur orientation, les politiques italiennes de la jeunesse ont été orientées vers deux directions principales:- elles traitent avec des jeunes impliqués sur le marché du travail;- ils étaient orientés vers la prévention de la criminalité, de la délinquance et de la toxicomanie.

Il n'y a pas de définition et de traduction commune acceptée du terme "l'animation jeunesse" utilisé par les autorités publiques et les ONG."Operatore giovanile" n'est pas une traduction officielle. Concernant l'animateur jeunesse; il s'agit d'un profil professionnel qui peut être rapproché du profil du travailleur de jeunesse et la majorité des activités de travail de jeunesse sont fournies par le troisième secteur plutôt que par les institutions publiques.

Contexte législatif et gouvernance

L'importance de l'animation jeunesse avait augmenté au niveau institutionnel jusqu'en 2006, lorsque le ministère de la Jeunesse et des Sports a été créé, mais l'animation jeunesse est actuellement une priorité basse du gouvernement, l'accent étant davantage mis sur l'emploi et l'éducation des jeunes. L'animation jeunesse n'est pas réglementée en Italie et il n'existe actuellement aucune loi nationale définissant l'animation jeunesse. Une des principales raisons est le manque de sensibilisation à l'animationjeunesse parmi les décideurs au niveau national et le fait que l'animation jeunesse n'est pas perçue comme une priorité politique.

Puisqu'il n'y a pas de définition et que le concept a été approuvé dans divers programmes et politiques, les compétences autour de l'animation jeunesse sont réparties entre différents départements ministériels et d'autres agences:

- Le Département de la jeunesse au sein de la présidence du Conseil des ministères est l'organe qui coordonne et définit la politique de la jeunesse en Italie (avant 2008, il y avait un ministère des politiques de la jeunesse et des sports);
- Conseil national italien de la jeunesse et Agence nationale pour la jeunesse (une plate-forme d'organisations de jeunesse et d'ONG italiennes);
- Le ministère du travail et des politiques sociales, le ministère de l'éducation, le ministère de la santé et le ministère des affaires européennes ont également des responsabilités dans le domaine de la jeunesse;

Bien qu'il ait été noté que les principaux acteurs de la mise en œuvre des politiques de jeunesse en général et de l'animation jeunesse en particulier sont les autorités régionales et locales. Il existe des départements locaux pour les politiques de la jeunesse dans les municipalités qui promeuvent différents types d'animation jeunesse en fonction des besoins locaux en coopérant avec les organisations du troisième secteur. En outre, le troisième secteur est devenu un acteur essentiel de la prestation de services de jeunesse. Afin de soutenir ce processus, plusieurs lois peuvent être considérées comme ayant, dans une certaine mesure, soutenu le développement d'activités d'animation jeunesse.

Formation et profil

En Italie, il n'y a pas de normes de qualification pour les animateurs et animatrices jeunesse au niveau national. Certaines régions, telles que le Piémont et la Lombardie, ont stipulé des lois régionales entre 2004 et 2008 qui définissent des exigences standard minimales pour les animateurs jeunesse. Inversement, d'autres régions ne définissent pas d'exigences standard minimales.

En outre, il a été noté que la majorité des personnes impliquées en tant qu'animateurs jeunesse sont volontaires et que beaucoup d'entre elles n'ont donc pas de formation formelle dans les activités d'animation socio-éducative: il existe un large éventail de formations courtes et plus longues organisées par des bénévoles. organisations. Quoi qu'il en soit, il faut accroître la professionnalisation du secteur.

En ce qui concerne la disponibilité de qualifications formelles pour les animateurs jeunesse, plusieurs programmes d'enseignement supérieur fournissent ces qualifications à travers le pays. En particulier, les cours universitaires en sciences de l'éducation offrent des qualifications aux animateurs jeunesse. Les cours universitaires durent généralement trois ans pour le baccalauréat et 2 ans pour se spécialiser.

EN SAVOIR PLUS...

bien qu'il n'y ait pas de parcours de formation spécifique pour les animateurs jeunesse en Italie, la principale référence reste le diplôme en sciences de l'éducation. L'adéquation de ces parcours, ainsi que la nécessité d'introduire des opportunités de formation plus spécifiques, font aujourd'hui l'objet de débats entre opérateurs et institutionnels, notamment après la mise en place de la loi 205/2017, Comi 594-601, qui établit l'obligation d'obtenir un diplôme universitaire pour travailler dans le domaine éducatif.

Après la fin du processus de Bologne, le diplôme en sciences de l'éducation a été converti en licence, d'une durée de 3 ans avec un nombre de crédits correspondant à 180 ECTS. Les activités d'animation jeunesse sont principalement développées sur une base volontaire,

La plupart des informations peuvent être trouvées sur le réseau Informagiovani (<http://www.informagiovaniroma.it/>), Clicklavoro (<https://www.cliclavoro.gov.it/approfondimenti/Pagine/Youth-Work.aspx>), Agenzia Nazionale per i Giovani (<http://www.agenziagiovani.it/>) et SALTO-YOUTH (<https://www.salto-youth.net/>)

LETTONIE



Informations générales et définitions

En Lettonie, la loi sur la jeunesse de 2009, définit le statut de l'animation jeunesse formel dans le pays «dans le but d'améliorer la qualité de vie des jeunes (âgés de 13 à 25 ans), d'encourager les initiatives des jeunes, les habitudes de travail, le patriotisme, la participation dans la prise de décision et la vie publique, et afin de soutenir le travail des jeunes ».

L'animation jeunesse est "un ensemble d'activités pratiques prévues avec les jeunes comme groupe cible, visant à la mise en œuvre de la politique de jeunesse, soutenant l'orientation des jeunes vers les valeurs et renforçant leurs valeurs humaines universelles". Le statut et les compétences des personnes impliquées dans la mise en œuvre de la politique de la jeunesse, les formes de participation des jeunes à la formulation et à la mise en œuvre des politiques concernant la jeunesse, ainsi que les principes de base du financement des initiatives de jeunesse (à partir de fonds publics) sont définis par cette loi.

Contexte législatif et gouvernance

Le ministère de l'Éducation et des Sciences donne une définition moins formelle de l'animation jeunesse: «l'animation jeunesse est un ensemble d'activités pratiques planifiées avec les jeunes comme groupe cible, visant à améliorer la qualité de vie des jeunes». Certains règlements du Cabinet des ministres (2008) définissent les exigences de formation pour les animateurs jeunesse de manière formelle, également approuvés par le Conseil tripartite de l'enseignement et de la formation professionnels.

Ainsi, le professionnel ou «spécialiste des questions de jeunesse» a été créé en conséquence (CITE 5). Le Règlement stipule que les exigences formelles de qualification pour un "spécialiste des questions de jeunesse" ont été remplies au plus tard dans un délai de 2 ans à compter du jour où il a été recruté. Ils doivent avoir terminé leurs études supérieures. La durée de la formation est de 80 heures académiques, la formation théorique ne devant pas dépasser 70%. La formation peut être dispensée par tout fournisseur enregistré disposant d'un programme de formation pertinent. L'une des caractéristiques les plus innovantes de la Lettonie est qu'au niveau local, il existe des coordinateurs municipaux de l'animation des jeunes possédant des qualifications professionnelles.

En outre, ils doivent assurer une éducation non formelle et des activités, projets et programmes pour les jeunes dans le domaine de la politique de la jeunesse, élaborer des recommandations pour améliorer la politique nationale et municipale de la jeunesse, promouvoir l'éducation à la citoyenneté et le travail volontaire des jeunes et des activités soutenant le développement de la personnalité des jeunes. Dans les municipalités lettones, il existe 63 coordinateurs municipaux du travail des jeunes.

Formation et profil

Le programme d'études doit comprendre la pédagogie, la psychologie, les problèmes de santé des jeunes, les principes de base des affaires, les droits de l'homme et les principes juridiques, la politique de la jeunesse, les principes de communication, la gestion de projet, les principes de connaissance de l'environnement et comprendre comment l'éducation non formelle et le travail bénévole sont organisés. Une autre option est la formation professionnelle pour les consultants de carrière et les animateurs de jeunesse.

Le programme d'études pertinent est actuellement proposé par l'Université Daugavpils et l'Université Liepaja (programme de maîtrise en conseil en carrière et travail de jeunesse). La durée des études est de 2 ans si elle est à temps plein ou de 2,6 ans si elle est à temps partiel. Le programme comprend des cours en développement de carrière, théorie et méthodologie ou conseil; organisation du travail de jeunesse; culture organisationnelle et éthique professionnelle; planification stratégique et gestion des ressources et autres sujets. Seules les personnes ayant un 2e cycle de l'enseignement supérieur professionnel et une qualification d'enseignant et 2 ans d'expérience dans l'animation jeunesse ou le conseil peuvent être inscrites à ce programme.

Pour l'animation jeunesse du troisième secteur, aucune formation spéciale n'est officiellement requise. Le ministère de l'éducation et des sciences prévoit de créer une norme professionnelle et des exigences de qualification distinctes pour les «jeunes travailleurs» (au niveau CITE 4). En Lettonie, le «spécialiste des questions de jeunesse» est également un professionnel reconnu doté d'une norme professionnelle. Il a été inscrit sur la liste des professions reconnues en 2008/9. Les spécialistes des normes professionnelles pour les problèmes des jeunes indiquent qu'ils peuvent travailler dans les gouvernements locaux, les institutions publiques et les ONG; cependant, dans la pratique, les ONG n'exigent pas cette qualification pour l'animation jeunesse du troisième secteur.

EN SAVOIR PLUS...

Une autre option est une formation professionnelle pour les consultants de carrière et les animateurs jeunesse. Un programme d'études pertinent est actuellement proposé par l'Université Daugavpils et l'Université Liepaja (programme de maîtrise en conseil en carrière et travail de jeunesse, <https://du.lv/en/studies-admission/study-programmes/professional-masters-study-programmes/conseiller-de-carriere-et-specialiste-des-affaires-de-la-jeunesse/>).

Le ministère de l'éducation et des sciences prévoit de créer une norme professionnelle et des exigences de qualification distinctes pour les «jeunes travailleurs» (au niveau CITE 4).

LITUANIE



Informations générales et définitions

La politique de la jeunesse en Lituanie est légalement définie comme une activité délibérée visant à résoudre les problèmes des jeunes et à créer des conditions favorables à la formation de la personnalité d'un jeune et à son intégration dans la vie publique, ainsi qu'une activité qui a pour but de parvenir à la compréhension, et tolérance de la société et des groupes individuels envers les jeunes.

Il est entendu comme l'ensemble des systèmes et des mesures, aspirant aux termes les plus privilégiés de maturité personnelle ou de jeune et d'intégration réussie dans la société. La politique de la jeunesse en Lituanie a été développée dans deux directions: premièrement, garantir les intérêts des jeunes dans des domaines individuels ou des politiques publiques - éducation et science, culture, sports, travail et emploi, logement, soins de santé, etc.; deuxièmement, des activités pour les jeunes visant à permettre aux jeunes d'apprendre (volontariat, indépendance, autonomie).

Contexte législatif et gouvernance

La politique de la jeunesse est définie par le ministère lituanien de la Sécurité sociale et du Travail; dans le domaine de la sécurité sociale et du travail, il est mis en œuvre par le Département de la jeunesse, les autorités municipales, d'autres établissements et institutions en coopération avec le secteur non gouvernemental. L'Agence de coopération internationale pour la jeunesse est une institution publique à but non lucratif dont le but est d'assurer le développement de la coopération internationale des jeunes et la participation réussie des jeunes lituaniens aux programmes de l'Union européenne pour les jeunes.

En raison des changements spectaculaires dans la société lituanienne après son indépendance, la politique lituanienne de la jeunesse doit être façonnée presque à partir de zéro en raison des changements dans la structure sociale et économique de la société lituanienne, du passage de l'économie planifiée à l'économie de marché, à l'édification de la nation l'État et la mise en place d'une politique de la jeunesse, y compris les institutions qui la soutiennent.

Compte tenu de cela, on peut affirmer que la politique de jeunesse en Lituanie a été développée avec succès. Conformément à l'article 4 de la loi sur le cadre de la politique de la jeunesse de la République de Lituanie, la politique de la jeunesse signifie une activité délibérée destinée à résoudre les problèmes des jeunes et à chercher à créer des conditions favorables à la formation d'un jeune et à son intégration dans la vie publique, ainsi qu'une activité qui a pour but de parvenir à la compréhension et à la tolérance de la société et des groupes individuels envers les jeunes. L'actuel programme national d'élaboration de politiques de jeunesse couvre la période 2011 à 2019.

La loi cadre de la politique de la jeunesse, approuvée en 2003, établit les principes de la mise en œuvre de la politique de la jeunesse, les domaines de mise en œuvre de la politique de la jeunesse, l'organisation et la gestion de la mise en œuvre de la politique de la jeunesse. Elle établit également les conditions des organisations de jeunesse ainsi que des conseils d'organisations de jeunesse. Elle nomme les institutions responsables au niveau national (Conseil d'État de la jeunesse) et au niveau local. La loi établit le rôle des coordonnateurs municipaux ou des affaires de la jeunesse, des conseils de la jeunesse et des conseils des organisations de jeunesse. Le Conseil d'État de la jeunesse est une institution consultative collégiale qui relève du Département des affaires de la jeunesse du Ministère de la sécurité sociale et du travail. Lors de l'élaboration de la loi cadre de la politique de la jeunesse, les jeunes et leurs représentants ont été consultés par les autorités publiques compétentes. Ces consultations avec les jeunes concernant sa mise en œuvre et ses révisions ont lieu systématiquement.

Formation et profil

Pour le moment, il n'y a pas de cadre politique général pour la reconnaissance de l'activité de volontariat, donc pas plus pour le jeune animateur professionnel en Lituanie. Mais il y a des débats en cours sur les questions liées à la compétence des employés qui traitent avec des bénévoles. Les organisations impliquées dans des activités bénévoles expriment le besoin de former des coordinateurs / gestionnaires compétents afin de faciliter la gestion des activités volontaires des jeunes. Aucun système de formation des bénévoles, des animateurs jeunesse et des animateurs n'a été mis en place en Lituanie. La formation relative à la gestion des bénévoles est principalement dispensée par certaines organisations à leurs propres membres. Il y a également un manque de système systématique d'assurance qualité du volontariat.

EN SAVOIR PLUS...

Malgré l'absence d'un système officiel d'animation jeunesse en Lituanie, il existe des organisations fournissant des informations sur l'animation jeunesse:

Europos www.europos.lt jaunimo www.jaunimo.lt portalas: www.jaunimoportalas.lt

https://europa.eu/youth/volunteering/organization/947299382_lt

ACTIVEYOUTHOUTH: <https://activeyouth.lt/>

WORK HD: <https://learn.youthworkhd.eu/?lang=lt>

Agence de coopération internationale pour la jeunesse: <https://www.jtba.lt/>

LUXEMBOURG



Information générale et définitions

La fondation du Conseil national de la jeunesse et du Service national de la jeunesse (Jeunesse National Service) ont été des étapes importantes de la professionnalisation de l'animation jeunesse au Luxembourg. Le Service national de la jeunesse a été fondé en 1964. Pour la première fois, les pouvoirs publics ont créé un organisme distinct pour l'animation jeunesse. Selon sa mission, le Service national de la jeunesse doit collaborer étroitement avec les mouvements de jeunesse. Il s'agissait de mettre en place un impressionnant programme d'activités et d'investir également beaucoup d'énergie dans la formation des jeunes leaders et des animateurs bénévoles.

En 1984, le Service national de la jeunesse a reçu le statut juridique d'organisation publique et les objectifs et les questions d'organisation ont été réglementés par la loi pour la première fois. La loi définit sa mission comme le développement de l'animation jeunesse ouvert au Luxembourg, en soutenant la création de lieux de rencontre pour les jeunes et les centres de jeunesse (Chambre des députés 1984).

Du fait de la professionnalisation, le domaine de l'animation jeunesse a été séparé en deux domaines: les organisations de jeunesse et les centres de jeunesse professionnels, ou ce que l'on appelle communément le travail de jeunesse ouvert. Après les élections de 1999, la politique et le travail de jeunesse ont été intégrés au Ministère de la famille. Ce ministère est un ministère «générationnel», étant responsable des politiques relatives aux enfants, aux jeunes, aux personnes âgées et aux personnes handicapées. La politique de l'animation jeunesse est donc plus proche que jamais de la politique du travail social, mais toujours perçue comme étant entre les politiques de l'éducation, de la sécurité sociale et de l'emploi.

Contexte législatif et gouvernance

L'animation jeunesse au Luxembourg comprend d'une part l'animation jeunesse professionnel fourni par des animateurs jeunesse dans des centres ouverts pour la jeunesse au niveau local, et d'autre part l'animation jeunesse volontaire fourni principalement par des organisations de jeunesse.

L'animation jeunesse est assurée par des jeunes salariés et non rémunérés et bénévoles. En général, l'animation jeunesse est basée sur des processus d'apprentissage non formels et informels axés sur les jeunes et sur la participation volontaire.

Les différents acteurs dans le domaine de l'animation jeunesse se concentrent sur des objectifs spécifiques. Les organisations de jeunesse, par exemple, sont principalement actives dans le domaine ou les possibilités de loisirs pour les jeunes au niveau local (par exemple, les clubs de jeunes). La promotion de l'intégration sociale et de la participation politique est moins importante pour ces organisations.

Le volet politique de l'animation jeunesse est assuré principalement par le Conseil national de la jeunesse et le parlement de la jeunesse qui a été introduit par la loi sur la jeunesse de 2008 (Chambre des députés 2008). Le rôle du conseil des jeunes est d'assister, de soutenir et de guider le parlement des jeunes. Les centres ouverts d'animation socio-éducative se concentrent sur la promotion de l'intégration sociale ou des jeunes. Leur travail est proche du travail éducatif et social. Il aide les jeunes, en particulier ceux qui ont moins d'opportunités, à trouver leur place dans la société.

Les organisations ou services qui proposent de l'animation jeunesse sont définis par la loi révisée sur la jeunesse de 2016 (Chambre des députés 2016).

Il distingue trois types de structures:

- Organisation de jeunesse (Organisation de jeunes): organisations auto-organisées, de jeunes pour jeunes (ex: club de jeunes);
- Organisation en faveur des jeunes (Organisation et faveur de la jeunesse): organisations où l'animation jeunesse n'est qu'un objectif subordonné en plus de leur objectif principal; et
- Service pour les jeunes: particulièrement l'animation jeunesse ouverte offerte par les centres de jeunesse locaux.

Les objectifs de l'animation jeunesse sont orientés vers les objectifs généraux de la politique de jeunesse définis dans la loi sur la jeunesse. La loi sur la jeunesse de 2008 (Chambre des députés 2008) et la loi sur la jeunesse révisée de 2016 (Chambre des députés 2016) ont fixé le cadre de l'élaboration des politiques de jeunesse au Luxembourg.

Formation et profil

La reconnaissance formelle de l'éducation et de l'apprentissage non formels dans le travail de jeunesse est spécifiée dans le règlement grand-ducal de 2009 sur la jeunesse (Chambre des députés 2009). Le Service National de la Jeunesse est en charge de la procédure de reconnaissance. Par ailleurs, le règlement grand-ducal de 2010 (Chambre des députés 2010) définit la procédure de Validation des acquis non formels et informels. En outre, le certificat est un outil en ligne qui permet aux organisations à but non lucratif d'attribuer à leurs participants un certificat de compétences.

L'outil est disponible pour toute organisation, club ou institution qui propose régulièrement des cours de formation, des projets ou d'autres activités. Il est basé sur des compétences prédéfinies et favorise non seulement la reconnaissance des compétences, mais aussi le développement d'une définition cohérente des différents types de compétences. Il n'y a pas de cadre juridique pour l'animation professionnelle jeunesse en soi. Les antécédents professionnels des animateurs socio-éducatifs vont des éducateurs titulaires d'un diplôme de l'enseignement secondaire (avec spécialisation en éducation ou en santé; diplômés universitaires titulaires d'un baccalauréat ou d'une maîtrise, par exemple dans le domaine des sciences de l'éducation / sociales ou de la psychologie). Le baccalauréat en sciences de l'éducation et des sciences sociales proposé par l'Université du Luxembourg est un important programme de baccalauréat pour les étudiants qui visent à travailler avec des jeunes.

EN SAVOIR PLUS...

Bien qu'il n'y ait pas de cadre juridique pour la profession d'animateur jeunesse, les professionnels travaillant avec les jeunes doivent satisfaire aux exigences de base en matière de diplômes. Les exigences sont définies par le règlement grand-ducal de 1999 (Chambre des députés 1999). L'article 17 de cette loi prévoit certaines qualifications scolaires.

Les candidats doivent être titulaires d'un diplôme luxembourgeois ou étranger équivalent en tant qu'avocat, psychologue, pédagogue, sociologue, éducateur curatif, ergothérapeute, travailleur social, assistant en hygiène sociale ou enseignant (entre autres). Les volontaires doivent également remplir des conditions de qualification spécifiques (certificat d'animateur assistant (certification anide animateur) ou équivalent).

MALTE



Informations générales et définitions

L'adhésion de Malte à l'Union européenne en 2004 a eu des conséquences importantes sur l'animation jeunesse. L'adhésion à l'Union européenne a fourni à l'animation jeunesse de nouvelles sources de financement, par le biais de Jeunesse en action, ainsi qu'un nouvel horizon politique élargi, par le biais du Groupe de travail sur la jeunesse et du Conseil des ministres de la jeunesse. L'élan généré aux niveaux national et européen a culminé avec la création en 2010 de Aġenzija Żgħażaġħ, l'Agence nationale de la jeunesse, qui a ouvert un nouveau chapitre dans l'histoire de l'animation jeunesse à Malte.

Contexte législatif et gouvernance

La politique nationale de la jeunesse Vers 2020 - Une vision partagée pour l'avenir des jeunes, différente pour les 13 à 30 ans, et mise en œuvre par Aġenzija Żgħażaġħ sur la période 2015-2020, a deux objectifs liés:

- soutenir et encourager efficacement les jeunes à réaliser leur potentiel et leurs aspirations tout en répondant à leurs besoins et à leurs préoccupations; et
- soutenir efficacement les jeunes en tant que citoyens actifs et responsables qui participent pleinement et contribuent à la vie sociale, économique et culturelle de la nation et de l'Europe.

La politique est mise en œuvre par le biais de deux stratégies spécifiques mais interdépendantes qui complètent les deux objectifs politiques. Chacune des deux stratégies comporte un certain nombre de plans d'action désignés en vertu desquels des actions spécifiques sont mises en œuvre et mises en œuvre au cours de la période de six ans 2015-2020.

- Stratégie 1 - Travail de jeunesse et services pour les jeunes

Plan d'action - Nouveaux espaces au niveau de la communauté locale pour les jeunes et les organisations de jeunesse

Plan d'action - Sensibilisation, écoute et soutien à la voix des jeunes

Plan d'action - Initiatives pour l'engagement actif, l'autonomisation et la participation des jeunes et des organisations de jeunesse

- Stratégie 2 - Soutien intersectoriel aux jeunes

Plan d'action - Éducation et formation

Plan d'action - Santé et bien-être

Plan d'action - Emploi et entrepreneuriat

Plan d'action - Arts et culture

Plan d'action - Inclusion sociale

Plan d'action - Activités bénévoles et communautaires

Plan d'action - Activités sportives et récréatives

Les sources et le soutien sont également développés et élargis dans le double objectif de renforcer les capacités humaines et physiques du secteur de la jeunesse, y compris le secteur bénévole de la jeunesse, et de lui fournir les aptitudes et les compétences nécessaires pour soutenir le développement des jeunes.

La politique comprend également un programme de recherche qui contribuera à garantir qu'il continue d'être à la fois fondé sur des preuves et axé sur les résultats.

La mise en œuvre de la politique fait l'objet d'un suivi annuel et à la fin de la période 2015-2020,

Une évaluation indépendante sera réalisée sur l'impact global de la politique et les avantages en résultant pour les jeunes, le secteur bénévole de la jeunesse et le société au sens large.

Formation et profil

Le Youth Work Profession Act 2014 accorde une reconnaissance et un statut professionnels officiels aux animateurs jeunesse et régleme les qualifications et les conditions professionnelles et déterminantes dans lesquelles les jeunes peuvent obtenir une telle reconnaissance. La loi prévoit un conseil professionnel de l'animation jeunesse qui régleme la pratique et l'admissibilité à pratiquer l'animation jeunesse. Le Youth Work Profession Board est une autorité statutaire indépendante en vertu des dispositions de la loi.

Le Conseil encourage les normes et le développement du travail professionnel des jeunes, maintient et publie un registre de tous les jeunes travailleurs reconnus. Conformément à la loi, le Conseil a également rédigé un code d'éthique professionnelle pour les jeunes animateurs. La loi définit l'animation jeunesse comme suit: «l'animation jeunesse» à Malte est une activité d'apprentissage non formelle visant au développement personnel, social et politique des jeunes.

Les animateurs jeunesse interagissent avec les jeunes au sein de leurs communautés, y compris le secteur bénévole, et les aident à réaliser leur potentiel et à relever les défis de la vie de manière critique et créative pour provoquer un changement social. L'animation jeunesse prend en compte tous les aspects de la diversité et la préoccupation de tous les jeunes de 13 à 30 ans. L'animation jeunesse est politiquement et officiellement reconnue par la loi de 2014 sur la profession de l'animation jeunesse. Cette loi énonce les conditions requises pour pratiquer l'animation jeunesse à Malte.

EN SAVOIR PLUS..

Le processus général de validation de l'apprentissage informel et non formel (VINFL) consiste en:

- l'identification par le dialogue ou des expériences particulières ou un individu
- la documentation pour rendre visible les expériences de l'individu
- l'évaluation formelle de ces expériences
- la certification des résultats de l'évaluation pouvant conduire à une qualification partielle ou complète.

PAYS-BAS



Informations générales et définitions

L'animation jeunesse est plus ou moins un champ d'activités indéfini. Il n'y a pas de base légale pour le travail social - sans parler de l'animateur pour la jeunesse en tant que professionnel. Il n'existe pas non plus de base juridique pour l'animation jeunesse en tant que telle, ni de définition et de description. La situation, la privatisation et les approches de la société civile entravent encore plus le développement d'un cadre national reconnu. Une définition encore assez populaire considère l'animation des jeunes comme l'effort à but non lucratif des adultes pour offrir des loisirs, une éducation informelle et un soutien aux organisations de loisirs définies en fonction de l'âge. L'accent est mis sur les «adultes» car dans cette définition, les organisations de jeunesse entièrement gérées par les jeunes eux-mêmes - cultures de jeunes, groupes de jeunes, gangs, actions de jeunesse - n'appartiennent pas au domaine de l'animation jeunesse. Les trois tâches principales de l'animation jeunesse sont les loisirs, l'éducation informelle et le soutien, tels que le conseil, la fourniture d'informations, l'orientation des jeunes vers les agences. Le nombre estimé de jeunes animateurs est de 1 700.

L'un des problèmes de l'animation jeunesse est qu'il existe d'innombrables façons de la catégoriser, toutes basées sur des critères différents. La principale façon est par groupe d'âge, donc 0-4 ans = préscolaire, 4-12 enfants = école primaire, 12-15 = adolescents et à partir de 16 ans, les jeunes avec des âges maximum flexibles (18, 21, 23, 27 voire parfois jusqu'à 30). Un certain tournant vers des transitions antérieures dans les groupes d'âge est en cours, ce qui signifie qu'être adolescent commence à 10 ans et jeune à 15 ans.

Un deuxième système est axé sur le groupe cible, basé sur le sexe, l'ethnicité, les normes socio-économiques ou des problèmes spécifiques. Un troisième système de catégorisation est basé sur le domaine d'activité, comme les organisations de jeunesse, l'animation jeunesse ouverte, l'animation jeunesse de proximité, les sports, etc. Pourtant, un quatrième mécanisme consiste à distinguer les tâches essentielles, telles que le conseil, les loisirs, le renforcement de la communauté, la participation, la protection, la correction. On peut trouver toutes ces catégorisations et leurs différentes combinaisons dans la littérature sur l'animation jeunesse.

Le dernier, le domaine d'activité, est le principal fossé entre l'animation professionnelle des jeunes et les organisations de jeunesse. Les organisations de jeunesse sont des organisations bénévoles, supervisées et conseillées par des adultes avec un personnel professionnel au niveau national ou régional.

Le scoutisme, la plupart des animations jeunesse religieuses, l'animation jeunesse politique (syndicats, partis politiques, parlements ou plates-formes de jeunesse nationaux et locaux) et les groupes d'intérêts spéciaux appartiennent à cette catégorie. L'animation jeunesse professionnelle est effectuée par des professionnels avec des bénévoles, et comprend l'animation jeunesse ouverte et le travail de rue. L'animation jeunesse et en particulier les animateurs jeunesse sont souvent perçus comme étant très singuliers et différents des autres services et professionnels.

Il existe une relation tendue entre le travail social et l'animation jeunesse. Aux Pays-Bas, la plupart de l'animation jeunesse a été intégré dans des services sociaux locaux génériques (organisations de bien-être), combinant l'animation jeunesse, le renforcement de la communauté, la prise en charge des projets vulnérables, multiculturels et d'intégration, la garde d'enfants et le travail social. À l'intérieur de ces organisations, les animateurs jeunesse aiment se considérer comme différents des assistants sociaux, exprimer leur propre approche pédagogique sociale et avoir des groupes cibles et des méthodes spécifiques totalement différents. Une deuxième relation ambiguë existe entre l'animation jeunesse et les soins aux jeunes. Il y a des frontières plus ou moins ouvertes entre les deux, mais la plupart des animateurs jeunesse préfèrent ne pas être dans le coin thérapeutique ou de la jeunesse, et encore moins dans le coin disciplinaire du point de vue de la justice. Une troisième relation problématique existe entre l'animation jeunesse d'une part et la politique sociale locale et ses décideurs d'autre part. Les animateurs jeunesse se considèrent souvent comme exploités par des politiciens avides de succès à court terme et comme étant utilisés pour répondre davantage aux incidents que de participer à des stratégies à long terme.

Contexte législatif et gouvernance

Les Pays-Bas ont été le premier pays à ouvrir une école de travail social (1899) et dans les années 70, l'animation jeunesse est devenue plus ou moins un secteur professionnel. De nos jours, l'animation jeunesse aux Pays-Bas est principalement associée à l'animation jeunesse professionnelle. Depuis les années 1970, les animateurs jeunesse sont des professionnels formés, de sorte que les organisations de jeunes bénévoles ne sont plus au premier plan. Ils sont dans la même situation que les clubs sportifs et les activités artistiques pour les jeunes.

Les Hollandais sont souvent considérés comme des marchands et des pragmatiques. Un petit pays avec de grands voisins - excluant la Belgique - devrait être opportuniste et libéral. Depuis les années 1970, le débat sur l'animation jeunesse est principalement entre les mains des décideurs politiques et non des scientifiques ou des chercheurs car ce ne sont pas eux qui le paieront.

La légitimation de l'animation jeunesse doit se faire dans le domaine politique, plus que dans le domaine scientifique ou pédagogique. Cette approche instrumentale politique est devenue encore plus forte après que les universités ont fermé leurs instituts de pédagogie sociale, d'agologie et d'andragogie, toutes disciplines nouvellement construites visant des processus sociaux de changement. Au cours des dernières décennies, les universités traditionnelles ont manifesté un net désintérêt pour le travail des professionnels sociaux.

Le travail social néerlandais et l'animation jeunesse ont été principalement laissés à la société civile, mais depuis les années 1980, la situation des services sociaux - y compris l'animation jeunesse - est devenue populaire et, depuis les années 1970, la privatisation du marché est une nouvelle tendance. L'État-nation décentralise ses responsabilités sociales envers la société civile, le marché et les communautés locales. L'animation jeunesse est une interaction entre les municipalités (financiers), les ONG (fourniture) et un marché qui se développe par le biais d'appels d'offres et d'une augmentation des prestataires, en particulier dans la garde d'enfants.

Formation et profil

Une autre action positive est la stratégie consistant à créer des chaires de professeurs (lectoren) et des centres de recherche dans les Hogescholen (écoles polytechniques), puis à les transformer en universités de sciences appliquées. L'intérêt renouvelé de l'infrastructure nationale (Institut national de la jeunesse) pour le travail préventif auprès des jeunes, notamment la création d'une base de données sur les travaux factuels et la création d'un profil national pour la profession d'animateur.

Le profil présente l'animation jeunesse comme un service facilement accessible pour tous les jeunes de 12 à 23 ans. Changer les comportements, empêcher les jeunes de glisser vers le bas, les centres d'apprentissage de quartier, l'auto-organisation et la promotion de la résilience sociale sont résumés comme des objectifs importants. La participation des jeunes, l'apprentissage informel et l'éducation sociale, l'information, les réunions et les loisirs figurent également sur la liste. Le document professionnel résume également les tâches principales, les compétences et les tendances, et établit un cadre viable pour améliorer et renforcer l'animation jeunesse.

POLOGNE



Informations générales et définitions

Depuis 2011, la Pologne a élaboré une stratégie de politique de la jeunesse au niveau national dans le cadre de la vaste stratégie à long terme «POLOGNE 2030. LA TROISIÈME VAGUE DE LA MODERNITÉ» (<http://zds.kprm.gov.pl/raport-polska-2030-wyzwania-rozwojowe>), visant à créer de meilleures conditions pour une bonne vie des jeunes, présentée comme celle qui a connu l'expérience de changements radicaux. Malgré cela, il n'y a pas de définition officielle d'animateur jeunesse en Pologne.

Contexte législatif et gouvernance

Un trait très particulier de la politique de la jeunesse en Pologne est que les organes gouvernementaux et les autres institutions concernées par la politique de la jeunesse ont tendance à être supprimés plutôt que mis en place. Il existe un ministère de l'Éducation nationale (<http://www.men.gov.pl>) et le département de la jeunesse du ministère n'existe pas en tant qu'organe séparé. Les questions relatives à la jeunesse sont divisées en trois départements différents, en fonction de chaque sujet:

- Département de la stratégie et de la coopération internationale: collaboration avec des organisations de jeunesse et d'autres organisations dans le domaine de l'éducation et de l'apprentissage, mise en œuvre de stratégies et de lois, développement de l'éducation non formelle des jeunes, développement d'un système d'information tel que Eurodesk et Ploteus en collaboration avec des organismes internationaux et européens pour traiter les problèmes des jeunes, la mobilité des jeunes et les échanges de jeunes.
- Département des Fonds structurels: Agence nationale Erasmus +.
- Département des opportunités éducatives.

Il n'est pas prévu de mettre au point une nouvelle stratégie nationale pour la jeunesse, les questions relatives à la jeunesse étant traitées dans un plus grand nombre de stratégies générales telles que Pologne 2030 ou Développement du capital social. De plus, le rapport national "Jeunesse 2011" n'a pas abouti à la construction d'une politique ou d'une stratégie de la jeunesse spécifique, mais est considéré comme une base pour la planification stratégique dans les différents domaines politiques.

Un conseil polonais des organisations de jeunesse PROM (avec la pl. Polska Rada Organizacji Młodzieżowych - <http://www.prom.info.pl/>) existe également à partir de 2011. Il a pour objectif de participer au développement de la politique de la jeunesse, à la promotion du concept d'implication publique des jeunes, soutien à la collaboration, échange d'informations et d'expériences entre organisations de jeunesse et syndicats de jeunesse et organisations agissant au nom de la jeunesse.

Formation et profil

Il n'y a pas de parcours de formation conçus pour être un animateur jeunesse en Pologne et, selon les experts et le contexte national, il est également traçable en raison du manque de définition et de réglementation de l'animation jeunesse dans le pays. L'une des menaces de cette situation est de percevoir l'animation jeunesse comme une profession en baisse de confiance du public et une image stéréotypée de ce type d'activité qui conduit à un manque de reconnaissance de l'animation jeunesse et de l'animateur jeunesse en tant que profession. cours de formation pour jeunes animateurs mais il n'y en a pas en Pologne.

EN SAVOIR PLUS...

Selon le Conseil de l'Europe, un correspondant du Centre européen de connaissances pour la politique de la jeunesse en Pologne doit être confirmé. Cependant, plus d'informations peuvent être trouvées sur Fundacja Rozwoju Systemu Edukacji - Narodowa Agencja Programu Erasmus+ (<https://erasmusplus.org.pl/>) and Mladiinfo (<http://www.mladiinfo.eu/>).

PORTUGAL



Informations générales et définitions

Le concept "d'animation jeunesse" a été difficile à traduire au Portugal car il n'existe pas de tel concept en portugais, bien qu'il existe une pratique de l'animation jeunesse. Le terme animation jeunesse a été officiellement traduit par «trabalho socioeducativo em prol dos jovens», signifiant littéralement «travail social et éducatif pour les jeunes».

Au Portugal, il n'y a pas de véritable tradition ni de développement de l'animation jeunesse, comme les actions des organisations de jeunesse. Il n'existe pas de tradition d'animation jeunesse formelle / professionnel, le travail avec les jeunes dans les associations a été reconnu et développé après la fin du régime autoritaire en 1974 et en 2016, le profil professionnel de l'animateur jeunesse a été créé.

L'animateur est un professionnel dont le travail se définit comme intervenant dans la conception, l'organisation, le développement et l'évaluation de projets, programmes et activités avec et pour les jeunes, à travers des méthodologies du domaine de l'éducation non formelle, facilitant et promouvant la citoyenneté, la participation, autonomie, inclusion et développement personnel, social et culturel ».

Contexte législatif et gouvernance

La création du profil professionnel de l'animateur a été développée par un groupe de travail dans le domaine de la jeunesse, sous la coordination du Secrétariat d'État à la jeunesse et aux sports et de l'Institut portugais des sports et de la jeunesse, PI (IPDJ, IP), avec la collaboration de l'Agence Nationale de la Qualification et de la Formation Professionnelle - Education et Emploi et Qualification ANQEP, IP Il s'appuyait sur la collaboration d'associations de jeunes et de plateformes de représentants des jeunes - le Conseil national de la jeunesse (CNJ) et la Fédération nationale des associations de jeunesse (FNAJ).

En ce qui concerne les associations de jeunes, la loi portugaise les distingue des organisations étudiantes et définit leurs responsabilités. La reconnaissance législative de sa genèse est essentielle pour son éligibilité aux demandes de financement. Au Portugal, le travail avec les jeunes est également soutenu sur la base du volontariat.

Il convient également de noter que la structure organisationnelle dans le domaine de la jeunesse a maintenu ses principes de proximité et de couverture géographique, ayant des services dans les 18 districts continentaux, reliant le personnel technique et les infrastructures (salles de formation, auditoriums, auberges de jeunesse, points d'information lien «Lojas Já»).

Il existe une législation spécifique au Portugal concernant «l'associativisme», les camps de jeunes et les activités de volontariat, mais il n'existe pas de loi spécifique visant l'animation jeunesse définie comme «trabalho socioeducativo em prol dos jovens». En effet, les différentes lois sont très générales et ne prévoient pas de statut professionnel spécifique pour les animateurs jeunesse ni de normes professionnelles pour la pratique de l'animation jeunesse.

Formation et profil

L'objectif principal de la formation professionnelle des animateurs jeunesse est de qualifier les professionnels qui surveillent les enfants et les jeunes, qui collaborent à l'organisation et au développement d'activités éducatives, sous la supervision d'éducateurs / enseignants de l'enfance ou de manière autonome. Cependant, il n'y a pas de statut professionnel associé à l'animation jeunesse au Portugal. Ce n'est ni une profession reconnue par la loi ni une profession reconnue par la société.

Dans une large mesure, le personnel des organisations de jeunesse est constitué de bénévoles. Par conséquent, l'animation jeunesse n'existe pas en tant que prestation formelle / professionnelle au Portugal. Il n'y a pas de normes minimales de qualification pour les animateurs jeunesse au Portugal et l'animation jeunesse n'existe toujours pas en tant que matière académique dans l'enseignement formel.

Les animateurs socio-éducatifs viennent d'horizons éducatifs extrêmement divers. Les animateurs jeunesse peuvent provenir de tout type de parcours pédagogiques: biologie, psychologie, enseignement, architecture, ingénierie, travail social, relations internationales, diplôme d'études secondaires, etc.

EN SAVOIR PLUS...

Au niveau national, il existe des possibilités de formation formelle et non formelle pour les animateurs jeunesse, même s'il y a un manque de qualifications formelles sur l'animation jeunesse. Les cours de formation au Portugal sont offerts par l'IPDJ et par les organisations de jeunesse elles-mêmes.

Brevets non professionnels

Au Portugal, l'animation socioculturelle est assez décentralisée et de nombreuses initiatives de formation émanent des autorités locales, qui jouent un rôle de premier plan dans les initiatives culturelles au niveau local.

Le Portugal implique un réseau complexe de prestataires. Par exemple, des organisations communautaires ou religieuses, des organisations de jeunesse, des autorités locales, des organisations de la société civile et des institutions privées peuvent fournir une animation jeunesse. En effet, les municipalités pourraient travailler au niveau local avec les écoles en coopération avec les organisations locales de jeunesse.

La plupart des formations sont dispensées par une ONG d'éducation sociale comme UPAJE (União Para a Acção Cultural e Juvenil Educativa):

- Animadores de campos de feria,
- Cordenadores de campos de feria.

Certificats professionnels d'animation jeunesse Le Programa de Animadores Juvenis visait à fournir aux jeunes une formation de base leur permettant de devenir des animateurs jeunesse dans des domaines socio-culturels et éducatifs.

Le Plano Nacional de Formação visait à mettre à la disposition des responsables de jeunes et des animateurs jeunesse une formation dans des domaines spécifiques tels que les techniques de communication et les loisirs. ACIDI est l'une des actions les plus visibles ayant un impact positif sur le développement de l'animation jeunesse au Portugal. En effet, le programme finance des projets de différents types d'organisations (par exemple les organisations de jeunesse, les ONG, les municipalités locales) dans le but de réduire l'exclusion sociale parmi les jeunes issus de l'immigration / ethnique ou défavorisés. La formation des animateurs jeunesse équivaut à un niveau 4 dans le cadre national des certifications (12e année ou dernière année). L'animateur intègre le catalogue national des certifications, en coopération avec le PNFJ - Plan national de formation des jeunes, de l'Institut portugais des sports et de la jeunesse, PI (IPDJ, I.P.).

ROUMANIE



Informations générales et définitions

La loi sur les jeunes définit les limites d'âge pour les jeunes en tant que groupe cible de 14 à 35 ans. La nouvelle stratégie nationale sur la jeunesse (adoptée en 2015) vise à aider les jeunes à participer à la vie économique, sociale, culturelle et politique, en garantissant l'égalité des opportunités d'éducation, d'emploi et de conditions de vie décentes pour tous les jeunes, y compris les groupes de jeunes vulnérables.

La stratégie intègre plusieurs domaines politiques dans 4 piliers principaux / domaines d'intervention clés:

- culture et éducation non formelle;
- santé, sports et loisirs;
- participation et bénévolat;
- emploi et entrepreneuriat.

Un cinquième pilier horizontal / domaine d'intervention clé de la stratégie est l'inclusion sociale des jeunes.

La stratégie pour la jeunesse est étroitement liée aux stratégies nationales sur l'emploi, l'inclusion sociale, la santé, l'administration et l'éducation. Cependant, aucune de ces stratégies, ni la Stratégie Jeunesse ne fait directement référence à une politique globale de développement national.

Contexte législatif et gouvernance

Les concepts dominants de l'animation jeunesse sont: la participation, en particulier la participation politique et civique, les activités de loisirs telles que les écoles d'été / d'hiver, et le conseil aux jeunes sur différentes questions concernant l'éducation, l'emploi, les voyages, les associations, l'information, la formation et le bénévolat.

En ce qui concerne les institutions impliquées dans le travail de jeunesse, au cours des quatre ou cinq dernières années, le rôle des organisations non gouvernementales dans la fourniture d'activités, de programmes et de projets a progressivement été remplacé par une meilleure et plus large implication des autorités nationales aux niveaux national et régional / niveau local. Un réseau d'institutions publiques a été construit sous la coordination de l'Autorité nationale pour la jeunesse, l'organe administratif central chargé de coordonner, concevoir et mettre en œuvre la politique de jeunesse en Roumanie.

Le ministère de la Jeunesse et des Sports (MYS) est l'autorité gouvernementale responsable de la mise en œuvre, de la coordination et du suivi de la stratégie nationale pour la jeunesse. Cependant, un plan d'action permettant la mise en œuvre systématique de la stratégie, le suivi et l'évaluation de la stratégie n'a été adopté qu'en avril 2016.

Le ministère de la Jeunesse et des Sports est responsable de la rédaction, de l'élaboration et de la proposition pour adoption par le gouvernement dans son ensemble du plan d'action pour la mise en œuvre de la stratégie jeunesse. En outre, le ministère de la Jeunesse et des Sports est le principal responsable du domaine d'intervention clé sur la participation et le volontariat et des objectifs spécifiques liés à l'éducation non formelle, aux sports et aux loisirs.

Le suivi et l'évaluation de la stratégie font également partie des responsabilités du ministère de la Jeunesse et des Sports. Cependant, pour l'élaboration du plan d'action et pour le suivi de la mise en œuvre de la stratégie jeunesse, le ministère de la Jeunesse et des Sports a besoin du soutien et de la coopération d'autres ministères sectoriels (éducation, emploi, santé, etc.).

Sous la tutelle du MYS, opèrent les directions départementales de la jeunesse, respectivement de la municipalité de Bucarest (ville de Bucarest), des maisons de la culture des étudiants et du centre culturel et sportif des étudiants «Tei» (à Bucarest). Le conseil de comté est l'autorité de l'administration publique locale mise en place au niveau du comté pour la coordination de l'activité des conseils communaux et des conseils municipaux pour assurer le service public d'intérêt du comté.

Formation et profil

Selon l'art. 1, par. 2.b. de la loi no. 350/2006, l'activité jeunesse est toute forme d'action organisée afin d'améliorer les conditions nécessaires à l'insertion socioprofessionnelle des jeunes, en fonction de leurs besoins et aspirations.

En Roumanie, il existe une formation spécifique pour les animateurs jeunesse, conçue par l'Agence roumaine des qualifications professionnelles et inscrite au registre des emplois. Il peut être délivré par toute organisation autorisée par le ministère de l'Éducation et l'Agence des qualifications professionnelles. Habituellement, le cours dure 40 heures avec un peu de pratique et vous devez passer un examen pour obtenir le diplôme.

La norme professionnelle pour «l'animateur de jeunesse» (COR 341205) a été élaborée en 2012 et n'a pas été révisée depuis. Dans le même temps, la profession de "conseiller pour les jeunes" (COR 235920) est inscrite sur la liste roumaine des professions, pour laquelle toutefois aucune norme professionnelle ne figure sur la liste des normes de l'enseignement et de la formation professionnels. Ainsi, la différenciation des tâches, des responsabilités et des compétences requises pour chacune des deux professions n'est toujours pas claire et pour le moment, il n'est pas possible d'employer des conseillers pour les jeunes dans les institutions publiques, les ONG et les entreprises privées.

La principale similitude entre l'animateur et le conseiller jeunesse est leur implication dans les activités jeunesse.

a. L'animateur mène directement des activités pour les jeunes. Les principaux bénéficiaires de son activité sont les jeunes. L'interaction avec les bénéficiaires est directe.

b. Le conseiller pour les jeunes mène indirectement des activités pour les jeunes. Les principaux bénéficiaires de son activité sont les jeunes. L'interaction avec les bénéficiaires est médiatisée et se fait par le biais de politiques et de projets. Ceux-ci peuvent être mis en œuvre avec l'aide de l'animateur.

Les principales différences entre l'animateur et le conseiller jeunesse sont dues au niveau de formation minimum requis pour remplir la fonction et aux tâches spécifiques à la fonction. Les représentants de l'environnement non gouvernemental qui ont entendu parler de la position d'animateur auprès des jeunes et de celle de conseiller pour les jeunes soutiennent qu'il existe des différences entre eux.

Au niveau des représentants des ONG, une tendance à identifier leurs collègues ou eux-mêmes comme animateurs jeunesse peut être observée même s'ils n'ont pas suivi les cours de qualification. Ils considèrent que travailler avec des jeunes les recommande comme animateurs jeunesse.

L'animateur auprès des jeunes pourrait être employé par:

- Organisations non-gouvernementales
- Centres de jeunesse et de loisirs
- Institutions publiques • Maisons de culture
- Directions des jeunes du comté
- Ministère de la jeunesse et des sports et autres ministères (par exemple: ministère du travail, de la famille, de la protection sociale et des personnes âgées, ministère de l'éducation nationale et de la recherche scientifique, ministère de la santé, etc.)

Les organisations non gouvernementales préfèrent offrir des postes de bénévole à l'animateur jeunesse plutôt qu'internes (rémunérés ou non) ou les employer.

Fonctions principales de l'animateur jeunesse:

1. Recueillir des informations sur les jeunes grâce à une interaction directe
2. Fournir des conseils dans le développement personnel et professionnel des jeunes
3. Organiser des événements pour les jeunes (éducatifs, récréatifs, informatifs, consultatifs, etc.)
4. Faciliter le processus d'apprentissage non formel et informel
5. Faciliter les relations entre les jeunes et les organisations non gouvernementales
6. Faciliter les relations entre les jeunes et les institutions de l'État (par exemple, le ministère de la Jeunesse et des Sports, les conseils régionaux de jeunesse, les maires, etc.)
7. Fournir des informations et des conseils généraux aux jeunes
8. Assurer la coopération communautaire

Fonctions principales du conseiller jeunesse:

1. Recueillir des informations sur les jeunes grâce à des statistiques et à d'autres rapports
2. Synthétiser les informations reçues des animateurs de jeunesse
3. Gère les événements pour les jeunes d'un point de vue administratif (p. Ex. Traite de l'obtention des approbations, des règlements, etc.)
4. Développer des politiques, des stratégies et des projets pour les jeunes
5. Évalue les activités, projets, programmes et politiques des jeunes Le cadre européen des certifications (CEC) a été utilisé pour identifier le niveau de responsabilité lié au poste de travailleur auprès des jeunes.

Il est nécessaire que l'animateur jeunesse gère des activités ou des projets techniques ou professionnels complexes, en assumant sa responsabilité et en prenant des décisions dans des situations de travail ou d'études imprévisibles. Ces compétences sont liées au niveau 6 du CEC.

De plus, l'animateur doit être capable de revoir et de développer ses propres performances et celles des autres. Cette compétence est liée au niveau 5 (enseignement supérieur de courte durée).

EN SAVOIR PLUS...

Le niveau d'éducation minimum que devrait avoir le travailleur auprès des jeunes est le lycée (12 classes terminées).

Le diplôme délivré après le cours de qualification est utile pour reconnaître l'effort fourni par chaque participant et pour les projets futurs dont les bénéficiaires sont des jeunes. De plus, l'obtention du diplôme d'animateur représente un plus pour un éventuel emploi du propriétaire.

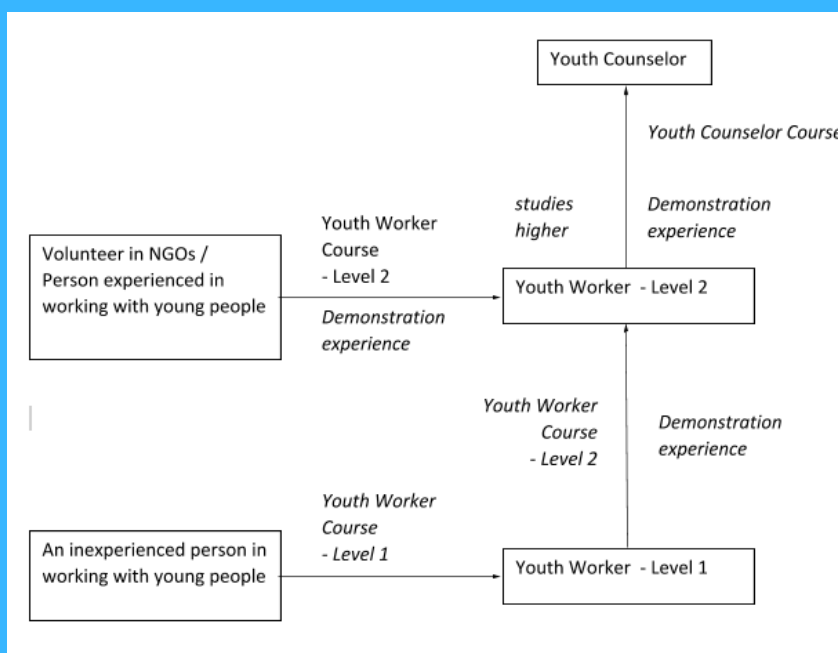
Les cours supplémentaires d'initiation, de formation et de spécialisation sont considérés comme un avantage pour les animateurs jeunesse. Les cours sont: chef de projet, formateur, animateur socio-éducatif, cours pédagogique, cours de communication et RP et cours de rédaction de projet.

Les représentants de l'environnement à but non lucratif en Roumanie considèrent qu'eux-mêmes et leurs collègues sont des «animateurs jeunesse» même s'ils n'ont pas de cours de qualification. L'activité actuelle des ONG n'est pas influencée par les normes professionnelles. Les experts du ministère de la Jeunesse et des Sports estiment que dans les ONG, ce sont les animateurs qui travaillent avec les jeunes et le conseiller est le chef de projet.

Le niveau d'éducation minimum que devrait avoir le conseiller pour les jeunes est le cycle des diplômes. Les participants aux discussions ne voulaient pas limiter la formation des jeunes conseillers par des spécialisations. Les spécialisations recommandées pour cette fonction sont: l'assistance sociale, la pédagogie, la psychologie, etc. (secrétaire personnel conseiller d'État MTS).

Pour le poste de conseiller, des connaissances en psychologie, pédagogie et sociologie sont recommandées. La connaissance d'une langue étrangère est considérée comme nécessaire par une grande partie des représentants des ONG.

Étapes de la formation professionnelle des animateurs et conseillers de jeunesse:



SLOVAQUIE



Informations générales et définitions

Le changement de régime de novembre 1989 a signifié un changement complet dans le domaine de l'éducation non formelle et de l'apprentissage informel ainsi que dans le fonctionnement des organisations sociales, y compris celles qui travaillent avec les enfants et les jeunes. Avec la transition vers la démocratie, les organisations qui avaient été interdites pendant la période communiste ont été reconstituées. Dans la logique du développement démocratique, des centaines de nouvelles organisations non gouvernementales (ONG) et d'entités privées sont apparues après 1989, dont les programmes alternatifs ont commencé à remplir l'espace dans le domaine des loisirs des enfants et des jeunes.

IUVENTA est l'Institut slovaque de la jeunesse et est chargé de la mise en œuvre de la politique de l'État à l'égard des enfants et des jeunes en Slovaquie.

Depuis septembre 2008, la République slovaque dispose d'une loi spécifique sur l'animation jeunesse, la loi n° 282/2008 Coll, qui définit:

- les concepts de base utilisés dans l'animation jeunesse et fixe la limite d'âge la plus élevée pour les jeunes conformément aux documents européens jusqu'à 30 ans;
- l'environnement de l'animation jeunesse et de l'animation jeunesse spécialisée, y compris les entités travaillant avec les jeunes aux niveaux national, régional et local;
- domaines de l'animation jeunesse.

La loi régleme également:

- l'accréditation des organismes et programmes éducatifs dans le domaine de l'éducation non formelle des jeunes;
- le financement de l'animation jeunesse;
- la création de systèmes d'animation jeunesse dans les municipalités et au niveau des régions autonomes;
- l'animation jeunesse volontaire conformément au droit de l'UE.

Selon cette loi, l'animation jeunesse en Slovaquie est définie comme: «principalement une activité éducative, une activité sociétale, une activité d'information et une activité de conseil pour les jeunes, les jeunes leaders, les jeunes leaders et les animateurs jeunesse».

La stratégie de la République slovaque pour la jeunesse pour la période 2014-2020 a été adoptée le 23 avril 2014 et définit les objectifs stratégiques de la politique de la jeunesse tout en reflétant les besoins des jeunes, en particulier dans le domaine de l'éducation des jeunes, de l'emploi, de la créativité et de l'esprit d'entreprise, de leur participation, santé, bien-être et rapport à la nature, inclusion sociale et volontariat. Il aborde également des thèmes mondiaux et définit des objectifs stratégiques au sein de l'animation jeunesse. La stratégie vise à contribuer à améliorer la qualité de vie des jeunes, notamment par le développement de leur personnalité, en les préparant à travailler dans un environnement démocratique en constante évolution et à utiliser leur potentiel créatif dans la pratique ainsi que dans leur participation active à la société. Cette stratégie est le résultat d'un dialogue actif entre les jeunes et les représentants de l'administration publique, des collectivités locales et régionales et du secteur non gouvernemental.

Une étape réussie a également été l'ajout du poste de «travailleur auprès des jeunes» au Cadre national des qualifications.

Contexte législatif et gouvernance

Le Ministère de l'éducation, des sciences, de la recherche et des sports de la République slovaque est l'organe central de l'administration d'État de la République slovaque, qui assure la mise en œuvre de la politique de l'État en ce qui concerne les enfants et les jeunes. Les responsabilités envers l'éducation non formelle des enfants et des jeunes sont couvertes par le Département de la jeunesse, en particulier dans les domaines suivants:

- préparation de stratégies et standards
- définir les matériaux dans ce domaine;
- octroi de certificats de qualification professionnelle pour des activités spécialisées dans le domaine de l'animation jeunesse;
- fourniture d'orientations méthodologiques aux clubs de jeunes (centres d'activités de loisirs et centres d'intérêt);
- coopération internationale dans le domaine de la jeunesse;
- soutien financier à l'animation jeunesse

Depuis 2000, IUVENTA - l'Institut slovaque de la jeunesse coopère à diverses tâches assignées par le ministère et a commencé à participer activement à la réalisation de la politique de la jeunesse en Slovaquie. Les bureaux régionaux autonomes, qui assurent les questions administratives et organisationnelles liées à la politique de la jeunesse au niveau régional dans le domaine du soutien social aux jeunes, sont d'autres acteurs pertinents ayant une portée infranationale spécifique aux jeunes. Les centres régionaux de jeunesse au sein de 3 régions autonomes (Trenčín, Banská Bystrica et Košice): leur principal domaine de responsabilité comprend la coordination de toutes les institutions participant à la mise en œuvre de la politique de la jeunesse dans la région (écoles, institutions éducatives et sociales, éducation civique associations, services de conseil, municipalités, etc.), mais ils lancent et promeuvent également le processus de mise en œuvre de la politique de la jeunesse et offrent des possibilités de formation aux animateurs jeunesse; la Commission régionale pour le travail avec les enfants et les jeunes: ses membres sont des représentants d'institutions expertes et sociales impliquées dans divers aspects de la vie des jeunes (écoles, établissements d'enseignement, représentants d'associations civiques, installations de loisirs, institutions religieuses ainsi que parents et représentants du secteur privé). Le rôle principal de la Commission est de préparer des mesures régionales pour la politique de la jeunesse, mais elle surveille également le processus de mise en œuvre, applique les modalités de leur réalisation et élabore des rapports d'évaluation sur l'exécution des tâches pour l'année concernée, et assure la diffusion d'informations et retour d'information aux parties intéressées et initie leur coopération dans la coordination des tâches individuelles. Enfin, suite à l'adoption de la loi n ° 282/2008 Coll. en ce qui concerne le soutien à l'animation jeunesse, les municipalités ont également un rôle clair à jouer pour soutenir le développement de l'animation jeunesse.

Formation et profil

Il n'y a pas de cadre national de compétences pour l'animation jeunesse ou d'instrument normatif et pas d'exemples de bonnes pratiques pour la politique jeunesse guidant les animateurs jeunesse en Slovaquie. Il existe une définition des connaissances et des compétences requises des animateurs jeunesse dans le Cadre national des certifications / Système national de professions.

Au sein du Système national des professions, il existe trois profils de compétences des travailleurs dans le domaine de l'animation jeunesse: l'animateur jeunesse, le méthodologiste de l'animation jeunesse et le chargé de cours dans l'animation jeunesse. Le système national des professions définit les capacités générales, les connaissances professionnelles et les compétences professionnelles pour chaque profil.

Il y a un manque de reconnaissance sociale, formelle et politique de l'animation jeunesse et des animateurs jeunesse. L'animation jeunesse en Slovaquie n'a pas le statut de «travail professionnel». La sous-estimation de l'animation jeunesse, le faible statut des animateurs jeunesse et le manque de financement dans le secteur jeunesse n'aident pas la situation.

Malgré la définition législative et la définition «d'animateur jeunesse», de «méthodologiste de l'animation jeunesse» et de «chargé de cours en animation jeunesse» dans le NSP, il n'y a pas d'universités où il est possible d'étudier le domaine «de l'animateur jeunesse» et de devenir professionnellement animateur jeunesse agréé. Il est possible d'étudier, par exemple, la pédagogie sociale, la pédagogie des loisirs, la didactique spécialisée, l'animation des activités de loisirs, l'andragogie, etc.

EN SAVOIR PLUS...

Une étape importante pour la reconnaissance de l'animation jeunesse a été la création du Groupe de travail intersectoriel pour la politique de l'État dans le domaine de la jeunesse, qui a souligné l'importance de la coopération intersectorielle. La reconnaissance de la qualité l'animation jeunesse et des résultats de l'animation jeunesse est également obtenue par l'accréditation d'activités spécialisées dans l'animation jeunesse. L'accréditation des activités spécialisées dans l'animation jeunesse est réalisée par le comité d'accréditation, conformément à la loi n ° 282/2008 Coll. sur le soutien au travail de jeunesse, qui permet aux organisations de devenir des établissements d'enseignement accrédités et de faire accréditer leurs programmes éducatifs. Le comité d'accréditation est un organe consultatif du ministère de l'Éducation, des Sciences, de la Recherche et des Sports de la République slovaque et son rôle est de décider de recommander ou non un programme éducatif pour l'accréditation.

Après avoir réussi le programme accrédité, les participants reçoivent le certificat sur les compétences spécialisées acquises soit par l'étude ou la pratique dans l'établissement d'enseignement particulier. Les programmes accrédités sont plus ou moins orientés sur les méthodes et principes de l'apprentissage non formel dans l'animation jeunesse, la gestion de projet, la coordination du volontariat; aptitudes à la communication, création et direction d'institutions non gouvernementales, organisation de camps pour enfants, développement des compétences de conférencier, entrepreneuriat social dans l'animation jeunesse et autres. Le 21 juin 2013, IUVENTA a organisé la signature de la Déclaration sur la reconnaissance de la contribution de l'éducation non formelle en animation jeunesse.

Il existe également d'autres initiatives nationales soutenant la validation et la reconnaissance des animateurs jeunesse. Ils sont généralement liés à la délivrance des certificats qui approuvent et reconnaissent officiellement les compétences acquises grâce au bénévolat et à l'animation jeunesse tels que:

- un outil de validation en ligne des compétences et aptitudes acquises lors du volontariat appelé VSkills for Employment - «D-zručnosti pre zamestnanie». L'outil permet aux volontaires d'obtenir la certification officielle de leurs compétences par un comité spécial à l'Université de Matej Bel à Banská Bystrica.

- Un autre outil en ligne est VOLWEM - Volunteering as a Way to Employment, et est soutenu par la Commission européenne.

- OKO - Objav kompetencie en ligne (Découvrez les compétences en ligne). Ce jeu en ligne montre aux joueurs à quoi peut ressembler l'animation jeunesse, ce qui peut être enseigné par l'animation jeunesse et quelles compétences peuvent être développées <http://www.objavkompetencieonline.sk/hra/koordinator>

- Dans le domaine bénévole, une plateforme a été créée. La plate-forme des centres et organisations de bénévoles a élaboré des normes de qualité pour la gestion des bénévoles et des recommandations pour le travail des jeunes dans le domaine du bénévolat.

SLOVENIE



Informations générales et définitions

La loi sur l'intérêt public dans le secteur de la jeunesse, entrée en vigueur en juin 2010, peut être considérée comme le document officiel le plus complet et le plus contraignant qui traite des besoins et / ou des droits des jeunes et précise la manière de traiter les problèmes des jeunes.

La définition de l'animation jeunesse en Slovénie telle qu'établie par la loi sur l'intérêt public dans le secteur de la jeunesse fournit un cadre pour toutes les organisations de jeunesse et les organisations travaillant avec les jeunes. La définition adoptée par le biais de cette loi est globalement similaire à la définition européenne en ce qui concerne l'accent mis sur les activités, tant pour les jeunes que par les jeunes, l'accent étant mis sur la participation volontaire. Bien que la définition slovène ne mentionne pas directement que l'animation jeunesse appartient au domaine de l'éducation «extrascolaire», le contenu de l'ensemble de la loi porte ce sens et renforce l'importance de «l'éducation non formelle».

Contexte législatif et gouvernance

Le gouvernement de la République de Slovénie propose un programme national de jeunesse pour adoption par l'Assemblée nationale. Il s'agit du document principal qui constitue l'agenda de la politique de jeunesse et des mesures politiques spécifiques, également dans le domaine de l'animation jeunesse.

La coordination de la politique jeunesse est déléguée au ministère de l'éducation, des sciences et des sports (Office pour la jeunesse - <https://www.gov.si/en/state-authorities/bodies-within-ministries/office-for-youth/>), mais la mise en œuvre de diverses mesures incombe aux ministères compétents, à savoir le ministère de la Culture, le ministère du Travail, de la Famille et des Affaires sociales, le ministère de la Santé, le ministère des Finances, le ministère du Développement économique et de la Technologie, le ministère de l'Agriculture, des Forêts et de l'alimentation, Ministère de l'environnement et de l'aménagement du territoire, Ministère de la défense, Ministère de l'intérieur, Ministère de l'administration publique, Ministère de l'infrastructure, Ministère des affaires étrangères et Ministère de la justice.

Formation et profil

Les groupes de travail préparant un modèle de compétence pour les animateurs jeunesse ont défini une série d'activités d'animation jeunesse qui se déroulent principalement dans les organisations de jeunesse et d'animation jeunesse, à savoir: ateliers, camps de travail, campagnes de jeunesse, réunions de jeunes, travail de rue, (international) échanges de jeunes, information et conseil aux jeunes, formation des jeunes, direction d'organisations de jeunesse, événements culturels ou sportifs pour les jeunes, initiatives de jeunes, animation d'équipe, organisation de volontariat, plaidoyer.

Le développement d'un statut professionnel pour les jeunes en Slovénie est toujours en cours.

EN SAVOIR PLUS...

En 2017, l'animation jeunesse en tant que vocation a été reconnue dans le cadre du système national de qualification professionnelle et, avec lui, dans le cadre du système d'enseignement et de formation professionnels en Slovénie. Le National Vocational Qualification est un certificat public basé sur la National Vocational Qualifications Act. Il s'agit d'une qualification professionnelle ou professionnelle requise pour différentes professions. Dans ce système, on ne peut pas obtenir le même titre que dans le système éducatif, mais cela donne aux individus la possibilité d'évaluer et de valider les connaissances et les compétences acquises grâce à l'apprentissage non formel. Les qualifications professionnelles nationales attestent de la compétence de chacun à exercer une certaine profession. Le certificat n'est pas seulement valable au niveau de l'entreprise, mais est également reconnu aux niveaux national et européen.

Il existe deux principaux moyens légalement acceptables de reconnaître l'apprentissage non formel en Slovénie:

- La reconnaissance des connaissances, aptitudes et compétences non formelles au sein du système éducatif formel - par le biais d'une formation continue interrompue, comme suivi après avoir atteint des niveaux d'enseignement supérieurs, en changeant de direction / de secteur dans l'éducation, etc. - lorsque les établissements d'enseignement reconnaissent les acquis connaissances sur la base de la législation et du système de crédit applicables;
- Le système national de qualifications professionnelles (Sistem nacionalne poklicne kvalifikacije) lorsque des connaissances et des compétences non formellement acquises sont reconnues par le marché du travail sous la facilitation de l'Institut de la République de Slovénie pour l'enseignement et la formation professionnels. L'animation jeunesse en tant que vocation a été reconnu par le dernier système.

ESPAGNE



Informations générales et définitions

En Espagne, la tradition de l'animation jeunesse a commencé avec la transition vers la démocratie (il y a environ 30 ans) et est considérée comme le travail effectué avec les jeunes, en particulier dans le domaine de l'éducation non formelle et basé sur l'apprentissage non formel. Son objectif serait d'améliorer la vie des jeunes en encourageant leur participation et leur intégration dans différentes sphères de la société.

L'inexistence d'un terme spécifique pour l'animation jeunesse ou le manque de traduction du concept en espagnol ne signifie pas que l'animation jeunesse n'a pas lieu dans le pays.

Contexte législatif et gouvernance

L'animation jeunesse en Espagne, compris comme travaillant avec et pour les jeunes, a une forte implantation dans les gouvernements (national, régional et municipal) à travers des politiques publiques sur la jeunesse pour les jeunes de 15 à 30 ans. Les gouvernements soutiennent les associations de jeunes, les organisations fournissant des services aux jeunes et les entités sociales qui travaillent avec les jeunes.

Il n'y a pas de loi spécifique réglementant «l'animation jeunesse» en Espagne au niveau national et il n'est actuellement pas prévu d'en créer un, car la responsabilité de la jeunesse incombe aux communautés autonomes. Cependant, bien qu'il n'existe pas de loi spécifique, l'article 48 de la Constitution espagnole stipule que «les pouvoirs publics doivent promouvoir les conditions d'une participation libre et effective des jeunes à leur développement politique, social, économique et culturel». Cela a été mis en pratique grâce à la création de l'Institut espagnol de la jeunesse, qui a lancé un engagement ferme des pouvoirs publics pour développer des politiques et une animation jeunesse qui étaient presque inexistantes avant l'instauration de la démocratie.

L'Institut espagnol pour la jeunesse (Injuve) a été créé en 1977 et a une portée nationale; et bien que les compétences des jeunes soient dans la plupart des cas entre les mains des administrations régionales, d'importantes politiques jeunesse sont mises en œuvre par Injuve, comme celles qui ont une dimension internationale ou qui touchent plus d'une région.

A partir de ce moment, les Communautés autonomes se sont vu confier la responsabilité exclusive de la jeunesse et elles ont développé leur politique de jeunesse conformément à leurs priorités politiques. Dans le même temps, les municipalités ont également leurs propres compétences dans l'élaboration de politiques jeunesse et la plupart d'entre elles ont un service spécifique pour la jeunesse. Les organismes régissant l'animation jeunesse en Espagne sont les Communautés autonomes.

Formation et profil

Bien qu'il n'y ait pas de profession d'animateur jeunesse établie en tant que telle, l'animation jeunesse formel est assurée par des «techniciens de la jeunesse» aux niveaux régional et local et dans des centres d'information pour les jeunes. Il s'agit principalement de personnes titulaires d'un diplôme universitaire en éducation sociale.

Il n'y a pas de normes minimales de qualification pour l'animation jeunesse en Espagne.

EN SAVOIR PLUS...

Brevets non professionnels

Les animateurs jeunesse en Espagne sont formés par d'autres professions comme les travailleurs sociaux, les éducateurs sociaux, les animateurs socioculturels et les fonctionnaires travaillant avec les jeunes, appelés officieusement «jeunes techniciens». Les travailleurs sociaux et les éducateurs sociaux sont dans les deux cas des diplômés de l'enseignement supérieur; les deux durent 3 ans et combinent théorie et pratique. Ces diplômés conduisent à des postes de direction dans les services locaux de jeunesse pour travailler spécialement avec les jeunes défavorisés.

Les écoles de formation professionnelle proposent des cours de 2 ans pour le titre de technicien supérieur des services sociaux et des animateurs socio-culturels, ainsi que les cours suivants: Gestion et coordination des activités éducatives de loisirs pour les enfants et les jeunes; Stimulation des activités éducatives de loisirs pour les enfants et les jeunes et Youth Informer. Enfin, au niveau du bénévolat, les associations de jeunes bénévoles proposent une formation aux bénévoles qui peut être coordonnée par les centres régionaux d'éducation des adultes qui débouchent sur des certificats. Ces cours ne nécessitent pas de diplôme universitaire.

Des formations non formelles pour les jeunes sont également dispensées par des organisations de loisirs, des associations de jeunes ou des ONG d'éducation sociale des jeunes.

Certificats professionnels de l'animation jeunesse

Le titre de «Moniteur d'Ocio y tiempo libre» (OTL), qui est obtenu grâce à la réalisation d'un cours de moniteur, permet et professionnalise le travail de performance dans les activités de loisirs telles que les camps d'été, les week-ends de cours ou les activités parascolaires. Il s'agit d'un titre délivré par l'organisme public compétent de chaque communauté autonome (par exemple, le conseil de la jeunesse, du tourisme et des sports) avec une reconnaissance sur tout le territoire national.

Pour obtenir le diplôme, une phase théorique-pratique et une phase exclusivement pratique doivent être passées dans une entité reconnue publiquement comme telle, et organisées par un coordonnateur des loisirs dont le titre est en vigueur et approuvé.

Les cours de moniteur doivent être dispensés dans des écoles de loisirs reconnues par la communauté autonome compétente. La formation qu'ils proposent doit être approuvée et structurée selon un plan pédagogique configuré en trois volets: socioculturel, pédagogique, techniques et ressources d'animation.

En outre, un diplôme universitaire sur le bénévolat et la coopération est disponible. Le principal moyen de qualification pour l'animation jeunesse spécialisée est les études de troisième cycle.

SUEDE



Informations générales et définitions

Dans la politique nationale suédoise de la jeunesse, le concept d'animation jeunesse est presque inexistant. Au lieu de cela, un concept connexe est utilisé, à savoir des activités de loisirs significatives (*meningsfull fritid*) qui se rapportent principalement à des activités se déroulant de préférence dans des centres de loisirs et dans des organisations de jeunesse.

La politique suédoise de la jeunesse comprend une orientation à long terme ainsi qu'un programme d'action. Le programme d'action se concentre sur trois domaines principaux: la transition de l'école au travail et à la société, le pouvoir et la participation des jeunes et les loisirs des jeunes, l'organisation et le bien-être.

Contrairement au niveau de l'État, le concept d'animation jeunesse est un peu plus utilisé dans le travail des municipalités. Au niveau municipal, les loisirs sont le plus souvent sous la responsabilité du comité de la culture et / ou des sports. Il appartient à la municipalité de décider si et comment les activités de loisirs sont formées, car aucune législation ou autre politique nationale de pilotage n'existe, nécessitant des actions spécifiques de la part des municipalités dans le domaine des loisirs.

Contexte législatif et gouvernance

L'Agence suédoise pour la jeunesse et la société civile (MUCF) est une agence gouvernementale chargée des questions relatives à la politique de la jeunesse et à la société civile; cette agence veille à ce que les objectifs de la politique de la jeunesse et de la société civile soient atteints par: le développement, la collecte et la diffusion des connaissances; distribuer des subventions gouvernementales; collaborer avec les organisations de la société civile afin de sauvegarder leurs connaissances et leurs expériences.

Différent de nombreux autres pays européens, l'animation jeunesse n'est pas un concept couramment utilisé pour définir des initiatives destinées aux jeunes en Suède. Par conséquent, il n'y a pas de cadres législatifs ni d'autres documents de politique au niveau national concernant l'animation jeunesse. Le principal outil du gouvernement suédois pour les activités avec et pour les jeunes à caractère social, culturel, éducatif ou politique est la politique nationale de la jeunesse.

Les principaux thèmes de la politique suédoise de la jeunesse selon les priorités du gouvernement dans la proposition de budget pour 2018 étaient:

- transition de l'école au travail et à la société, concernant principalement l'emploi, l'éducation et le logement;
- pouvoir et participation des jeunes;
- loisirs, organisation et bien-être des jeunes.

En Suède, les municipalités jouissent d'une autonomie considérable sur la manière dont la politique de jeunesse est mise en œuvre. Par conséquent, bien que la politique nationale de la jeunesse soit obligatoire pour les ministères et les organismes du gouvernement central, elle n'est que consultative au niveau local.

Formation et profil

La Suède est en train d'élaborer une structure de validation de l'éducation non formelle et informelle. En ce qui concerne la reconnaissance sociale et l'auto-reconnaissance, l'apprentissage dans le contexte de l'animation jeunesse n'a pas été à l'ordre du jour politique. Au lieu de cela, l'éducation formelle au niveau secondaire supérieur pour tous et la prévention de l'abandon précoce de l'éducation et de la formation ont été les principales priorités.

EN SAVOIR PLUS...

Brevets non professionnels

En Suède, la formation à l'animation jeunesse n'est pas encore réglementée; des formations non professionnelles sont dispensées par de nombreux types d'organismes, comme l'église, les scouts, les municipalités, les ONG, les mouvements de jeunesse et les associations.

Qualité et expertise dans la coopération - KEKS (Kvalitet och kompetens i samverkan) est un réseau pour l'animation jeunesse. Le réseau existe depuis 2005 et s'appuie sur des objectifs communs et un système commun d'assurance qualité. KEKS met à la disposition de ses membres des compétences, un développement méthodologique et organisationnel. Des initiatives d'apprentissage par les pairs pour évaluer la qualité de l'animation jeunesse ont été prises par le réseau KEKS et le Centre de recherche et de développement pour l'animation jeunesse.

Certificats professionnels de l'animation jeunesse

La plupart des membres du personnel travaillant dans des centres de loisirs ou des maisons de jeunes / de la culture sont des animateurs de loisirs formés du programme de formation professionnelle de deux ans dans les écoles secondaires populaires, conduisant à un diplôme en travail de jeunesse. Toutes les écoles secondaires populaires dotées d'un programme d'animation récréative suivent un plan / programme de formation commun.

Les écoles secondaires populaires sont un organisme éducatif qui offre une éducation aux adultes, mais n'a pas le statut d'université. En conséquence, la qualification de chef de file des jeunes (animation jeunesse) est inférieure au diplôme de travail social, ce qui dans la pratique a des conséquences sur les opportunités d'emploi et le niveau de salaire.

ROYAUME UNI



Informations générales et définitions

L'Angleterre, l'Écosse, le Pays de Galles et l'Irlande du Nord ont récemment développé de nouvelles stratégies en animation jeunesse:

- La loi sur les enfants de 2004 fournit le cadre de la politique de la jeunesse en Angleterre, cherchant à fournir une nouvelle approche du bien-être des enfants et des jeunes jusqu'à l'âge de 19 ans. Elle vise à ce que chaque enfant et chaque jeune reçoive le soutien dont être en bonne santé; rester en sécurité; profiter et réaliser; apporter une contribution positive; et atteindre le bien-être économique. Ces cinq résultats sous-tendent tous les aspects de la politique gouvernementale concernant les enfants et les jeunes. La loi a également imposé aux autorités locales de coopérer avec les partenaires pour atteindre ces résultats.

La loi de 2006 sur l'éducation et les inspections prévoit que les autorités locales doivent garantir l'accès des jeunes de leur région à des activités positives suffisantes. Le Plan pour les enfants, publié en décembre 2007, expose la vision du gouvernement pour les enfants, les jeunes et les familles et comprend des mesures relatives à la prestation de services aux jeunes, à la santé des enfants et des jeunes, à la justice pour les jeunes, et met l'accent sur les écoles travaillant en partenariat avec d'autres agences pour: fournir des services intégrés.

- Au Pays de Galles, Extending Entitlement fournit le cadre pour les services de soutien aux jeunes, rassemblant tous les services, le soutien et les opportunités pour les jeunes âgés de 11 à 25 ans. Des partenariats pour les jeunes ont été établis dans chaque autorité locale pour coordonner les services pour les 11-25 ans .

- En Écosse, une stratégie nationale de l'animation jeunesse a été publiée en 2007, définissant le rôle de l'animation jeunesse dans la réalisation des objectifs plus larges de l'exécutif écossais - que les jeunes soient nourris, sûrs, actifs, en bonne santé, réalisateurs, inclus, respectés et responsables. . La stratégie concerne les jeunes de 11 à 25 ans.

- En Irlande du Nord, l'Unité des enfants et des jeunes a été créée au sein du gouvernement pour veiller à ce que les droits et les besoins des enfants et des jeunes soient prioritaires. L'unité était chargée d'élaborer une stratégie globale sur 10 ans qui vise à garantir que, d'ici 2016, tous les enfants et les jeunes réalisent leur potentiel. La stratégie couvre les enfants et les jeunes jusqu'à 18 ans (ou 21 ans pour les personnes handicapées ou prises en charge). Le ministère de l'Éducation a élaboré une stratégie de travail de jeunesse pour 2005-2008, qui vise à promouvoir le développement, le bien-être, les droits et la participation des jeunes de 4 à 25 ans.

Contexte législatif et gouvernance

L'Unité mixte internationale du Département pour les enfants, les écoles et les familles a la responsabilité générale de représenter la politique britannique en faveur de la jeunesse en Europe et à l'étranger.

Ministères en charge de la jeunesse:

- Angleterre: Département pour les enfants, les écoles et les familles (DCSF). Le DCSF dirige le travail à travers le gouvernement pour s'assurer que tous les enfants et les jeunes :
 - restent en bonne santé et en sécurité
 - soient garantis d'une excellente éducation et du plus haut niveau de réussite possible
 - profitent de leur enfance
 - apportent une contribution positive à la société et à l'économie
 - aient une vie pleine d'opportunités, libre des effets de la pauvreté
- Écosse: Department of Education and Lifelong Learning, Scottish Executive. La troisième branche de la Division du travail auprès des enfants et des jeunes du Département de l'éducation est responsable de la politique sur le travail des jeunes.
- Pays de Galles: Département de l'enfance, de l'éducation, de l'apprentissage tout au long de la vie et des compétences, Assemblée galloise. L'extension des droits est la politique phare du gouvernement de l'Assemblée galloise pour les services de soutien à la jeunesse au Pays de Galles. Il comprend tous les services, le soutien et les opportunités pour les jeunes entre 11 et 25 ans, où qu'ils se produisent, quel que soit leur fournisseur et d'où provient le financement.
- Irlande du Nord: Département de l'éducation - L'unité des enfants et des jeunes de l'unité des bonnes relations et de la réconciliation du cabinet du premier ministre et du sous-ministre coordonne la stratégie de l'Irlande du Nord en faveur des enfants et des jeunes. Il a mis en place un groupe interdépartemental pour faire avancer ses travaux. La Direction des services à la jeunesse du ministère de l'Éducation est responsable du service à la jeunesse.

Quant au niveau régional, seule l'Angleterre a une structure régionale compétente pour la politique de la jeunesse. Il y a neuf bureaux gouvernementaux pour les régions en Angleterre qui aident à mettre en œuvre la politique de 11 départements du gouvernement central, à soutenir les politiques pour les enfants et les jeunes, à gérer certains programmes et budgets et à établir des liens entre les différentes politiques gouvernementales qui peuvent affecter les enfants, les jeunes et leurs familles. Il existe également neuf unités régionales pour le travail des jeunes en Angleterre qui soutiennent le travail des jeunes et travaillent avec les jeunes dans le secteur statutaire et bénévole.

EN SAVOIR PLUS...

Il existe plusieurs façons de devenir animateur jeunesse:

- Par le biais d'un apprentissage par le travail des jeunes (<https://www.gov.uk/topic/further-education-skills/apprenticeships>)

Un apprentissage est un moyen pour les jeunes et les apprenants adultes de gagner tout en apprenant dans un vrai travail, en obtenant un certificat d'agent de soutien aux jeunes de niveau 2 ou 3 dans la pratique de l'animation jeunesse et une réelle expérience de travail avec les jeunes. En tant qu'employeur, l'embauche d'un apprenti vous offre la possibilité de développer les talents des travailleurs et d'acquérir une main-d'œuvre motivée et qualifiée.

De nombreux prestataires de services de jeunesse emploient désormais des apprentis travailleurs de soutien aux jeunes.

- En tant que travailleur de soutien aux jeunes (<http://nya.org.uk/careers-youth-work/getting-qualified/>)

La plupart des gens entrent dans l'animation jeunesse en tant que bénévoles ou travailleurs / apprentis rémunérés et sont généralement appelés travailleurs de soutien aux jeunes.

Le travailleur de soutien à la jeunesse est un animateur jeunesse qui a obtenu une qualification de niveau 2 ou 3 ou un diplôme en pratique de l'animation jeunesse. Ce sont des qualifications pour les personnes qui travaillent avec des jeunes en utilisant les principes et la pratique de l'animation jeunesse. Le niveau 2 concerne les 16 ans et plus et le niveau 3 s'adresse aux 18 ans et plus.

Pour en savoir plus sur l'obtention d'une place dans un cours, contactez directement l'organisme d'attribution.

- En tant qu'animateur jeunesse professionnel

Si vous avez obtenu une qualification qui permet d'accéder à un diplôme, vous pouvez passer à une qualification d'animation jeunesse de niveau professionnel, telle que:

- BA (Hons): trois ans à temps plein (et équivalent temps partiel) - niveau 6
- PG Dip: un an à temps plein (et équivalent temps partiel) - niveau 7
- MA: un an (et équivalent temps partiel) - niveau 7
- Diplôme d'études supérieures: deux ans à temps plein - niveau 6

Ces cours sont offerts par des universités ou des collèges d'enseignement supérieur. Votre cours devra être «reconnu JNC» et validé par l'Agence nationale de la jeunesse pour que vous puissiez obtenir le statut d'animateur jeunesse qualifié.

La reconnaissance JNC garantit que votre diplôme reflète les exigences actuelles du poste et que le cours offre également un niveau d'expérience de travail approprié. Vous ne pouvez pas changer le statut de votre diplôme plus tard, alors réfléchissez bien avant de vous lancer dans un programme d'études qui n'est pas reconnu par le JNC.

Les cours reflètent différents besoins professionnels et ont une gamme de titres, notamment:

- les jeunes et la communauté
- études sur la communauté et les jeunes
- jeunesse et théologie
- éducation informelle et communautaire.

Alors que la plupart des universités auront des conditions d'admission, toutes les institutions offrant des cours pour les jeunes et la communauté accueilleront les candidatures de ceux qui n'ont pas de qualifications académiques, à condition d'avoir une expérience et un intérêt pertinents pour travailler avec les jeunes. Contactez l'institution pour plus de détails (<https://nya.org.uk/wp-content/uploads/2016/04/MASTER-Validation-Database-Sept-2018-v1.pdf>)

Depuis 2010, le niveau de baccalauréat spécialisé est l'exigence minimale pour conférer un statut professionnel à l'animation jeunesse en Angleterre.

La validation professionnelle des cours en Irlande du Nord et en République d'Irlande est effectuée par le Conseil de la jeunesse d'Irlande du Nord. <https://youthcouncilni.org/>

La reconnaissance des cours au Pays de Galles par le JNC est coordonnée par le comité consultatif ETS Wales du gouvernement de l'Assemblée galloise.

Les diplômes obtenus par les diplômés des programmes validés par des professionnels en Irlande du Nord, en République d'Irlande et au Pays de Galles sont tous reconnus par le JNC et permettent aux diplômés de travailler en Angleterre.

En Écosse, la qualification minimale pour obtenir le statut professionnel est un diplôme. Les programmes d'études menant au statut professionnel sont validés par le CLD Standards Council for Scotland, www.cldstandardscouncil.org.uk.

Traditionnellement, ces qualifications écossaises ont conféré au diplômé le statut de professionnel qualifié à la discrétion de l'employeur individuel.

ANIMATEUR JEUNESSE - MATRICE D'ANALYSE DES PAYS DE L'UE

EU28 Pays	Définition d'animateur jeunesse (AJ)	Cadre législatif	Organisme (s) chargé (s) de diriger l'AJ	Normes minimales de qualification pour AJ	YA en tant que profession reconnue	Disponibilité de qualifications formelles et dédiées	Type de formation
Autriche	Non	Oui	Département des affaires de la jeunesse et département de la protection de la jeunesse de chaque État fédéral.	Non	Non	Non	
Belgique	Oui	Oui	Ministère flamand /wallon/bruxellois de la Culture, de la Jeunesse, des Sports et des Médias	Non	Non	Non	Fait partie d'un programme d'études de baccalauréat en travail social plus large
Bulgarie	Oui	Non	Centre national pour les programmes et initiatives européens de jeunesse; Direction de la jeunesse du ministère de l'éducation, de la jeunesse et des sciences	Non	Non	Non	Formations ad hoc organisées dans le cadre du système de formation informel
Croatie	Non	Non	Ministère de la démographie, de la famille, de la jeunesse et des politiques sociales (groupe d'experts); Institut de recherche sociale (point de contact)	Non	Non	Non	Diplôme d'études supérieures

Chypre	Non	Non	Conseil chypriote de la jeunesse (non explicite)	Non	Non	Non	Éducation; Travail social
Rép. Tchèque	Oui	Non	Ministère de l'éducation, de la jeunesse et des sports; Ministère du travail et des questions sociales	Oui	Oui	Oui	Travail de jeunesse; Travail social
Danemark	Non	Non	Ministère de l'Enfance et de l'Éducation, Ministère des affaires sociales et de l'intégration, Ministère de l'emploi, Ministère des sciences, de l'innovation et de l'enseignement supérieur.	Non	Non	Non	Travailleurs sociaux, pédagogue, université
Estonie	Non	Oui	Ministère de l'éducation et de la recherche	Oui	Oui	Oui	EFP, programmes universitaires
Finlande	Oui	Oui	Ministère de l'éducation et de la culture; autorités locales; ONG; Agences administratives régionales de l'État; Conseils locaux de jeunesse	Non	Oui	Oui	Programmes doctoraux, EFP, Les universités
France	Oui	Oui	Direction de la jeunesse	Oui	Oui	Oui	diplômes professionnels, formations professionnelles

Allemagne	Non	Oui	Ministère fédéral de la jeunesse	Oui	Non	Non	Formations non formelles et informelles, volontariat
Grèce	Non	Non	Secrétariat général de la jeunesse du ministère de l'éducation, de la formation tout au long de la vie et des affaires religieuses	Non	Non	Non	Volontariat
Hongrie	Non	Non	Ministère des ressources nationales	Non	Non	Non	-
Irlande	Non	Oui	Le cabinet du ministre de l'enfance et de la jeunesse fait partie du ministère de la santé et de l'enfance, des comités d'enseignement professionnel et du conseil national de la jeunesse d'Irlande.	Oui	Oui	Oui	Travail de jeunesse, volontariat, éducation non formelle
Italie	Non	Non	Département de la jeunesse, autorités régionales et locales	Non, cependant certaines régions ont des normes de qualification minimales	Non	Oui	Enseignement des sciences, psychologie, sociologie, mais même un nombre limité de personnes dont les antécédents ne sont pas du tout liés au travail de jeunesse.

Lettonie	Oui	Oui	Ministère de l'éducation et des sciences	Oui, pour le travail statutaire des jeunes	Oui	Oui	Éducation pédagogique
Lituanie	Oui	Oui	Ministère de la sécurité sociale et du travail; Département des affaires de la jeunesse	Non	Non	Non	Volontariat et éducation non formelle
Luxembourg	Non	Oui	Conseil national de la jeunesse et Service national de la jeunesse	Non	Non	Non	Psychologie, sciences sociales et éducatives
Malte	Oui	Oui	Aġenzija Żgħażaġħ (Agence nationale de la jeunesse)	Oui, réglementé par le Youth Work Profession Board conformément à la Youth Work Profession Act (2014)	Oui	Oui	Département universitaire de la jeunesse et des études communautaires. L'apprentissage non formel ou informel est validé par la Commission nationale pour l'enseignement supérieur et supérieur (NCFHE).
Pays-Bas	Oui	Non	Institut national de la jeunesse	Oui	Oui	Oui	Professeurs et centres de recherche au sein du «hogenscholen» (écoles polytechniques); universités des sciences appliquées

Pologne	Non	Oui	Ministère de l'éducation nationale et autres ministères, autorités régionales et locales, et leurs organes consultatifs, ONG	Non	Non	Non	Baccalauréat minimum, en réadaptation, éducation/pédagogie, sociologie, etc.
Portugal	Oui	Oui	Secrétariat d'État à la jeunesse et aux sports; Institut portugais des sports et de la jeunesse (IPDJ); Agence nationale pour la qualification et la formation professionnelle; Conseil national de la jeunesse; Fédération nationale des associations de jeunesse	Non	Non	Non	Pas de parcours pédagogique spécifique ni de matières académiques dans l'enseignement formel. Des formations sont proposées par l'IPDJ et par les organisations de jeunesse elles-mêmes.
Roumanie	Oui	Oui	Ministère de la jeunesse et des sports; Autorité nationale pour la jeunesse; Directions départementales de la jeunesse	Oui	Oui	Oui	Formation spécifique (40h, pratique et test) dispensée par des organismes agréés

Slovaquie	Oui	Oui	Ministère de l'éducation, des sciences, de la recherche et des sports; IUVENTA - Institut slovaque de la jeunesse	Non	Non	Non	Pas de parcours pédagogique spécifique: il est possible d'étudier par exemple pédagogie sociale, animation d'activités de temps libre, andragogie etc., et pour être reconnu une accréditation d'activités spécialisées dans le travail de jeunesse ou pour recevoir le certificat VSkills pour l'emploi
Slovénie	Oui	Oui	Ministère de l'éducation, des sciences et des sports	Non	Non	Non	Parcours d'apprentissage non formel menant à un certificat national de qualification professionnelle spécifique
Espagne	Non	Non	INJUVE Institut espagnol pour la jeunesse	Non	Non	Non	Parcours d'apprentissage non formel menant à des profils de «jeunes techniciens». Un cours «Moniteur» et des diplômes universitaires dans les domaines pertinents sont disponibles.

Suède	Oui	Non	Agence suédoise pour la jeunesse et la société civile; Comités locaux de la culture et des sports	Non	Non	Non	La validation de l'apprentissage non formel et informel n'est pas encore disponible. La plupart des professionnels sont formés dans les lycées populaires, dispensant une formation pour adultes et menant à un diplôme.
Royaume Uni	Oui	Oui	Unité internationale mixte du Département des enfants, des écoles et des familles; Unités régionales pour le travail des jeunes	Situations spécifiques en Angleterre, en Écosse, au Pays de Galles, en Irlande du Nord	Oui	Oui	Plusieurs options: apprentissage; faire du bénévolat; divers diplômes offerts par les universités ou les collèges d'enseignement supérieur.

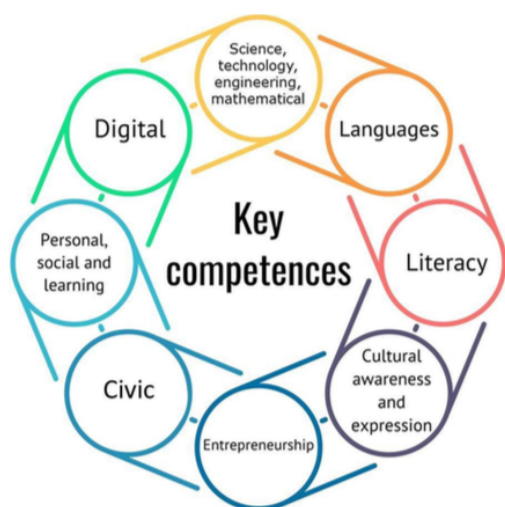
ANIMATEUR EUROPÉEN DE LA JEUNESSE CURRICULUM DE BASE

L'analyse par pays proposée montre un cadre compromis quant au profil de l'animateur jeunesse et à ses normes minimales de qualification en termes de connaissances, aptitudes et compétences (KSC). Un curriculum européen unifié est présenté ci-dessous et dérive d'une synthèse des KSC de base tirée de l'enquête des États membres. Afin d'établir une terminologie cohérente et transférable, les concepts de «KSC» sont utilisés conformément aux définitions du Cedefop (2006, 2008 et 2014) de:

- *Connaissances*: comprend la théorie et les concepts et les connaissances tacites acquises à la suite de l'expérience de l'exécution de certaines tâches. Une distinction est souvent faite entre les connaissances générales, qui sont essentielles quel que soit le contexte professionnel ou si fondamentales qu'elles soient considérées comme des connaissances de base de la vie, et les connaissances spécifiques à un secteur ou à un groupe particulier de professions et susceptibles d'être rencontrées uniquement dans un tel contexte. ;

- *Aptitudes*: généralement utilisée pour faire référence à un niveau de performance, dans le sens de la précision et de la rapidité dans l'exécution de tâches particulières et la résolution de problèmes liés à la fois mentalement et manuellement. Dans le cadre du cadre européen des certifications, les compétences sont décrites comme «cognitives» ou «pratiques»;

- *Responsabilité et autonomie*: capacité d'appliquer les résultats d'apprentissage de manière adéquate dans un contexte défini (éducation, travail, développement personnel ou professionnel) ou capacité d'utiliser les connaissances, les compétences et les capacités personnelles, sociales et / ou méthodologiques, dans des situations de travail ou d'étude, dans des situations professionnelles et personnelles développement. La compétence ne se limite pas aux éléments cognitifs (impliquant l'utilisation de théorie, de concepts ou de connaissances tacites); il englobe également les aspects fonctionnels (y compris les compétences techniques) ainsi que les attributs interpersonnels (par exemple, les compétences sociales ou organisationnelles) et les valeurs éthiques.



Source: youthworker.it

Allant au-delà de l'analyse du terrain commun, le programme d'études proposé pour European Youth Animator intègre les compétences, connaissances, aptitudes et attitudes clés considérées comme essentielles pour l'apprentissage tout au long de la vie et nécessaires à tous pour l'épanouissement et le développement personnels, l'employabilité, l'inclusion sociale et la citoyenneté active (recommandations du Conseil (2018 / C 189/01) - voir également le schéma à gauche). Cela sera considéré conformément à l'objectif de contribuer à terme aux principales priorités politiques fixées dans le nouvel agenda stratégique de l'Union européenne 2019-2024 et liées ainsi à quatre axes principaux:

- protéger les citoyens et les libertés;
- développer une base économique solide et dynamique;
- construire une Europe climatiquement neutre, verte, juste et sociale;
- promouvoir les intérêts et les valeurs européennes sur la scène mondiale.

	Connaissances	Aptitudes	Responsabilité et autonomie
Europe et droits de l'homme	<ul style="list-style-type: none"> • principes fondamentaux de la politique de jeunesse en Europe • principes fondamentaux de la politique d'égalité 		
Lutte contre la discrimination	<ul style="list-style-type: none"> • fondements de l'inclusion sociale 	<ul style="list-style-type: none"> • réduire le risque d'exclusion sociale chez les jeunes issus de l'immigration, de l'origine ethnique ou vulnérable 	
Sécurité et prévention	<ul style="list-style-type: none"> • fondamentaux de la santé et du bien-être • principes de base de la garde d'enfants et de la jeunesse • principes de base de l'enseignement du sport • bases de la communication non violente 		
Management	<ul style="list-style-type: none"> • principes fondamentaux de la politique de gestion des ressources humaines • principes fondamentaux de la pédagogie, de l'éducation et de la formation • principes de base du counseling individuel et de groupe • fondements de l'apprentissage informel et non formel • fondements de la psychologie • principes de base de la sociologie • principes de base de la gestion de projet • principes de base des arts et de la culture 	<ul style="list-style-type: none"> • l'analyse des données • Compétences en TIC et médias sociaux • aider les jeunes à penser sous différents angles et à laisser les stéréotypes derrière eux • trouver et utiliser des sources d'information pertinentes et crédibles (en ligne et hors ligne) 	<ul style="list-style-type: none"> • planifier ses propres tâches • prendre une responsabilité • entreprendre des activités pour diffuser les résultats du travail des jeunes

- sources financières et matérielles pour le bénévolat (à savoir la collecte de fonds)
- fondamentaux de l'emploi et de l'entrepreneuriat

Travail d'équipe et réseautage

- principes d'auto-développement continu
- fonctionnement du travail bénévole
- base de la gestion communautaire
- compétences non techniques
- activités de loisirs pour les enfants et les jeunes
- calibrer la meilleure technique de communication en fonction de l'audience spécifique (par exemple en prêtant attention aux questions interculturelles)
- communiquer dans différentes langues (à savoir l'anglais)
- établir et entretenir des relations de coopération et de confidentialité avec un jeune
- travailler avec des jeunes en groupes et en équipes
- recueillir des informations auprès des jeunes grâce à une interaction directe
- concevoir, mettre en œuvre et évaluer des programmes pour les jeunes en coopération avec les jeunes
- prendre des décisions
- favoriser l'interaction, la coopération et la mise en réseau entre différentes cultures
- favoriser la mise en réseau et la communication fructueuse entre les jeunes et la société civile, les institutions, les ONG et le niveau politique
- assurer la qualité de son travail
- permettre aux jeunes d'acquérir des compétences
- renforcer la résilience sociale
- favoriser l'engagement actif, l'autonomisation et la participation des jeunes
- promouvoir l'auto-organisation

CONCLUSIONS

Qui est l'animateur européen idéal pour les jeunes? Possède-t-il des caractéristiques, connaissances, compétences, aptitudes, expériences uniques ...? Alors que la littérature et les documents de politique sont remplis de définitions différentes de l'animateur jeunesse en fonction des contextes nationaux spécifiques, il manque une description univoque qui pourrait convenir à l'ensemble du niveau européen tout en embrassant la complexité du contexte socio-économique d'aujourd'hui. C'est précisément le rapport de ces travaux, menés dans le cadre du projet EUROPEAN ANIMATORS FOR YOUTH.

Au cours des dernières décennies, le rôle de l'animation jeunesse est de plus en plus grand malgré la persistance d'énormes lacunes entre les pays analysés (UE-28), et il peut être généralement défini comme un écosystème multiple dans lequel des opportunités et des synergies sont créées pour développer le potentiel des jeunes vers un monde plus juste.

Une taxonomie non exhaustive du tout nouveau profil d'animateur européen de la jeunesse a été définie autour de 5 domaines d'apprentissage (Union européenne et droits de l'homme; Lutte contre la discrimination; Sécurité et prévention; Gestion; Travail d'équipe et mise en réseau) à la suite d'un pays - enquête d'analyse visant à détecter les caractéristiques nationales (cadres nationaux de qualifications - CNC, ainsi que le statut des opportunités d'apprentissage informelles et non formelles pertinentes dans les 28 États membres) mais également les exigences au niveau de l'UE concernant le travail de l'animateur jeunesse, dans le but de contribuer à la réalisation des quatre récents domaines prioritaires 2019-2024, identifiés par le Conseil européen de juin 2019 et orientés vers les objectifs Europe 2020: protection des citoyens et des libertés; développer une base économique solide et dynamique; construire une Europe climatiquement neutre, verte, juste et sociale; promouvoir les intérêts et les valeurs européennes sur la scène mondiale.

Le programme élaboré servira de base à de nouvelles améliorations de la normalisation et de la lisibilité des différents systèmes de certification en Europe, dans une société fondée sur la connaissance et plus inclusive (notamment sous la forme d'un cadre européen des certifications). La recherche développée dans le cadre du projet EUROPEAN ANIMATORS FOR YOUTH contribuera à élargir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie et à accroître la mobilité de l'apprentissage et de la main-d'œuvre, l'employabilité et l'intégration sociale de la main-d'œuvre en Europe, tout en respectant la riche diversité des systèmes nationaux d'éducation et de formation.

REFERENCES

Union européenne et autres institutions européennes

Cedefop (Centre européen pour le développement de la formation professionnelle) Typologie des connaissances, savoir-faire et compétences: clarification du concept et du prototype Jonathan Winterton Françoise Delamare - Le Deist Emma Stringfellow Luxembourg: Office des publications officielles des Communautés européennes.Cedefop / Commission européenne / ICF (2016), Suivi de l'utilisation de la validation de l'apprentissage non formel et informel. Rapport thématique pour la mise à jour 2016 de l'inventaire européen sur la validation, Office des publications de l'Union européenne, Luxembourg.

Cedefop (2014). Terminologie de la politique européenne d'éducation et de formation: une sélection de 130 termes. 2e éd. Luxembourg: Office des publications - Conclusions du Conseil sur la contribution d'un travail de jeunesse de qualité au développement, au bien-être et à l'inclusion sociale des jeunes (2013 / C 168/03)

<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/ALL/?>

uri=CELEX:52013XG0614%2802%29#ntr4-C_2013168EN.01000501-E0004

RECOMMANDATION DU CONSEIL du 22 mai 2018 sur les compétences clés pour l'apprentissage tout au long de la vie (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE) (2018 / C 189/01)

<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?>

uri=uriserv:OJ.C_2018.189.01.0001.01.ENG&toc=OJ:C:2018:189:TOC

Commission européenne, Une stratégie de l'UE pour la jeunesse renouvelée proposée par la Commission européenne pour 2019-2027: https://ec.europa.eu/youth/news/eu-youth-strategy-adopted_en

Commission européenne, Développer des COMPÉTENCES CLÉS pour tous tout au long de la vie, fiche d'information

https://ec.europa.eu/education/sites/education/files/document-library-docs/factsheet-key-competences-lifelong-learning_en.pdf

Commission européenne (2014), Travailler avec les jeunes: la valeur du travail de jeunesse dans l'Union européenne. Rapport final et rapports nationaux.

Commission européenne (2017), Améliorer le travail de jeunesse: votre guide pour un développement de la qualité.

Commission européenne (9 avril 2019), Agenda pour les compétences en Europe, fiche d'information.

Cartographie des parcours éducatifs et professionnels des animateurs de jeunesse (2018), James O'Donovan, David Cairns, Madalena Sousa et Vesselina Valcheva. Union européenne, Conseil de l'Europe: «Recherche sur les études sur le travail de jeunesse en Europe»: https://pjp-eu.coe.int/documents/1017981/10059673/KA2-Output1-Youth-Work-studies_Research.pdf/f32e6444-df83-9fe4-fd4d-99db15956ed4

Mladiinfo: <http://www.mladiinfo.eu/>

Résolution du Conseil de l'Union européenne et des représentants des gouvernements des États membres réunis au sein du Conseil sur un cadre pour la coopération européenne dans le domaine de la jeunesse: la stratégie de l'Union européenne pour la jeunesse 2019-2027 (2018 / C 456/01) <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=OJ:C:2018:456:COMPLET>

SALTO-YOUTH: <https://www.salto-youth.net/><https://www.salto-youth.net/> // <https://www.salto-youth.net/> pjp

[eu.coe.int/documents/1017981/10886476/YWEdu+Mapping+Report-DLJR9WJF.pdf/52339377-1556-2f15-f65b-b15df0aa497c](https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=OJ:C:2018:456:COMPLET)

Le Conseil européen. Fixer l'agenda politique de l'UE

<https://www.consilium.europa.eu/en/european-council/role-setting-eu-political-agenda/>

Association des jeunes volontaires: www.youngvolunteers.org

Autriche

Ministère fédéral autrichien de la famille et de la jeunesse: www.bmfj.gv.at
BoJA: www.boja.at
Bundes Jugend Vertretung: www.bjv.at
Burgenland: www.ljr.at
Carinthie: www.jugend.ktn.gv.at
DIE ÖSTERREICHISCHEN JUGENDINFOSTELLEN: www.jugendinfo.at
ugend Kultur: www.jugendkultur.at
Basse-Autriche: www.noe.gv.at/Gesellschaft-Soziales/Jugend.html
Salzbourg: www.salzburg.gv.at/themen/gv/landesjugendreferat
Statistiques: www.statistik.at
Styrie: www.jugendreferat.steiermark.at
Tyrol: www.tirol.gv.at/themen/gesellschaft-und-soziales/jugend/jugendreferat
Haute-Autriche: www.ooe-jugend.at
Vorarlberg: www.vorarlberg.at/jugend
Wien: www.bildungjugend.wien.at

Belgique

Formations .: <https://formations.siep.be/formation/fiche/autres/19/>
Infor Jeunes: <http://www.jeminforme.be/index.php/enseignement-formations/formations/organismes-de-formation-d-animateur-trice>
Speelpleinen: <https://www.speelplein.net/Vorming/Cursussen/Animator>
Politique jeunesse en Belgique - Communauté flamande:
[https://pjp-eu.coe.int/en/web/youth-partnership/belgium-flemish-community-](https://pjp-eu.coe.int/en/web/youth-partnership/belgium-flemish-community)
Politique jeunesse en Belgique - Communauté française:
<https://pjp-eu.coe.int/en/web/youth-partnership/belgium-french-Community->

Bulgarie

Ministère de l'éducation et des sciences: <http://mon.bg/en/>
Agence nationale pour l'enseignement et la formation professionnels:
<https://www.navet.government.bg/en/>
Centre national pour les programmes et initiatives européens de jeunesse: www.youthbg.info
Forum national des jeunes: <https://nmf.bg/contacts/>
Stratégie nationale pour la jeunesse (2010-2020):
http://www.youthpolicy.org/national/Bulgaria_2010_National_Youth_Strategy.pdf
Partenariat jeunesse entre l'Union européenne et le Conseil de l'Europe:
<https://pjp-eu.coe.int/en/web/youth-partnership/bulgaria>

Croatie

Fiche pays sur le travail de jeunesse en Croatie (2018), Union européenne, Conseil de l'Europe
https://pjp-eu.coe.int/documents/1017981/11493349/Croatia_YW-Country+sheet.pdf/2589137d-2ff-6e6c-9768-086033c109eb
Institut de recherche sociale de Zagreb www.idi.hr
Politique de jeunesse en Croatie: <https://pjp-eu.coe.int/en/web/youth-partnership/croatia>

Chypre

Fiche pays sur le travail de jeunesse à Chypre (2018), Union européenne, Conseil de l'Europe: [https://pjp-](https://pjp-eu.coe.int/documents/1017981/11004734/Cyprus_country+sheet_youth+work_JB.pdf+1.pdf/60466b7e-6bf2-86a7-cdd8-981a70eb07d9)

[eu.coe.int/documents/1017981/11004734/Cyprus_country+sheet_youth+work_JB.pdf+1.pdf/60466b7e-6bf2-86a7-cdd8-981a70eb07d9](https://pjp-eu.coe.int/documents/1017981/11004734/Cyprus_country+sheet_youth+work_JB.pdf+1.pdf/60466b7e-6bf2-86a7-cdd8-981a70eb07d9)

Conseil de la jeunesse chypriote: www.youthboard.org.cy

Autorité des ressources humaines et du développement: www.hrdauth.org.cy

Étude sur le volontariat dans l'Union européenne, rapport national Chypre: [https://pjp-](https://pjp-eu.coe.int/documents/1017981/1668257/National_report_CY.pdf/399c6391-01d7-44ca-912b-533e87f3fd3f)

[eu.coe.int/documents/1017981/1668257/National_report_CY.pdf/399c6391-01d7-44ca-912b-533e87f3fd3f](https://pjp-eu.coe.int/documents/1017981/1668257/National_report_CY.pdf/399c6391-01d7-44ca-912b-533e87f3fd3f)

Politique de jeunesse à Chypre: <https://pjp-eu.coe.int/en/web/youth-partnership/cyprus>

République Tchèque

Fiche pays sur le travail de jeunesse en République tchèque: [https://pjp-](https://pjp-eu.coe.int/documents/42128013/47262550/Czech_Republic_Country+Sheet+on+Youth+Work_JB.pdf/38337939-0a37-7d2b-fce0-045e5363fbd7)

[eu.coe.int/documents/42128013/47262550/Czech_Republic_Country+Sheet+on+Youth+Work_JB.pdf/38337939-0a37-7d2b-fce0-045e5363fbd7](https://pjp-eu.coe.int/documents/42128013/47262550/Czech_Republic_Country+Sheet+on+Youth+Work_JB.pdf/38337939-0a37-7d2b-fce0-045e5363fbd7)

Danemark

Ministère de l'enseignement supérieur et des sciences: [https://ufm.dk/en/education/higher-](https://ufm.dk/en/education/higher-education/university-colleges/university-college-educations/bachelor-in-social-education)

[education/university-colleges/university-college-educations/bachelor-in-social-education](https://ufm.dk/en/education/higher-education/university-colleges/university-college-educations/bachelor-in-social-education)

Observatoire de l'innovation dans le secteur public: [https://www.oecd.org/governance/observatory-](https://www.oecd.org/governance/observatory-public-sector-innovation/innovations/page/borgerdk.htm)

[public-sector-innovation/innovations/page/borgerdk.htm](https://www.oecd.org/governance/observatory-public-sector-innovation/innovations/page/borgerdk.htm)

Politique de jeunesse au Danemark: <https://pjp-eu.coe.int/en/web/youth-partnership/Denmark>

Estonie

Fiche pays sur le travail de jeunesse en Estonie: [https://pjp-](https://pjp-eu.coe.int/documents/42128013/47262550/Estonia_info_youth_work_03.01.18_JB.pdf/b3495368-b206-b4ad-de43-d7e4608f5ef4)

[eu.coe.int/documents/42128013/47262550/Estonia_info_youth_work_03.01.18_JB.pdf/b3495368-b206-b4ad-de43-d7e4608f5ef4](https://pjp-eu.coe.int/documents/42128013/47262550/Estonia_info_youth_work_03.01.18_JB.pdf/b3495368-b206-b4ad-de43-d7e4608f5ef4)

Finlande

Politique de la jeunesse en Finlande: <https://pjp-eu.coe.int/en/web/youth-partnership/finland>

France

Brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur (Bafa):

<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F2111>

Brevet d'aptitude aux fonctions de directeur (Bafd):

<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F2113>

Fiche pays sur le travail de jeunesse en France:

https://pjp-eu.coe.int/documents/42128013/47262550/France_country_sheet_youth+work.pdf/51d191e2-43fa-9893-d161-c24f3442f868

Répertoire national des certifications professionnelles: <http://www.rncp.cncp.gouv.fr/>

Allemagne

Articles

Thimmel A. (2017), «Travail de jeunesse et travail social des jeunes en allemand», dans Conseil de l'Europe et Commission européenne, PENSER GRAVEMENT AU TRAVAIL DES JEUNES. Et comment préparer les gens à le faire, Conseil de l'Europe, Strasbourg.

IJAB (2008), Politique de l'enfance et de la jeunesse, Services à l'enfance et à la jeunesse en République fédérale d'Allemagne. Structures, institutions, organisations, IJAB, Bonn.

Honisch C. (2016), Contribution à la conférence sur le travail des enfants et des jeunes 2016 «Retour vers le futur. Le concept éducatif dans le travail des enfants et des jeunes: le champ d'action axé sur l'éducation » (« ... Zurück in die Zukunft! »Bildungsbegriff in der Kinder- und Jugendarbeit: Das Bildungsorientierte Handlungsfeld).

StepStone (2016), GEHALTSREPORT 2016 FÜR FACH- UND FÜHRUNGSKRÄFTE.

Baumbast S., Hofmann-van de Poll F. et Lüders C. (2014), Non-formale und informelle Lernprozesse in der Kinder- und Jugendarbeit und ihre Nachweise, Deutsches Jugendinstitut, München.

Mémoire d'accord des plus hautes autorités de la jeunesse de l'État sur l'utilisation d'une carte pour les jeunes leaders (Vereinbarung der Obersten Landesjugendbehörden zur Anwendung einer Card für Jugendleiterinnen und Jugendleiter). Annexe au point 4.7.1 de l'ordre du jour de la réunion de l'association des plus hautes autorités étatiques de la jeunesse et de la famille (Arbeitsgemeinschaft der Obersten Landesjugend- und Familienbehörden, AGJF) du 17/18 septembre 2009 Stepstone (2016), GEHALTSREPORT 2016 FÜR FACH- UND FÜHRUNGSKRÄFTE.

Ministère fédéral des affaires familiales, des personnes âgées, des femmes et des jeunes (2015), «Standards de qualité pour la participation des enfants et des jeunes» (Qualitätsstandards für Beteiligung von Kindern und Jugendlichen), Ministère fédéral des affaires familiales, des personnes âgées, des femmes et des jeunes, Berlin.

Sites Internet

- gehalt.de

- juleica.de

Plusieurs institutions effectuent des recherches sur le travail de jeunesse et les questions liées au travail de jeunesse, notamment:

- l'Institut allemand de la jeunesse (Deutsches Jugendinstitut, DJI)

- le Bureau des statistiques des services à l'enfance et à la jeunesse de Dortmund (Dortmunder Arbeitsstelle Kinder- und Jugendhilfestatistik) dans le cadre de la Research Alliance of DJI et de l'Université de Dortmund (Forschungsverbund Deutsches Jugendinstitut / Technische Universität Dortmund)

- le groupe de recherche Jeunesse et Europe du Centre de recherche sur les politiques appliquées (Forschungsgruppe Jugend und Europa (FGJE) am Centrum für angewandte Politikforschung (CAP)) et

- le JFF - Institut de recherche et d'éducation aux médias (JFF - Institut für Medienpädagogik de Forschung und Praxis)

Des informations sur le travail de jeunesse sont disponibles à l'adresse suivante:

- Portail pour spécialistes des services à l'enfance et à la jeunesse> Travail de jeunesse (Fachkräfteportal der Kinder- und Jugendhilfe> Jugendarbeit)

- Portail pour spécialistes des services à l'enfance et à la jeunesse> Recherche sur la jeunesse (Fachkräfteportal der Kinder- und Jugendhilfe> Jugendforschung).

- kinder-jugendhilfe.info - Informations sur les services à l'enfance et à la jeunesse en Allemagne.

- l'Office national de la statistique (Statistisches Bundesamt) collecte des données sur les services à l'enfance et à la jeunesse, y compris le travail de jeunesse. Des informations sur la recherche sur le travail international de jeunesse sont disponibles dans la base de données de recherche de l'IJAB (informations en allemand).

Revues contenant des informations sur le travail de jeunesse en Allemagne:

- deutsche jugend (jeunesse allemande)
- Offene Jugendarbeit (Travail de jeunesse ouvert)
- FORUM für Kinder- und Jugendarbeit (Forum pour le travail des enfants et des jeunes)
- DREIZEHN - Zeitschrift für Jugendsozialarbeit (TREIZE - Journal pour le travail social des jeunes)

Grèce

Politique jeunesse en Grèce: <https://pjp-eu.coe.int/en/web/youth-partnership/greece>

Ministère de l'éducation, de l'apprentissage tout au long de la vie et des affaires religieuses: <http://neagenia.gr/>

Comité permanent spécial sur l'égalité, la jeunesse et les droits de l'homme (Parlement hellénique):

[https://www.hellenicparliament.gr/en/Koinovouleftikes-Epitropes/CommitteeDetailView?](https://www.hellenicparliament.gr/en/Koinovouleftikes-Epitropes/CommitteeDetailView?CommitteelD=2d342200-050c-484a-bdaa-ad979c9a9425&period=908c047e-6576-4a0c-aa3a-91e061ae4724)

[CommitteelD=2d342200-050c-484a-bdaa-ad979c9a9425&period=908c047e-6576-4a0c-aa3a-91e061ae4724](https://www.hellenicparliament.gr/en/Koinovouleftikes-Epitropes/CommitteeDetailView?CommitteelD=2d342200-050c-484a-bdaa-ad979c9a9425&period=908c047e-6576-4a0c-aa3a-91e061ae4724)

Conseil national de la jeunesse: <http://www.esyn.gr/>

Cadre stratégique pour l'autonomisation des jeunes (mai 2018): <http://www.neagenia.gr/neolaia17-27/wp-content/uploads/2018/09/youth-strategy-for-greece-2018-en-1.pdf>

Hongrie

Fiche pays sur la politique de la jeunesse en Hongrie:

https://pjp-eu.coe.int/documents/42128013/47261560/Country_sheet_Hungary_2011.pdf/059e6a2c-ef4a-40bc-bb8a-8f78c9a70d57

Irlande

Département des affaires de l'enfance et de la jeunesse: <https://www.dcy.gov.ie/>

Education au développement et cadre national de normes de qualité:

<https://www.youth.ie/articles/development-education-and-the-national-quality-standards-framework-nqsf/>

Conseil national de la jeunesse: <https://www.youth.ie/about/>

Normes d'éducation et de formation Nord-Sud pour le travail de jeunesse:

<https://www.youth.ie/programmes/projects-initiatives/nsets/>

L'ETBI est l'association nationale représentative des seize conseils d'éducation et de formation (ETB) d'Irlande. Les ETB et ETBI ont été créés le 1er juillet 2013 et étaient auparavant connus sous le nom de VEC et IVEA respectivement: <https://www.etbi.ie/>

Italie

Agenzia Nazionale Giovani: <http://www.agenziagiovani.it/>

Fiche pays sur le travail de jeunesse en Italie: [https://pjp-](https://pjp-eu.coe.int/documents/1017981/11004734/Italy_Youth+Work+Country+Sheet_final.pdf/d3efe144-6504-95f7-51bd-908bd17ab26a)

[eu.coe.int/documents/1017981/11004734/Italy_Youth+Work+Country+Sheet_final.pdf/d3efe144-6504-95f7-51bd-908bd17ab26a](https://pjp-eu.coe.int/documents/1017981/11004734/Italy_Youth+Work+Country+Sheet_final.pdf/d3efe144-6504-95f7-51bd-908bd17ab26a)

Informagiovani: <http://www.informagiovaniroma.it/>

Politique de jeunesse en Italie: <https://pjp-eu.coe.int/en/web/youth-partnership/italyYouthworker.it>

Lettonie

Lettonie Université de Daugavpils et Université de Liepaja:
<https://du.lv/en/studies-admission/study-programmes/professional-masters-study-programmes/career-counsellor-and-specialist-in-youth-affairs/>

Lituanie

ACTIVEYOUTH <https://activeyouth.lt/>

Agence de coopération internationale pour la jeunesse <https://www.jtba.lt/en/about-us/>

Europos jaunimo portalas (Portail européen de la jeunesse) https://europa.eu/youth/EU_Lt

Politique lituanienne de la jeunesse: législation, structures, bonnes pratiques (2013). Vilnius:

Département de la jeunesse du Ministère de la sécurité sociale et du travail de la République de Lituanie: <https://jrd.lt/informacija-dirbantiems-su-jaunimu/metodiniai-leidiniai/el-biblioteka/jrd.pdf>

Planification stratégique de la politique de la jeunesse et mise en œuvre de mesures dans le domaine de la sécurité sociale et du travail (2016). Résumé analytique du rapport d'audit public, Office national d'audit de Lituanie: www.vkontrolė.lt

Travailler avec les jeunes: les valeurs du travail de jeunesse dans l'Union européenne (2014). Commission européenne. Rapport national, Lituanie (Auteur: I. Gečienė): http://ec.europa.eu/assets/eac/youth/library/study/youth-work-report_en.pdf

Politiques de la jeunesse en Lituanie (2017). Commission européenne, description nationale du Wiki des jeunes: <https://eacea.ec.europa.eu/national-policies/sites/youthwiki/files/gdIlithemony.pdf>

YOUTH WORK HD <https://learn.youthworkhd.eu/?lang=lt>

Luxembourg

Biewers S., Bodeving C. et Mann C. (2013), «Qualitätsentwicklung in der Offenen Jugendarbeit», dans Service National de la Jeunesse (SNJ), Luxembourg (éd.), Handbuch Offene Jugendarbeit in Luxemburg, (pp. 83- 100).

Bodeving C. (2009), «Das Profil der Jugendarbeit», dans Willems H. et al. (éd.), Handbuch der sozialen und erzieherischen Arbeit in Luxemburg, (pp. 745-57), Éditions Saint-Paul, Luxembourg.

Go Urban: <https://gourban.lgs.lu/en/>

Meyers C., Heinen A. et Berg C. (2012), «Les jeunes de la commune de Mersch. Développement et perspectives. Rapport des conclusions de l'étude sur les jeunes dans le cadre du plan municipal pour la jeunesse de la commune de Mersch »[Die Jugend der Gemeinde Mersch. Entwicklungen und Perspektiven: Ergebnisbericht der Jugendstudie im Rahmen des Jugendkommunalplanes für die Gemeinde Mersch], Luxembourg.

Schroeder R. (2014), «Un aperçu de l'histoire du travail de jeunesse au Luxembourg», dans Taru M., Coussée F. et Williamson H. (eds), Youth knowledge: Vol. 4, L'histoire du travail de jeunesse en Europe: pertinence pour la politique actuelle du travail de jeunesse, (pp. 61-70), Editions du Conseil de l'Europe, Strasbourg.

Service National de la Jeunesse (SNJ), Luxembourg (2016), Formation continue pour le secteur jeunesse 2017: Agenda complet à l'intérieur.

Service National de la Jeunesse (SNJ), Luxembourg (éd.) (2013), Education non formelle avec les enfants et les jeunes: apprendre en milieu extrascolaire.

Malte

Teuma, Miriam (2014), «The development and implementation of youth policy in Malta» dans Global Perspectives on Youth Work, Sense Publishing, Rotterdam.

Pays-Bas

- Nijenhuis, H. (1987). *Werken in de schaduw. Club- en buurthuizen aux Pays-Bas, 1892-1970*. Amsterdam: Stichting Beheer ISG
- Noorda, J. et Veenbaas, R. (2001). *Inventarisatie jongerenwerk aux Pays-Bas*. Amsterdam: Instituut Jeugd en Welzijn
- Roos, J. (1957). *Vragen die het open jeugdwerk stelt*. *Dux*, 24: 488-490
- Schama, S. (1997). *L'embarras des richesses: une interprétation de la culture néerlandaise à l'âge d'or*. Vancouver: livres anciens.
- Schuyt, C. (1995). *Kwetsbare jongeren en hun toekomst*, Rijswijk: VWS
- Selten, P. (1979). *Tussen patronaat en instuif*. Dans: *Jeugd en samenleving, 1979, Tussen jeugdzorg en jeugdemancipatie. Een halve eeuw jeugd en samenleving dans de spiegel van het katholieke maandblad Dux, 1927-1970*. Baarn: Ambo
- Smith, R. (2008). *Travail social auprès des jeunes*. Cambridge: Polity Press
- Stegeren, W.F. van et Hazekamp, J. (1974). *Andragologie en sociale pedagogiek*. *Tijdschrift voor Agologie*. 1: 18-26
- Unicef (2007). *Un aperçu du bien-être des enfants dans les pays riches*. *Bulletin d'Innocenti* 7. Florence: Centre de recherche Innocenti de l'Unicef

Pologne

- Portail Europejski Młodzieżowy: https://europa.eu/youth/volunteering/organisations_pl
- Fundacja Rozwoju Systemu Edukacji - Narodowa Agencja Programu Erasmus +: <https://erasmusplus.org.pl/>
- Conseil polonais des organisations de jeunesse PROM (pl. Polska Rada Organizacji Młodzieżowych): <http://www.prom.info.pl/>
- Travailler avec les jeunes: la valeur du travail de jeunesse dans l'Union européenne. Commission européenne. Rapport par pays Pologne: http://www.youthpolicy.org/library/wp-content/uploads/library/2014_EU_Youth_Work_Study_Country_Report_Poland.pdf
- Politiques de la jeunesse en Pologne (2017). Commission européenne, description nationale du Wiki Jeunesse: <https://eacea.ec.europa.eu/national-policies/sites/youthwiki/files/gdlpoland.pdf>
- Politique de la jeunesse en Pologne: <https://pjp-eu.coe.int/en/web/youth-partnership/poland>

Portugal

- Cours de formation à la citoyenneté européenne dans le travail des jeunes au Portugal: <https://www.salto-youth.net/tools/european-training-calendar/training/european-citizenship-in-youth-work-training-course-in-portugal.3145/>
- Fundação da Juventude: <http://www.fjuventude.pt/pt/Default.aspx>
- Portal da juventude: <https://juventude.gov.pt/Paginas/default.aspx>
- UPAJE: <http://upaje.pt/informacoes-gerais/>
- Travail de jeunesse pour favoriser l'inclusion sociale: <https://eacea.ec.europa.eu/national-policies/en/content/youthwiki/47-youth-work-foster-social-inclusion-portugal>

Roumanie

- 4e plan d'action national (2018-2020): https://www.opengovpartnership.org/wp-content/uploads/2018/11/Romania_Action-Plan_2018-2020_EN.pdf
- Ministère de l'éducation: <https://www.edu.ro>
- Ministère de la jeunesse et des sports: <http://mts.ro/>
- Autorité nationale des qualifications: <http://site.anc.edu.ro/>

Stratégie nationale pour la politique de la jeunesse 2015-2020: <https://eacea.ec.europa.eu/national-policies/en/content/youthwiki/13-national-youth-strategy-romania>
Travail de recherche sociale - "Jeunes travailleurs - Revue standard":
<http://mts.ro/wp-content/uploads/2016/12/3.-Analiza-ocupationala-lucrator-de-tienret.pdf?fbclid=IwAR0S1P8DVxNsi5m4qQzVqTqpv2yaX8LkMAStmuuucRi-sYqacwXXP>

Slovaquie

Document de réflexion sur le développement du travail de jeunesse 2016-2020:
https://www.minedu.sk/data/files/8467_concept-of-work-development-with-youth-for-the-years-2016-2020.pdf
Ministère de l'éducation, des sciences, de la recherche et des sports: <https://www.minedu.sk/about-the-ministry/>
Stratégie nationale pour la jeunesse 2014-2020:
https://www.youthpolicy.org/national/Slovakia_2014_Youth_Strategy.pdf
Réformes et développements politiques en cours:
https://eacea.ec.europa.eu/national-policies/eurydice/slovensko/ongoing-reforms-and-policy-developments_en
Reconnaissance professionnelle des qualifications: <https://www.minedu.sk/professional-recognition-of-qualifications/>
Jeu sérieux sur le travail de jeunesse: <http://www.objavkompetencieonline.sk/hra/koordinator>
Institut slovaque de la jeunesse:
<https://www.iuventa.sk/en/IUVENTA/Slovak-youth-iustitute-short-introduction.alej>
Institut national d'enseignement professionnel: <http://www.siov.sk/>

Slovénie

Fiche pays sur le travail de jeunesse en Slovénie:
https://pjp-eu.coe.int/documents/42128013/47262550/Slovenia_country_sheet_youth+work.pdf/d25d9726-e54a-0582-15ac-b042017d769f

Espagne

Educaweb:
<https://www.educaweb.com/cursos-de/monitor-ocio-tiempo-libre/>
Emagister: <https://www.emagister.com/monitor-ocio-tiempo-libre-infantil-juvenil-coordinador-director-monitores-master-coaching-infantil-juveni-cursos-3300219.htm>
Politique jeunesse en Espagne: <https://pjp-eu.coe.int/en/web/youth-partnership/spain>

Suède

Folkbildning: <https://www.folkhogskola.nu/other-languages/an-introduction-to-the-folk-high-school/>
Folkhögskola: <https://www.folkhogskola.nu/sok-kurser/manniska--samhalle--religion/fritidsledare/>
Politique de jeunesse en Suède: <https://pjp-eu.coe.int/en/web/youth-partnership/sweden>
Travail de jeunesse pour favoriser l'inclusion sociale:
<https://eacea.ec.europa.eu/national-policies/en/content/youthwiki/47-youth-work-foster-social-inclusion-sweden#124>

Royaume Uni

British Youth Council: <http://www.byc.org.uk/about-us/our-vision,-mission-and-values.aspx>

Conseil des jeunes du Commonwealth: <http://commonwealthyouthcouncil.org/>

Ministère en charge de la jeunesse - Angleterre: Département pour les enfants, les écoles et les familles (DCSF) <https://www.gov.uk/government/organisations/department-for-education>

Ministère en charge de la jeunesse - Irlande du Nord: Department of Education <https://www.education-ni.gov.uk/topics>

Ministère en charge de la jeunesse - Ecosse: Ministre de l'emploi des jeunes <https://www.gov.scot/about/how-government-is-run/directorates/strategy-and-constitution/>

Ministère en charge de la jeunesse - Pays de Galles: Département de l'enfance, de l'éducation, de l'apprentissage tout au long de la vie et des compétences, Assemblée galloise: <https://gov.wales/education-skills>

Service national de la citoyenneté: <https://www.gov.uk/government/get-involved/take-part/national-citizen-service>

Stratégie nationale pour le travail des jeunes:

http://www.youthpolicy.org/wp-content/uploads/library/2014_Wales_NationalWorkStrategy_Eng.pdf

Conseil des jeunes d'Irlande du Nord:

<https://youthcouncilni.org/Politique de la jeunesse:>

<https://www.youthpolicy.org/factsheets/country/united-kingdom/>